

LE TEMPS

Histoire

Comment le saccage du patrimoine répond à la stratégie de l'EI Page 10

Biologie

La subtile mécanique chromatique du caméléon Page 12

Economie & Finance

Ariane de Rothschild veut réinventer la banque Page 13

Mercredi 11 mars 2015 | N° 5153

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 3.50, France €3.00

Fukushima, quatre ans après la tragédie

Il était 14h46 le 11 mars 2011 lorsqu'un séisme de magnitude 9 dans le Pacifique a provoqué le pire désastre subi par le Japon depuis la guerre. Au tragique sinistre naturel s'est ajouté l'accident nucléaire de Fukushima, la fusion des cœurs de trois des six réacteurs.

Quatre ans après, le correspondant du *Temps* est retourné dans la zone du drame, précisément à Namie, 21 000 habitants en 2011, ville aujourd'hui désertée, délabrée, à quelques kilomètres de la centrale nucléaire de Fukushima. Plus les années passent, moins les

ex-résidents envisagent un retour sur des terres souillées. Lors d'un récent sondage, un ménage sur deux a répondu qu'il ne retournerait pas à Namie après la levée de l'interdiction. Tous ont vécu deux, trois, quatre, parfois sept déménagements depuis le drame. Les indemnités versées par Tepco? «Elles ne tiennent pas compte du fait que ma vie de réfugié se poursuit, dit un habitant. Cela me stresse de plus en plus.» Dans cette préfecture, plus de 121 000 personnes n'ont toujours pas pu rentrer chez elles. ► Page 4

Credit Suisse: un Africain succède à un Américain

> Banque Nomination du Franco-Ivoirien Tidjane Thiam

Editorial

Un parcours hors norme. Un profil inattendu. Un style nouveau. Tidjane Thiam, futur directeur général de Credit Suisse et successeur de Brady Dougan, présente un parcours à dimension internationale. Produit de l'élite ivoirienne, formé dans les meilleu-

res écoles françaises, recruté par McKinsey, il a accompli une brillante carrière à la City de Londres, faute d'avoir trouvé un poste à la mesure de son talent en France. Il quitte la tête de l'assureur Prudential pour prendre les rênes de Credit Suisse. Un choix salué

par les investisseurs: le titre Credit Suisse a gagné mardi 7,6%. Parmi ses atouts, relève le président Urs Rohner dans un entretien avec le *Temps*: «Son expérience importante en matière de développement de nouveaux marchés dans le domaine de la finance.» ► Page 3

La réponse au 9 février

Par Mathilde Farine

Le remplacement du patron de Credit Suisse, Brady Dougan, était attendu depuis plusieurs mois. Au moins depuis l'annonce de l'amende payée par la banque suisse aux autorités américaines l'été dernier pour en finir avec les affaires d'évasion fiscale. Le conseil d'administration aura pris son temps. Sans doute parce que le remplaçant idéal n'était pas facile à trouver.

Les premiers éléments semblent montrer qu'il a fait un choix audacieux, mais sensé, alors que la France regrette déjà d'avoir laissé filer une perle, qu'elle a négligée.

D'abord, le parcours de Tidjane Thiam est impressionnant: certes, il n'est pas banquier, mais il a été consultant pour le cabinet McKinsey, ministre du Plan en Côte d'Ivoire, avant d'arriver à la tête du plus gros assureur britannique, Prudential. Dont il a triplé la valeur en bourse ces trois dernières années.

Après huit ans du règne de l'Américain Brady Dougan, l'arrivée du Franco-Ivoirien signale un changement de perspectives géographiques et sectorielles. Tidjane Thiam regarde vers l'Est, il l'a montré avec Prudential, dont il a largement développé les activités en Asie. Sa connaissance de l'Afrique aidera sans doute Credit Suisse à s'étendre dans ce continent, pointé comme la nouvelle Asie pour ses perspectives économiques. Il regardera aussi probablement moins la banque d'investissement, chère à son prédécesseur qui en était issu et qui n'a jamais vraiment accepté de s'en défaire, pour se concentrer sur la gestion de fortune et d'actifs. Alors que la banque d'affaires est de moins en moins rentable, c'est une bonne nouvelle pour l'établissement et ses actionnaires. Le marché a d'ailleurs déjà adoubi le nouveau venu, l'action grimpa de 7,8% mardi en bourse.

Enfin, Tidjane Thiam est le premier dirigeant d'une entreprise suisse d'une telle taille à être d'origine africaine. Le choix du Franco-Ivoirien à la tête d'une banque aussi associée à la Suisse est sans doute la meilleure réponse que l'économie pouvait donner à l'initiative du 9 février. Pour prospérer, la Suisse a besoin de cadres brillants qu'il faut aussi aller chercher à l'étranger. Et Tidjane Thiam ne ressemble en rien à un alibi.

L'essentiel

International

Le FN profite de Bruxelles?

Vingt assistants parlementaires du Front national sont accusés d'avoir travaillé pour le compte de leur parti alors qu'ils étaient rétribués par le législatif européen. Marine Le Pen, la présidente du parti, dénonce une «manipulation» à deux semaines des élections départementales, pour lesquelles le FN est donné gagnant. Page 6

Eclairage

Boko Haram en vassal

Que signifie la déclaration d'allégeance du groupe djihadiste nigérian à l'Etat islamique? Peut-être sa volonté de participer à un «effet de masse» voulu par la maison mère. Mais celui-ci pourrait n'être qu'illusoire. Page 11

Economie

Innover contre le franc fort

Le constructeur de machines-outils Willemin-Macodel, à Delémont, à fort à faire pour se maintenir sur le marché de l'exportation. Sa recette: la nouveauté, et l'amélioration des marges. Page 16

«Selma», un demi-siècle pour retrouver Martin Luther King



Enfin, un film célèbre l'événement: le 21 mars 1965, le pasteur (interprété par David Oyelowo) mène la marche des Noirs en butte à la ségrégation. Reliant Selma à Montgomery, ils seront 25 000 à l'arrivée. Le 6 août, le président Johnson signe le Voting Rights Act. ► Page 22

PUBLICITÉ

CHOPARD PROUDLY SUPPORTS PORSCHE MOTORSPORT

SUPERFAST CHRONO PORSCHE 919 EDITION

Chopard

Darbelay, la chute de l'équilibriste

Un coup à gauche, un coup à droite. Contraint de nouer des alliances, le PDC est parfois difficile à suivre. Y compris son président, Christophe Darbelay, qui sort secoué de l'échec de l'initiative sur la défiscalisation des allocations



familiales. Pas facile d'être à la fois pressé et sensible aux changements de circonstances, de gérer les tensions entre une aile conservatrice et une aile plus urbaine et de s'affirmer en défenseur acharné des régions de montagne... ► Page 9

Le jeu de télé-réalité a tourné au drame

Le tournage de l'émission de télé-réalité *Dropped* de la chaîne française TF1 a tourné au drame en Argentine: dix morts, dont huit Français. Et parmi eux trois champions sportifs, dont la navigatrice Florence Arthaud, la nageuse Camille Muffat et le boxeur Alexis Vastine. La snowboardeuse vaudoise Anne-Flore Marxer participait à la même émission de télé-réalité mais ne se trouvait pas dans les deux hélicoptères qui sont entrés en collision.



La France était mardi sous le choc après cet accident qui constitue la plus grave tragédie dans

l'histoire de la télé-réalité. Un drame qui enlève au pays des figures qui ont gravé la mémoire, telle Florence Arthaud, gagnante de la Route du Rhum 1990, la «petite fiancée de l'Atlantique» devenue une femme libre. Une éternelle amoureuse de la mer et de la vie.

Pour les émissions de télé-réalité, les sportifs sont des candidats en or. Mais que vont faire des champions à la retraite dans ces aventures télévisées, dans ces défis contre la nature et contre eux-mêmes? Moins une histoire d'argent qu'une quête de sensations fortes, une exposition médiatique et une popularité. ► Pages 2, 23, 24

Le Temps

Pl. de Cornavin 3, CP 2570, 1211 Genève 2
Tél. +4122 888 58 58
Fax +4122 888 58 59

www.letempsarchives.ch

Collections historiques intégrales:
Journal de Genève, Gazette de
Lausanne et Le Nouveau Quotidien

Index

Avis de décès 20
Bourses et changes 14

Fonds 18, 19

Téléphones utiles 20
Toute la météo 12

Pour vous abonner:

www.letemps.ch/abos
00 8000 155 91 92
(appel gratuit)



Sur les réseaux

La télévision de survie, concept en toc

Sur le tournage de «Dropped», l'accident qui a fauché la vie de 10 personnes interroge le prétendu goût du frisson du téléspectateur

Olivier Perrin

Bien sûr, #Dropped, ce n'est «qu'un» bête accident d'hélicoptères. Sans lien direct avec la course au sensationnel qu'affectionne la télé-réalité, diront les cyniques, cette TV qu'on appelait «poubelle» dans les années 1980.

Néanmoins, la «nausée» est «insoutenable», car rien «ne justifie un tel gâchis», a twitté @ceviladoms. Et comme l'a très vite aussi sous-entendu mardi *Le Figaro*, on ne serait pas étonné si le drame survenu la veille en Argentine en marge de *Dropped* – l'émission de télé-réalité en préparation pour TF1 – ne creusait pas le tombeau de ce genre de flirt malsain avec le danger. Ne sonait le glas de ces flatteries d'une audience prétendue avide de risque, avec des émissions qui «rivali-



Dans le «trailer» international de «Dropped», sur une musique pompeuse à souhait, ce sous-titre: «Dans quel enfer allons-nous faire cela?!» ARCHIVES

sent dans leur capacité à confronter les candidats aux pires tortures».

Il suffit de visionner la pompeuse bande-annonce de *Dropped* pour ne plus douter du tout que «la télé-réalité nous c... les c... chaque soir avec ses stars éphémères». «Aujourd'hui, elle nous enlève nos grands athlètes», enchaîne, @RIP à la clé, @Chris_Langlet. Même le chanteur et compositeur @Benjamin_Biolay déplore cette «affreuse télé-réalité qui nous impose ses vedettes en bois».

Personne n'a oublié les deux morts de *Koh-Lanta*, émission également coproduite par Adventure Line Productions, il y a deux ans de cela: un des candidats, Gérald Babin, 25 ans, était décédé d'une crise cardiaque. Un drame qui avait été suivi du suicide du médecin de l'émission. «Au rythme où vont les choses, on va bientôt les envoyer sur des zones de combat, commente un internaute du *Figaro*. Et s'ils survivent à une attaque au mortier, une rafale de 30/30, une atta-

que aérienne, et l'assaut d'un commando, alors ils gagneront le premier prix, vous verrez...»

Le secrétaire national du Parti de gauche, Alexis Corbière, y va aussi de sa diatribe sur le Lab politique d'Europe 1, en pestant contre cette «forme de pseudo-frisson [...] dans certains de ces jeux, comme celui apparemment où l'accident a eu lieu, un peu toc et qui fait finalement courir des risques».

Pour l'heure, les candidats «drop-*ped*» devaient donc être «dâchés»

dans un lieu sauvage et hostile. Et l'accident est survenu dans ce milieu précisément «hostile» qu'adore la télévision dite «de survie». De facto, une région très peu accessible: quand les secours sont arrivés, il n'y avait plus rien à faire.

En contre-argument, un lecteur de *L'Express* juge que «des critiques habituelles sur TF1» et ses téléspectateurs «naïfs» sont «déplacées». Car «la mort fait partie de la vie, les accidents aussi, sans oublier que pour certain(e)s, l'aboutissement d'une vie trépidante n'est pas de finir vieux et grabataire».

Plus accusateur, un officier de l'armée française, @PSchydowski, demande instamment de «respecter les faits et l'enquête», en faisant pointer son tweet vers un article de Daniel Schneidermann sur *L'Obs/Rue89*, où celui-ci écrit que l'on sait bien «à quel point les sociétés de production de télé-réalité sont rétives à l'enquête extérieure, qu'elle soit journalistique ou policière. Un monde clos, avec ses complicités, son omerta, ses représailles envers les bavards.» Un monde qui repose sur ce credo vieux mais pas beau comme l'antique: ce que le peuple veut, c'est *panem et circenses*.

► Sportifs et jeux télévisés, l'attirance réciproque: page 23

Piqué au vol

Thiam, la France qui se mord les doigts



S'il y a un article du *Monde* qui circule comme une traînée de poudre sur les réseaux et, en particu-

lier Twitter, c'est bien celui-ci: «Tidjane Thiam, ce banquier que la France regrette d'avoir laissé partir». Où le journaliste Bruno Meyerfeld trace la longue liste des occasions manquées de la République et de l'establishment français pour employer ce brillant polytechnicien et major de l'École des Mines, aujourd'hui CEO de Credit Suisse. Ainsi la tuiteuse @Raxmaa ou le tuiteur @CarlitoMVP. On sent évidemment chez celles et ceux qui postent l'ironie cinglante à l'endroit de la France... <https://twitter.com/CarlitoMVP/status/575308418904428544>

En une minute, le cinéma selon Scorsese et iPad Air2



Elle cartonne, comme on dit, sur YouTube, cette vidéo d'une minuscule petite minute, une

minute tout rond pour encourager le cinéaste qui sommeille en chacun de nous à passer à l'action. Grâce à l'iPad Air2. Le titre? «Faites un film avec iPad», tout simplement. Diffusée à l'occasion des Oscars, elle totalise aujourd'hui plus de 1,2 million de vues. Et est en passe de devenir iconique. Il faut dire que la bande-son est de Martin Scorsese et qu'elle est digne des meilleurs keynote de Steve Jobs: dans un film, déclare-t-il, «chaque scène est une leçon. Chaque plan une école. Faisons en sorte que l'apprentissage continue». Forcément sublime. <https://www.youtube.com/watch?v=LVf4wA9qX4>

Camille Muffat en tête des recherches Google Suisse



Google Trends est fascinant lorsqu'on se penche sur les recherches du jour et que l'on essaie de

s'expliquer les choses. Ainsi mardi 10 mars, C'est Camille Muffat, l'ex-nageuse, triple médaillée olympique, tragiquement disparue en Argentine dans un crash d'hélicoptère, qui arrive en tête des recherches sur Google Suisse. Et Florence Arthaud? Woops, même pas dans le ranking. Et c'est la même chose pour Google France. *Sic transit gloria mundi...* <http://www.google.ch/trends/hottrends#pn=p46>

LT

L'ACTUALITÉ EN CONTINU

>>> Sur notre site:

www.letemps.ch

On en parle



Isabelle Moret moquée

«Accident de personne entre Genève et Nyon.

Quelle tristesse d'avoir envie de perdre la vie par un si beau soleil de printemps #prévention»: c'est par ce micromessage envoyé lundi qu'Isabelle Moret a reçu des réseaux sociaux des remarques très caustiques à propos de l'accident de personne qui semait hier le chaos ferroviaire. Sur son profil Facebook, le politicien vaudois Julien Sansonnens lance, un brin ironique: «Je penche pour un fake.» Il ajoute: «Il y a quelque chose de touchant dans cette phrase, une espèce de vérité naïve et immédiate, on sent qu'elle a été émue par la beauté d'un paysage, par le chant d'un oiseau, le reflet d'une feuille au soleil. C'est sorti comme ça, elle l'a dit sans penser à mal. Elle est comme ça Isabelle Moret, elle dit les choses quand elle les ressent, sans vraiment penser plus loin.» Jointe à Berne, Isabelle Moret confirme être l'auteur du tweet. Et plaide pour l'émotion sincère. LT

Dans la rue

Les yeux dans le papier



Rinny Gremaud

Notre chroniqueuse fait la conversation à des inconnus

J'ai des idées préconçues. Je croyais par exemple que les gens avaient arrêté de lire sur du papier. Que les livres, les journaux étaient des objets du passé, voire du passé antérieur, tellement c'est vieux. Je pensais que les écrans avaient tout emporté, et de le regretter en public était une manière de me flatter d'appartenir à une minorité de résistants, pour ne pas dire à une élite. Car ne sont-ce pas les seuls lettrés, les esthètes et les originaux qui restent attachés au papier? A cette question, la réponse est non, et je l'ai trouvée hier dans le métro.

Assis en face de moi, il y avait un type qui lisait un livre. Lorsque je m'en suis aperçue, j'ai retenu un cri. Un livre! Un liiiiiivre! Hiiiiiiiiiii! Du papier! Dans le métro! C'est beaucoup de points d'exclamation, mais j'étais si convaincue que les transports publics ne charriaient plus que des nez collés à des smartphones.

Je les observais sidérée, le livre et son lecteur. Ce dernier avait l'air ordinaire d'un homme dans la quarantaine portant les stigmates d'une jeunesse passée à écouter du rock alternatif français (boucle d'oreille en argent, rouflaquettes, cheveux blancs en bataille avec longueur sur la nuque). Le livre, je n'en distinguais pas la couverture.

«Excusez-moi, Monsieur, je peux vous demander ce que vous lisez? – Bien sûr. C'est un livre de Franck Thilliez, *AtomKa*. – Un roman policier? – Oui. – Merci. – Y a pas de quoi.»

Je n'ai pas su relancer la conversation, alors elle en est restée là. Autour de moi, personne ne semblait avoir relevé la présence du livre. Le wagon n'était pas très rempli, toutes les places assises étaient occupées par une personne plongée dans son... Et c'est là que mes certitudes se sont effondrées. A quelques places d'intervalle, deux personnes li-

saient des livres, et d'autres tenaient des journaux. N'en croyant pas mes yeux, je me déplaçais discrètement pour les observer.

Il y avait cette jeune femme à l'allure sportive (anorak vert feuille) qui lisait *Vade-mecum de kinésithérapie*. Un homme dans la cinquantaine déchiffrait avec ses lunettes de presbytie la page «Monde» de *20 minutes*. Une belle blonde qui lisait Paul Ricœur, *Parcours de la reconnaissance*. Une femme entre deux âges (sac Paul Smith) absorbée par la lecture du *Lundi Finance* (*Le Temps*, donc) alors que nous étions mardi. Un grand black en costume tenait à la main *24 heures*.

Dans les transports publics, les gens lisent sur du papier. De loin pas que, mais aussi. Ils lisent de tout. Depuis hier, je l'ai observé sur deux autres trajets. Pourquoi ne l'ai-je pas vu avant? Etais-je trop absorbée par mes a priori? Ou par mon téléphone portable?

Imaginez un monde sans femmes...

Le 8 mars a été bien relayé par les réseaux sociaux, qui ont rivalisé d'imagination

«Et comme dit le poète: «La femme est l'avenir de l'homme»... «Notez Brigitte!»

Le dessin de Plantu publié dimanche dans *Le Monde* a fait le tour de Toile; il montre combien le 8 mars est devenu une ritournelle médiatique, une manière infantile et mercantile de rendre hommage aux femmes. Pour en rire, le Tumblr «WTF Journée de la femme» recense les initiatives les plus ineptes pour nous faire plaisir, du cocktail offert en promotion au 15% de réduction sur une séance d'épilation.

C'est en réponse à cette attitude condescendante que plus de 12 000 hommes et femmes ont défilé samedi, à Berne, en faveur de l'égalité salariale qui «n'est pas une obscure exigence féministe, ni une bonne action à l'égard des femmes ou un su-sucré qu'on leur donne, mais un droit ancré dans la Constitution depuis 34 ans», a

résumé Babette Sigg, présidente des femmes PDC.

Le 8 mars n'est pas tant la Journée des femmes que celle de leurs droits. Et force est de constater qu'ils ont reculé ces dernières années. D'où une formidable mobilisation partout dans le monde, et une intense activité sur les réseaux sociaux, désormais le canal le plus rapide et approprié pour informer, parfois au risque de sa vie. A l'image de l'artiste afghane Kubra Khademi, qui vit désormais recluse après avoir porté à Kaboul une armure de fer épousant ses formes pour dénoncer les attouchements dans la rue. A l'image de Li Tingting et de ses camarades féministes mises en prison parce qu'elles préparaient une manifestation pour le 8 mars. A l'image, en Inde, de la directrice de la chaîne de TV NDTV qui a décidé, malgré les menaces des fondamentalistes, de diffuser un écran noir pendant une heure

pour protester contre la censure d'un documentaire sur le viol collectif. Si certains doutaient encore du bien-fondé du 8 mars, le blog de unBB30, tenu par une jeune man niçoise qui n'a rien d'une passionaria, recense 73 arguments qui justifient le combat des féministes, du plus anecdotique (les tampons non remboursés) au plus tragique, esclavage sexuel, mariage forcé ou lapidation.

Différentes aspirations

La variété des revendications ci-dessus montre bien qu'il n'y a pas Une Femme, essence immuable partout pareille, mais des femmes aux réalités, désirs et aspirations très différentes. Pourtant, c'est bien en raison de leur sexe, et seulement de leur sexe, qu'elles sont discriminées, privées de liberté ou mutilées. Qu'elles sont aussi les plus pauvres parmi les pauvres, comme le rappellent quelques stars hol-

lywoodiennes parmi lesquelles Meryl Streep, Lady Gaga, Beyoncé ou Charlize Theron qui ont adressé une lettre à Angela Merkel, qui présidera le G7, et Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'union africaine. Elles demandent à ces deux femmes d'influence de placer d'automatisation des femmes et des filles au cœur des nouveaux objectifs mondiaux, et de lutter contre «l'extrême pauvreté» qui touche particulièrement les femmes dans le monde.

Chaque année, c'est la même question: comment attirer l'attention? Comment rendre visible ce qu'on ne veut pas voir? En jouant volontairement la carte de l'invisibilité. C'était l'action menée le 8 mars à New York par «Not there», orchestrée par la Fondation Hillary Clinton. Avec l'agence de pub Droga 5, le comité a effacé toute figure féminine d'une quarantaine



Douze mille personnes manifestant à Berne pour l'égalité salariale. BERNE, 7 MARS 2015

de panneaux publicitaires et autant de couvertures de magazines. Dans le même temps, 186 stations de radio du groupe IHeartMedia faisaient la grève des voix féminines pendant 24 heures, tandis que plusieurs stars retireraient leurs photos de leur profil Instagram avec le hashtag #NotThere, comme si nous n'étions pas là. Un monde sans femme, l'action a mar-

qué les esprits. Dans certains pays pourtant, leur disparition de l'espace public est bien réelle. Voile intégral, interdictions diverses, surveillance permanente, tout concourt à leur effacement, parfois même à leur suppression pure et simple. Alors non, le 8 mars n'est pas un ersatz de la Saint-Valentin. «Notez Brigitte!»

Marie-Claude Martin

Tidjane Thiam pour relancer la banque

> **Banques** Tidjane Thiam, assureur aujourd'hui et non banquier, succédera en juin à Brady Dougan à la tête de Credit Suisse

> L'homme qui a su briser les plafonds de verre présente un parcours atypique

Eric Albert LONDRES
et Yves Hulmann ZURICH

«Es ist eine Freude, Sie heute Nachmittag persönlich zu begrüßen.» Tidjane Thiam, le futur directeur de Credit Suisse, a débuté en allemand sa présentation mardi à Zurich. Enchaînant en anglais et en français, l'actuel directeur du groupe britannique Prudential a loué les mérites de Credit Suisse, une banque qu'il connaît bien en tant que client, tout comme son directeur sortant Brady Dougan.

Qu'est-ce qui l'a convaincu de rejoindre le numéro deux bancaire helvétique? «Il s'agit d'une marque extraordinaire. C'est un institut qui a une riche histoire», a-t-il poursuivi, précisant qu'il prévoyait de s'installer en Suisse dès qu'il aura pris ses fonctions.

Les investisseurs ont salué l'arrivée de Tidjane Thiam. Le titre Credit Suisse clôture la séance boursière en hausse de 7,76% à 25 francs suisses, alors que l'indice SMI des valeurs vedettes a perdu 0,26%.

Relever de nouveaux défis n'est pas ce qui fait peur à Tidjane Thiam. Il s'est longtemps plaint du «plafond de verre» auquel il s'est heurté en France. Ingénieur sortant major de sa promotion de la prestigieuse Ecole des Mines, polytechnicien, diplômé d'un master de



Changements à la tête de Credit Suisse. Urs Rohner, président (au centre), présente Tidjane Thiam, successeur de Brady Dougan (à droite). ZURICH, 10 MARS 2015

l'école de commerce Insead, il avait toutes les qualités pour trouver un emploi de très haut niveau. Mais l'Ivoirien de naissance dit avoir longtemps buté sur un racisme fait de non-dits qui lui a bloqué les plus hautes marches des entreprises françaises. A tel point que quand un chasseur de têtes l'a démarché pour rejoindre le groupe britannique d'assurances Aviva en 2002, il a commencé par lui préciser au téléphone: «Je suis Noir, francophone et je mesure 1m93.»

Partout où il va, l'homme impose le respect. Assez direct, parlant de façon très simple et relative

ment douce, qui tranche avec son imposant physique, Tidjane Thiam a réussi une carrière spectaculaire. Sachant s'attirer la sympathie du public, il a déclaré mardi à Zurich que «le seul véritable métier de sa carrière a été de former des équipes». Au sujet de Prudential, il s'est dit soulagé que l'action de l'assureur ait peu réagi à l'annonce de son départ (baisse de 2,6% quand même...): «Un de mes principaux objectifs était de mettre en place une équipe qui puisse continuer sans moi.»

Son parcours n'a pas été un long fleuve tranquille. Né en 1962, ce

père de deux enfants est issu d'une grande famille de la politique ivoirienne. Son père, Amadou Thiam, un immigré sénégalais venant d'un milieu très modeste, avait épousé une nièce du président Félix Houphouët-Boigny. Nommé ministre de l'Information alors que Tidjane avait 1 an, il est envoyé en prison pendant trois ans à la suite d'une purge politique. Tidjane Thiam ne le connaît pas avant d'avoir presque 5 ans: «Un jour, je jouais dans la cour, une voiture est arrivée et un homme en est sorti. Il est venu me voir en me disant: «Je suis ton père.»

Après une scolarité en Côte d'Ivoire, Tidjane Thiam réussit des études brillantes supérieures en France. C'est à sa sortie des études, après avoir défilé en 1984 comme polytechnicien sur les Champs-Élysées le 14 juillet, qu'il se heurte au plafond de verre. Un cabinet de consultants américain, McKinsey, le recrute. Il travaille pour eux à Paris puis à New York. Quand le président ivoirien Henri Konan Bédié l'invite en 1994 à revenir dans son pays natal, il n'hésite pas longtemps. Il devient haut fonctionnaire, puis ministre du Plan. Quand arrive le coup d'Etat de 1999, Tidjane Thiam se retrouve sans emploi, sans carrière et sans plan de secours. Mais quand Laurent Gbagbo lui propose d'être premier ministre l'année suivante, il refuse. «Il ne faut jamais travailler pour un mauvais leader», a affirmé mardi Tidjane Thiam.

Il rejoint le cabinet McKinsey, où il est promu associé, et il reprend son travail de conseil auprès de compagnies d'assurances et de

banques. Trois ans plus tard, il est approché par le britannique Aviva. Devenu directeur financier d'Aviva, où il est pressenti pour prendre la tête du groupe, il surprend tout le monde en rejoignant Prudential en 2008, dont il devient le directeur général en 2009. Tidjane Thiam tente alors un coup qui a failli lui coûter sa carrière. Il trouve un accord avec le géant américain AIG pour lui acheter sa filiale asiatique, AIA. Objectif: devenir le leader de l'assurance vie dans cette région d'avenir. Le pari financier, à 35 milliards de dollars, est gigantesque. A tel point que c'est un échec retentissant: les actionnaires de Prudential s'y opposent.

Le cours de bourse de Prudential a triplé, après une période d'expansion très agressive

Stoïque dans l'adversité, Tidjane Thiam fait face à une assemblée générale houleuse en juin 2010, où de nombreux actionnaires réclament publiquement sa tête. Il tient bon, reconnaît son échec et tourne la page.

Cinq ans plus tard, il est salué de tous. Le cours de bourse de Prudential a triplé, après une période d'expansion très agressive. Le bénéficiaire opérationnel du groupe a augmenté de 14% en 2014, dont un tiers est réalisé en Asie.

Une interrogation revient cependant régulièrement à propos de son transfert à Credit Suisse: Tidjane Thiam n'est pas un banquier. Une critique que le principal intéressé a rejetée en soulignant hier avoir réorganisé plusieurs banques d'investissement quand il était actif chez McKinsey. Le pari à la tête de l'institution suisse est risqué. Mais le Franco-Ivoirien a l'habitude de briser les plafonds de verre.

Il ne craint pas de rencontrer une attitude hostile à son égard en Suisse. Au contraire, il observe que beaucoup d'entreprises helvétiques sont dirigées par des personnes non issues du pays. Pour l'anecdote, il s'est montré amusé d'avoir été reconnu par un douanier comme le nouveau directeur de Credit Suisse lors de son arrivée à l'aéroport mardi à Zurich. L'employé lui a souhaité la bienvenue en lui rendant son passeport.

«La priorité va déjà à la croissance en Asie»

> Urs Rohner, président du conseil d'administration de Credit Suisse, et Brady Dougan, patron sur le départ, évoquent les objectifs à venir

Le Temps: Brady Dougan, vous allez remettre vos fonctions chez Credit Suisse en juin prochain. Dans quel état d'esprit quittez-vous la banque?

Brady Dougan: Après 25 ans consacrés à l'entreprise et huit ans en tant que directeur, c'est bien sûr avec regret que je vais quitter mes fonctions et passer à autre chose. En même temps, je pense que beaucoup de choses ont été accomplies chez Credit Suisse durant ces années. Ma priorité est de faire ce qui est dans l'intérêt de l'institution. Urs et moi avons commencé à discuter d'une possible succession il y a quelques mois. Nous avons mis en place un processus en vue de ma succession à même d'assurer une transition dans une période favorable. Il est important pour notre organisation que ce processus de transition puisse être réalisé dans la continuité.

— Quand ce processus en vue de la succession a-t-il débuté?

Urs Rohner: Il a commencé il y a plusieurs mois. Il n'y a rien d'habituel à ce qu'un président et un directeur abordent des questions de succession, et cela à tous les niveaux. Cela fait partie de nos responsabilités au sein du conseil

d'administration. Nous voulions nous assurer que ce processus de transition ait lieu pendant que la société se trouve dans une situation stable et positive.

— La recherche d'un successeur a-t-elle commencé juste après le règlement du litige fiscal avec Washington en mai dernier?

U. R.: Non, il n'y a pas de lien entre ces deux événements. Le processus concernant la succession de Brady Dougan a commencé l'automne dernier. Après une phase de sélection de plusieurs mois, le conseil d'administration a porté son choix, de manière unanime, sur Tidjane Thiam.

— Pourquoi avoir choisi un spécialiste issu de l'assurance plutôt que du secteur bancaire?

U. R.: Nous avons évalué aussi bien des candidats internes qu'externes. Parmi ses atouts, Tidjane Thiam a l'avantage d'avoir une expérience importante en matière de développement de nouveaux marchés dans le domaine de la finance. Je ne pense pas qu'il faille distinguer trop fortement entre les secteurs de la banque et de l'assurance. Le nouveau directeur a de l'expérience dans la gestion d'affaires et d'actifs et il a aussi eu beaucoup de contacts avec le secteur de la banque d'affaires dans ses activités précédentes. Et il maîtrise tous les aspects liés à la gestion des risques.

— Quel impact aura l'arrivée du nouveau directeur sur le secteur de la banque d'affaires?

U. R.: Nous croyons fondamenta-

lement au modèle de banque intégrée. Mais il est aussi important de souligner que nous avons déjà défini des objectifs ambitieux concernant la banque d'affaires, notamment pour atteindre les ratios que nous visons en matière de capital.

B. D.: Nous voulons être disciplinés en matière d'utilisation des capitaux dans notre banque d'affaires. Mais il faut aussi être conscient qu'il s'agit d'un environnement dynamique qui évolue au fil du temps.

— Vous avez aussi souligné l'expérience acquise par le futur direc-

teur en Asie. Cela signifie-t-il que Credit Suisse sera une banque moins américaine et plus présente à l'avenir en Asie?

U. R.: La priorité va déjà à la croissance de nos activités en Asie et cela depuis plusieurs années. Cela continuera à être le cas, en particulier dans la gestion de fortune. De ce point de vue, Tidjane Thiam a l'avantage d'avoir déjà pu mettre en place de nouvelles activités et développé de nouveaux marchés en Asie avec succès.

Propos recueillis par Y. H.

► Lire également sur letemps.ch le bilan de l'ère Dougan

Une ère marquée par la crise



Prudential déjà représenté à Credit Suisse

Le choix de Tidjane Thiam signale le besoin d'un homme de l'extérieur. Mais ce n'est pas la seule personnalité à venir du monde de l'assurance. Ni même de Prudential. Kai Nargolwala est en effet membre du conseil d'administration à la fois de la grande banque suisse et de Prudential (depuis 2012). Ce citoyen de Singapour a dirigé les activités asiatiques de Credit Suisse de 2008 à 2010. Il est également administrateur de la plus grande entreprise cotée de son pays. La proposition du nouveau patron appartient au Chairman's and Governance Committee, composé d'Urs Rohner, Noreen Doyle, Jean Lanier, Richard Thornburgh et John Tiner.

Tidjane Thiam n'est par ailleurs pas le seul à Credit Suisse à être passé par le consultant McKinsey. Au conseil d'administration, le Hollandais Anton van Rossum a travaillé durant vingt-huit ans auprès du consultant, où il était chargé des dossiers portant sur la banque ainsi que l'assurance. Les autres anciens de McKinsey se retrouvent à la direction générale, avec Joachim Oechslin (risque) et Pa-

mela Thomas-Graham (marketing).

L'ADN de Credit Suisse est davantage lié à la banque d'investissement qu'à la gestion de fortune ou l'assurance. Et il est très anglo-saxon. Le conseil d'administration de 13 membres comprend quatre Suisses et trois Américains. En son sein, la banque d'investissement est très présente, à l'image de Richard Thornburgh (Credit Suisse First Boston), Jassim bin Hamad al-Thani, en tant que président de la première banque d'investissement au Qatar, et Noreen Doyle (Bankers Trust).

A la direction générale, après le départ de Brady Dougan, la présence de la banque d'investissement reste imposante, avec cinq directeurs généraux. Il s'agit des Américains James Amine, Timothy O'Hara et Robert Shafir, du Britannique David Mathers et du Français Gaël de Boissard.

Trois citoyens suisses siègent à la direction générale: Hans-Ulrich Meister (gestion de fortune), Joachim Oechslin (ex-Axa) et Romeo Cerrutti (chef juriste), un ancien de Lombard Odier.

Emmanuel Garessus ZURICH

Namie, une ville fantôme près de Fukushima

> **Japon** Quatre ans après l'accident nucléaire, la bourgade reste vidée de ses habitants

> Près d'un sur deux refuse d'y revenir un jour

Daniel Eskenazi NAMIE

L'accès à Namie est interdit. Seul moyen d'atteindre cette ville fantôme située à quelques kilomètres de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi: obtenir une permission par écrit des autorités locales. Grâce à ce sésame, les deux checkpoints peuvent être rapidement franchis après un contrôle d'identité et de la plaque minéralogique du véhicule effectué par des fonctionnaires de police.

Sur la route qui mène à Namie, on croise quelques voitures, mais avant tout des camions. Quatre ans après la catastrophe, des ouvriers continuent de décontaminer la région de Namie où vivaient 21 000 personnes avant le désastre.

Sur une surface de 223 km² équivalant à 80% du canton de Genève, la ville a subi une triple catastrophe: le tremblement de terre et le tsunami l'après-midi du 11 mars 2011, ainsi que les radiations provenant de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Le 15 mars, sur ordre des autorités, les habitants ont commencé à quitter Namie pour être relogés ailleurs. Ils ont été obligés de s'en aller en raison du taux élevé de radioactivité. Depuis quatre ans, la ville a donc été désertée par ses habitants. Les stigmates de la catastrophe restent omniprésents.



A proximité de la côte, c'est un no man's land, une scène de désolation post-apocalyptique. Une seule maison a résisté au tsunami. Entrée, elle tient miraculeusement sur quatre pilotis métalliques. A proximité, quelques restes de véhicules détruits par la force de l'eau, rouillés par le temps.

A l'intérieur des terres, le centre-ville de Namie est davantage épargné par le tsunami, mais le cadre reste apocalyptique. Dans la rue principale, les commerces et les maisons se trouvent dans un état de délabrement avancé. Leur entrée est barrée par un ruban jaune qui en interdit l'accès. Les vitres sont généralement cassées, beaucoup de façades fissurées. Dans les magasins, des objets épars jonchent le sol comme s'ils avaient reçu la visite de voleurs. Autour des

«Ce que je désire par-dessus tout est que la décontamination s'accélère. Et retrouver la vie communautaire»

édifices, la nature a repris ses droits. Les mauvaises herbes ont poussé. Dans de plus petites ruelles, le manque d'entretien et les multiples tremblements de terre qui se sont produits depuis le 11 mars 2011 laissent encore plus de traces. Les chemins sont défoncés. Certains toits des maisons se sont écroulés. Quatre ans après la catastrophe, Namie n'a de loin pas fini de panser ses plaies. Les travaux de décontamination se poursuivent, comme en témoignent les dizaines de gros sacs noirs remplis de terre contaminée disposés en face de quelques habitations. Après le nettoyage de la ville, les réfugiés de



Près de la côte, une seule maison a résisté au tsunami du 11 mars 2011. Près de 200 personnes ont perdu la vie et plus de 650 maisons ont été détruites par le tremblement de terre et le tsunami qui a suivi. NAMIE, FÉVRIER 2015

Namie pourront-ils un jour regagner leur logement?

Interrogé fin février à Nihonmatsu, ville située à 50 kilomètres de Namie, le directeur de la division de reconstruction de la municipalité, Katsumi Miyaguchi, fait face à une tâche herculéenne. «Il est difficile de penser à l'avenir de notre ville, car aucun habitant n'y réside actuellement. D'une part, je dois me concentrer sur la reconstruction, mais l'aide du gouvernement prendra fin dans deux ans. J'ai demandé une extension du budget, mais on m'a répondu que ce serait difficile de l'envisager. Chaque année, nous recevons d'ailleurs moins d'argent du gouvernement. Or, nous avons de plus en plus de tâches à accomplir. D'autre part, j'ai la responsabilité de soutenir les anciens habitants de Namie qui vivent aujourd'hui à travers tout le Japon. Cette situation est donc très difficile à gérer», explique Katsumi Miyaguchi.

Les travaux avancent très lentement en raison de la pénurie de travailleurs. Et plus les années passent, moins les ex-résidents envisagent un retour sur des terres

souillées. «Selon un sondage effectué en août dernier auprès d'environ 5800 ménages, près d'un sur deux a répondu qu'il ne comptait pas retourner à Namie après la levée de l'interdiction. C'est 10% de plus qu'en 2013. Moins d'un foyer sur cinq envisage un retour. C'est en majorité des personnes âgées. Près du quart des sondés sont indécis», souligne Katsumi Miyaguchi.

Ken Watanabe, retraité de 60 ans qui travaillait avant la catastrophe pour une entreprise chimique de Namie, fait partie des indécis. «Notre famille a été déplacée à sept reprises. Je vis aujourd'hui dans un appartement prêté par le gouvernement dans la préfecture de Chiba. Mon fils de 21 ans a commencé l'université et il ne veut pas retourner à Namie. Or, avec ma femme, notre priorité est de vivre avec lui», relève-t-il lors d'une récente réunion de réfugiés de Namie à Tokyo. Il ajoute: «Je ne suis pas heureux et je me fais du souci pour mon avenir. Je reçois des compensations de Tepco [la société qui exploitait la centrale nucléaire détruite], mais elles ne sont pas suffisantes. Je dois régulièrement faire

des demandes à cette entreprise et je ne reçois de l'argent qu'au compte-gouttes. Le processus de compensation est très complexe. Aujourd'hui, ce que je désire par-dessus tout est que la décontamination s'accélère. Je veux aussi retrouver la vie communautaire que j'avais avant», implore-t-il sans se faire trop d'illusions.

A 40 ans, Takashi Kanazawa n'envisage pas non plus un retour sur ses terres. Sa maison a été détruite par le tsunami. Mais dans son malheur, il a eu de la chance. Sa famille a été épargnée. Malgré cela, ses quatre déménagements en quatre ans l'ont marqué. «Il est impossible d'oublier ce qui s'est passé. La reconstruction n'avance pas très vite. De toute manière, je ne compte pas retourner avec ma femme vivre à Namie. Ma ville souffre des effets de la radioactivité. Or, aujourd'hui, je ne peux pas être sûr que tout pourra être décontaminé afin que la vie y soit à nouveau possible», témoigne-t-il. Pour lui, les compensations reçues par Tepco ne sont pas suffisantes. «Elles ne tiennent pas compte du fait que ma vie de réfugié se pour-

suit. Cela me stresse de plus en plus. De surcroît, j'ai dû abandonner ma ville et mon travail de mécanicien auto pour être aujourd'hui fonctionnaire à temps partiel à Tokyo. Même si je suis reconnaissant de recevoir des compensations, ne croyez pas que je suis heureux. Je ne peux pas retourner vivre chez moi», déplore-t-il.

Namie a payé un lourd tribut à la catastrophe. Près de 200 personnes ont perdu la vie. Plus de 650 maisons ont été détruites par le tremblement de terre et le tsunami. Près de 1000 entreprises et commerces ont été affectés par le désastre. Avec le temps qui passe, Namie pourrait rester une ville fantôme pendant encore des années. Prévu en 2017, le retour des réfugiés du nucléaire y semble très hypothétique. A fin décembre 2014, sur l'ensemble de la préfecture de Fukushima, 121 585 personnes n'avaient toujours pas pu retourner chez elles.

>> Sur Internet

Les photos de Daniel Eskenazi

www.letemps.ch

Hillary Clinton répond à la polémique des courriels

> **Etats-Unis** La démocrate sort de son silence

Vingt ans après son fameux discours sur les droits des femmes de Pékin, Hillary Clinton est venue réitérer son credo devant la tribune des Nations unies à New York lors de la réunion annuelle de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme. «Il y a encore beaucoup à faire», a-t-elle déclaré. Mais quelque 150 journalistes attendaient l'ex-secrétaire d'Etat sur un autre dossier lors d'une conférence de presse à l'ONU. Dans la tourmente depuis qu'il a été révélé qu'elle n'avait utilisé qu'une adresse de messagerie et un serveur privés quand elle dirigeait le Département d'Etat de 2009 à 2012, Hillary Clinton s'est exprimée pour la première fois mardi sur une question qui pourrait la poursuivre tout au long de sa campagne électorale si elle se lançait dans la course à la Maison-Blanche.

Avec le recul, l'ex-chef de la diplomatie américaine reconnaît qu'il aurait été plus judicieux d'utiliser deux e-mails, celui de l'administration et un courriel privé. Mais elle a souligné qu'elle était dans son droit et qu'elle a remis à l'administration tous les courriels relatifs à son travail à des fins d'archivage. Elle a par contre refusé de remettre

des messages relatifs au mariage de sa fille, aux funérailles de sa mère ou à des conversations avec son mari, Bill Clinton.

Sereine face aux questions

Répondant à des questions parfois piquantes, elle est restée sereine, rappelant que John Kerry fut le premier secrétaire d'Etat à utiliser «en premier lieu» la messagerie de l'administration. Elle a ajouté que la demande formulée par le Département d'Etat de lui remettre des e-mails n'a pas été adressée qu'à elle, mais à d'autres ex-secrétaires d'Etat. Hillary Clinton a précisé qu'elle n'avait jamais envoyé de courriels classifiés par le biais du serveur privé. En termes de sécurité, a-t-elle poursuivi, le serveur, installé pour Bill Clinton, était bien gardé par le service de sécurité de l'ex-président et aucun problème de sécurité ne s'est posé.

La conférence de presse laisse quelques questions ouvertes. Hillary Clinton a toutefois mis fin à un silence sur l'affaire qui devenait assourdissant. Une manière de lancer sa campagne électorale dans de meilleures conditions.

Stéphane Bussard NEW YORK

La seconde chute de la «dame de fer» ivoirienne

> **Afrique** Simone Gbagbo a été condamnée à 20 ans de prison pour les violences de 2010 et 2011

C'est un verdict qui risque de rouvrir les plaies de la Côte d'Ivoire. L'ancienne première dame, Simone Gbagbo, a été condamnée dans la nuit de lundi à mardi à 20 ans de prison pour son implication dans les violences post-électorales de 2010-2011. Son mari, Laurent Gbagbo, avait alors été chassé du pouvoir par son éternel rival Alassane Ouattara, reconnu vainqueur du scrutin par la communauté internationale.

Les affrontements avaient fait plus de 3000 victimes dans les deux camps. Ils s'étaient achevés par la chute de la résidence présidentielle, pilonnée par les combattants pro-Ouattara et les forces françaises, où s'était retranché le couple. Laurent et Simone Gbagbo avaient alors été exhibés aux médias à la sortie du lit. Les assaillants avaient spécialement humilié l'épouse du président, convaincus que c'était elle qui tirait toutes les ficelles.

«Alter ego» du président

Laurent Gbagbo attend maintenant son procès à La Haye devant la Cour pénale internationale (CPI), où il a été transféré en 2011. Le nouveau pouvoir a en revanche tenu à juger lui-même celle qui était bien plus qu'une première



Simone Gbagbo au Palais de justice d'Abidjan en décembre dernier.

dame. Dans son mandat d'arrêt datant de 2011, la CPI estimait que Simone Gbagbo, bien que n'exerçant aucune fonction officielle, était «l'alter ego» du président Gbagbo. Durant les cinq mois de la guerre civile, «elle a participé à toutes les réunions» pour organiser les attaques contre les partisans d'Alassane Ouattara, accusaient les juges de la CPI. Une campagne à large échelle menée sur des «bases ethniques». Simone Gbagbo est la première femme à avoir été poursuivie par la CPI.

Le procès d'Abidjan s'est tenu dans une ambiance passionnée, partisans et adversaires de l'ancien régime manifestant bruyamment

dans les couloirs de la salle d'audience. Pour les uns, Simone Gbagbo est la cible d'une justice sélective des vainqueurs. Fidèle à elle-même, l'accusée a estimé à la barre que son mari avait bel et bien remporté la présidentielle de 2010 mais que sa victoire avait été volée par Nicolas Sarkozy. L'ancien président français représentait à ses yeux le «diable» alors que «Dieu» avait choisi Laurent Gbagbo.

Grâce présidentielle?

Pour ses adversaires, Simone Gbagbo était «la dame de fer» de l'ancien régime, l'exécutrice de ses basses œuvres, celle à qui l'on doit la fuite en avant meurtrière du clan. Sa condamnation est une victoire contre «l'impunité», s'est réjoui le parti du président Ouattara. Avec elle, 82 anciens responsables comparaissent, dont le fils de l'ex-président, né d'un premier mariage, qui a été condamné à 5 ans de prison.

Laurent et Simone Gbagbo se connaissent depuis les années 1970. Tous deux étaient des militants anticolonialistes de gauche contre Félix Houphouët-Boigny, le premier président de la Côte d'Ivoire indépendante, mais qui maintenait des liens étroits avec la France. Seconde d'une famille de

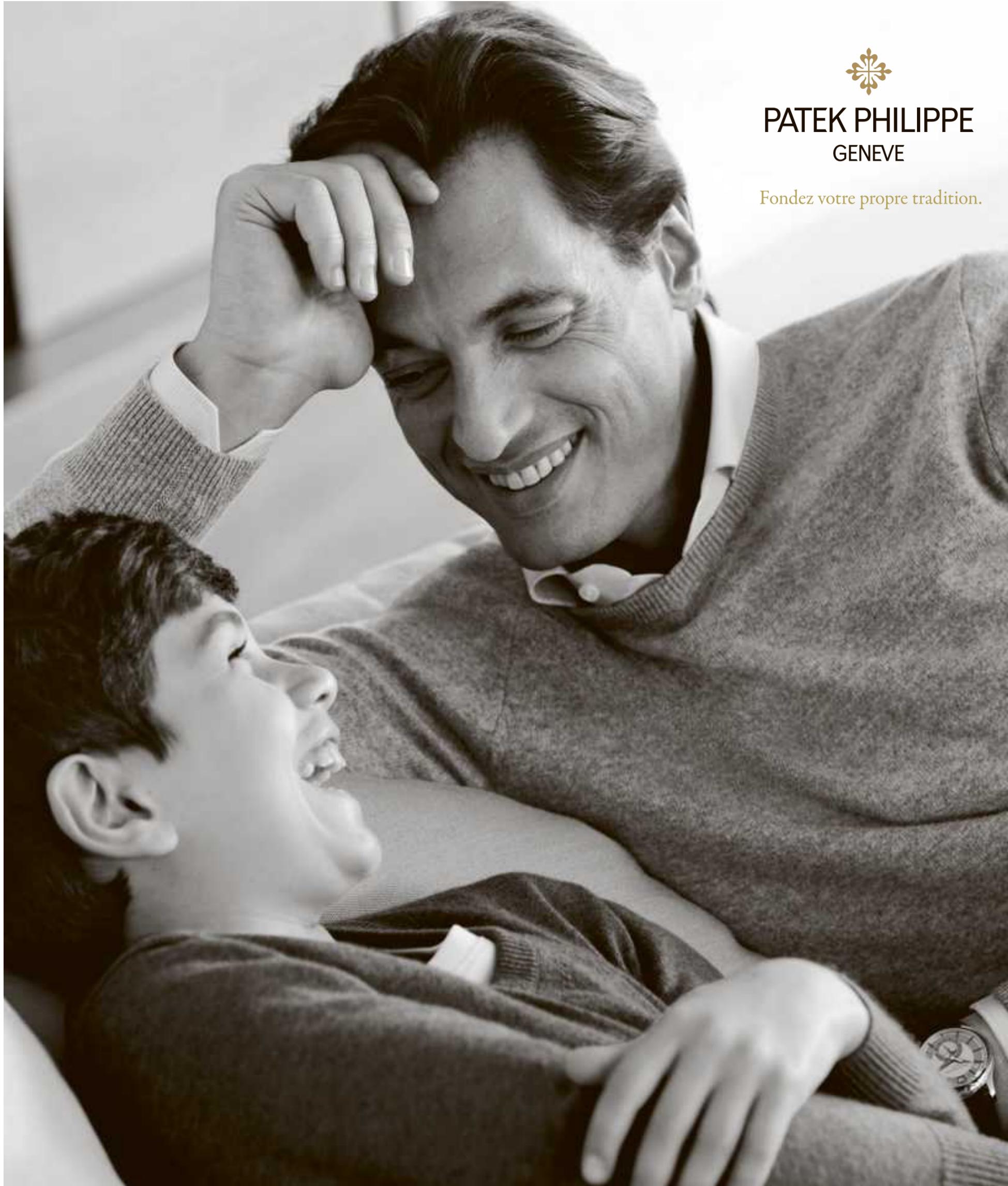
18 enfants, Simone Gbagbo a fait de brillantes études linguistiques et de lettres. Professeure, elle a aussi été très active dans un syndicat de jeunesse catholique. L'opposante est plusieurs fois emprisonnée et raconte avoir été torturée. En 1982, elle fonde avec son futur mari le Front populaire ivoirien, un mouvement alors clandestin. Les deux camarades uniront leur destin en 1989. Mais, jusqu'à sa chute, elle aura dû lutter avec la seconde épouse de Laurent Gbagbo, Nady Bamba, une musulmane du Nord, comme Ouattara, pour la prééminence auprès du président.

Le parquet avait requis une peine deux fois moindre contre Simone Gbagbo, soit 10 ans d'emprisonnement. «Le verdict est à l'image du procès. Il est honteux et scandaleux», a dénoncé hier Habiba Touré, son avocate. «Cela montre bien que la démocratie n'est pas réelle en Côte d'Ivoire, où la justice est instrumentalisée.» Les avocats ont annoncé qu'ils se pourvoieraient en cassation. Le président Ouattara pourrait aussi gracier la condamnée, comme il l'a récemment laissé entendre. Au lendemain du lourd verdict, cette gracieuse est toujours d'actualité, a réaffirmé à l'AFP un proche d'Alassane Ouattara. **Simon Petite**



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Fondez votre propre tradition.



Jamais vous ne posséderez
complètement une Patek Philippe.

Vous en serez juste le gardien,
pour les générations futures.



Quantième Annuel Réf. 5205G
patek.com

Le Front national est soupçonné de fraude au Parlement européen

> **Europe**
Des assistants auraient perçu une rémunération de Bruxelles sans y travailler

> **Marine Le Pen**
dénonce une cabale

Ram Etwareea BRUXELLES

Cela ressemble beaucoup au scandale d'emplois fictifs qui avait éclaboussé la mairie de Paris dans les années 1990 et qui avait abouti, en décembre 2011, à la condamnation de Jacques Chirac, l'ancien président français, à 2 ans de prison avec sursis. Au moment des faits, ce dernier était maire de Paris. Cette fois-ci, le pot aux roses a été découvert au Parlement européen où 29 assistants parlementaires sont soupçonnés de travailler exclusivement pour le Front national (FN), mais aux frais de l'Union européenne. L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a été saisi des cas litigieux lundi soir.

A avant les élections départementales en France des 22 et 29 mars, cette affaire tombe mal pour le FN, même si les sondages le placent en première position avec 30% d'intentions de vote au premier tour. «Nous n'avons rien à nous reprocher dans ce domaine comme dans bien d'autres», a affirmé Marine Le Pen, la présidente du parti d'extrême droite, mardi en marge de l'assemblée parlementaire qui se réunit cette semaine à Strasbourg. Selon elle, cette affaire relève d'une «vaste manipulation politique» montée par Martin Schulz, président du Parlement européen, sur instruction du premier ministre français Manuel Valls. Lundi soir, elle avait annoncé une plainte contre le socialiste allemand pour calomnie.

«Martin Schulz, un socialiste, a rempli son contrat en allant dénoncer des députés auprès de l'OLAF, sachant pertinemment bien que cette simple dénonciation allait déboucher automatiquement sur une enquête, a encore dénoncé Marine Le Pen. Nous répondrons à l'OLAF de la manière la plus sereine qui soit. Cette petite manip à quelques jours des élections, ça commence à être un peu grossier.»

Dans le détail, les 29 assistants parlementaires ont été en principe recrutés pour être au service des élus du FN. Ils sont accrédités au Parlement à Bruxelles comme à Strasbourg et sont payés par des fonds européens. Mais les services du Parlement les suspectent de ne pas vraiment travailler sur l'Europe.

«Cette petite manip à quelques jours des élections, ça commence à être un peu grossier»

En réalité, l'organigramme du parti montre qu'ils sont affectés au siège du parti à Nanterre (Hauts-de-Seine). Certains d'entre eux occupent même des fonctions stratégiques de conseillers de Marine Le Pen ou de son père Jean-Marie Le Pen. La fraude s'élèverait à 7,5 millions d'euros par an. Selon *Le Monde* daté de mercredi, l'un des assistants toucherait 10 535 euros par mois.

«La réaction du FN est politique, mais mes actions sont purement administratives, a répondu hier Martin Schulz aux accusations du FN. On ne peut pas être payé par le

Parlement et travailler pour un parti.» Chaque élu dispose d'une enveloppe de 21 000 euros par mois pour recruter des collaborateurs.

«Que dirait-on si Martin Schulz disposait des renseignements et était resté sans réagir, se demande l'eurodéputée socialiste Pervenche Berès. Il serait en faute.» Cette affaire, selon la Française, révèle une nouvelle fois le double langage du FN sur l'Europe. «Les électeurs français se feront leur opinion sur ce parti qui, de toute évidence, ne respecte pas les règles», fait-elle remarquer.

Les relations tourmentées entre le FN et le Parlement européen ne sont pas nouvelles. Lors de la dernière législature, Marine Le Pen avait été interpellée pour avoir engagé son compagnon Louis Alliot en tant qu'assistant, alors qu'il est interdit d'attribuer un tel poste à des proches. Après les élections de mai 2014, le FN n'a pas réussi à constituer un groupe politique, synonyme de nombreux avantages (moyens financiers et temps de parole supplémentaires ainsi que participation dans les groupes de travail). Enfin, une élue du FN a fait défection et un autre a été désavoué pour des déclarations choquantes sur l'islam.

Panorama

Europe

Meurtre de Nemtsov: piste islamiste récusée

L'ancien premier ministre de Vladimir Poutine, Mikhaïl Kassianov, a récusé mardi la piste islamiste avancée par la police dans l'enquête sur l'assassinat de l'opposant russe Boris Nemtsov. «Ceux qui essaient de faire croire que des musulmans ont tué Nemtsov sont des menteurs», a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse au Parlement européen. (AFP)

Ukraine: Washington accuse la Russie

Les Etats-Unis ont accusé mardi la Russie d'imposer le «régne de la terreur» en Crimée et dans l'est séparatiste pro-russe de l'Ukraine. Le président Petro Porochenko a de son côté annoncé un retrait de la majeure partie des armes lourdes par les deux camps le long de la ligne de front. (AFP)

Berlusconi de nouveau face à ses juges

La Cour de cassation italienne a examiné mardi l'affaire Rubygate, un scandale sexuel dans lequel l'ex-chef du gouvernement Silvio Berlusconi a été condamné en première instance à 7 ans de prison mais acquitté en appel. Les juges peuvent confirmer l'acquittement ou renvoyer tout ou partie du verdict pour un nouveau procès en appel. (AFP)

Asie

Pakistan: moratoire sur la peine de mort levé

Le Pakistan a levé complètement son moratoire sur la peine de mort, en vigueur depuis 2008, ont annoncé mardi des responsables, une mesure aussitôt décriée par les défenseurs des droits de l'homme. La veille, un tribunal a gelé de facto lundi l'exécution du condamné à mort Mumtaz Qadri, considéré comme un héros par les cercles islamistes pour avoir assassiné un homme politique favorable à une révision de la loi sur le blasphème. (AFP)

Marche d'étudiants réprimée

Plus de 120 manifestants ont été interpellés mardi en Birmanie par la police qui a réprimé une marche d'étudiants contestant une réforme de l'éducation à quelques mois d'élections législatives clés, suscitant la réprobation de l'Union européenne et des Etats-Unis. (AFP)

Monde arabe

Deux attentats dans le Sinaï

Un kamikaze au volant d'un camion piégé a tué mardi un civil à l'entrée d'un complexe de la police dans la ville d'Al-Arish, chef-lieu de la province du Nord-Sinaï égyptien, et un capitaine de l'armée a péri dans un attentat dans la région, bastion de djihadistes affiliés au groupe Etat islamique. (AFP)

Des soldats américains se déploient dans les pays Baltes

> **Europe** Les Etats-Unis se montrent décidés à défendre les frontières de l'Alliance atlantique face à la Russie

Jamais encore autant de soldats américains n'auront débarqué dans les pays Baltes, au nez et à la barbe de la Russie. Ces derniers jours, quelque 3000 GI ont commencé à se déployer dans les anciennes républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie afin de participer à trois mois de manœuvres qui culmineront entre le 17 mai et le 6 juin prochains dans un exercice multinational. Ils réintégreront ensuite leurs quartiers de Fort Stewart, en Géorgie, mais laisseront sur place leur matériel, notamment des chars Abrams, des véhicules de transport Humvee et des hélicoptères.

Ce déploiement résulte de l'interventionnisme militaire russe à l'œuvre dans cette autre ex-république soviétique qu'est l'Ukraine. Un interventionnisme qui a éveillé les plus grandes craintes dans les pays Baltes, également frontaliers de la Russie et pareillement dotés de minorités russophones. Des figures éminentes du camp occidental ont pris par ailleurs la menace très au sérieux. L'ancien secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a par exemple assuré qu'il existe de «fortes probabilités» que le Kremlin intervienne dans la région de la Baltique pour tester les Etats-Unis et leurs alliés.

Un risque limité

Contrairement à l'Ukraine, les trois Etats baltes appartiennent à l'OTAN. Cette affiliation signifie qu'au terme du fameux article 5 du traité de l'Atlantique-Nord une attaque dirigée contre l'un d'entre eux sera considérée comme une attaque contre tous les membres de l'alliance. Et que tous les membres de l'alliance devront donc voler à son secours. La question est dès lors de savoir si ces pays sont réellement disposés à le faire. De passage en Estonie l'été dernier, le président américain, Barack Obama, l'a affirmé solennellement en déclarant que «la défense de Tallinn, Riga et Vilnius est aussi importante que celle de Berlin, de Paris et de Londres».

En appui de leurs déclarations, les autorités américaines ont lancé l'opération «Atlantic Resolve» («Détermination atlantique»).



Soldats américains en Estonie. Une présence marquante à quelques kilomètres de la frontière russe. NARVA, 24 FÉVRIER 2015

Cette initiative consiste à témoigner de la solidarité des Etats-Unis envers leurs alliés est-européens en dépêchant des forces sur leur sol, dans leurs eaux et dans leur ciel. L'une de ces actions emblématiques a été la participation de blindés américains à un défilé militaire marquant l'anniversaire de l'indépendance de l'Estonie dans la ville de Varna, tout près de la frontière russe.

L'envoi de 3000 hommes dans les pays Baltes est l'intervention la plus spectaculaire à ce jour. «Ce déploiement est dérisoire sur le plan militaire, commente Matthieu Chillaud, chercheur en sciences politiques à l'Université de Tartu, en Estonie. La Russie, si elle le voulait, n'aurait aucune peine à envahir la région. Mais il est énorme sur le plan symbolique. Les militaires de l'OTAN ont été jusqu'ici très rares sur place. Or là, ils débarquent en nombre avec des chars!»

Une attaque russe est-elle possible? Matthieu Chillaud n'y croit pas. «Il serait suicidaire de la part du Kremlin de s'en prendre à des membres de l'OTAN, explique-t-il. La Russie n'en est pas là. Si elle en-

voie fréquemment des avions de chasse au-dessus des pays Baltes et si elle mène des manœuvres terrestres avec la Biélorussie aux abords de leurs frontières, c'est pour rappeler qu'elle est une puissance

dans la région et qu'il faut compter avec elle. Rien de plus.»

A en croire le chercheur, la perte des pays Baltes ne suscite aucune nostalgie particulière à Moscou. «La Russie ne peut pas prétendre contrôler la mer Baltique, passée presque entièrement sous domination occidentale, explique-t-il. Dès lors, elle se contente des deux débouchés qu'elle possède sur ses eaux: la «lucarne» de Saint-Petersbourg et l'enclave de Kaliningrad. Posséder les côtes estonienne, lettonne et lituanienne ne lui apporterait rien de fondamental en plus.»

«La Russie et l'OTAN ont beau se disputer, leurs actions restent rationnelles, souligne Matthieu Chillaud. Elles montrent leurs muscles mais n'ont pas intérêt à nourrir une escalade en mer Baltique. Elles affrontent des menaces communes autrement plus inquiétantes au Moyen-Orient.»

Etienne Dubuis

Armée européenne: Varsovie sceptique

Des hauts responsables polonais se sont dits mardi sceptiques sur l'idée d'une armée européenne, soulignant qu'il fallait continuer à «renforcer» l'Alliance atlantique, meilleur «garant de la sécurité en Europe». «C'est une idée très risquée», a déclaré le ministre des Affaires étrangères, **Grzegorz Schetyna**, sur la station privée Radio Zet, en réagissant à la proposition du président de la Commission européenne, **Jean-Claude Juncker**, dans une inter-

view au journal allemand *Welt am Sonntag*. «Il faut d'abord se poser la question: où prendre l'argent pour financer une telle armée, comment vont fonctionner les unités de combat, qui va assurer leur formation?», s'est-il interrogé. «C'est juste une idée lancée, qui, décortiquée, manque de propositions concrètes.» L'OTAN est garant de la sécurité en Europe. L'OTAN existe et il faut continuer à renforcer l'OTAN», a souligné le chef de la diplomatie. **AFP**

L'histoire

Une médaille pour l'autocrate tchéchène

Ramzan Kadyrov, le tyran qui préside aux destinées de la Tchétchénie depuis que Vladimir Poutine l'a propulsé président en février 2007, a plaidé la cause de l'un de ses concitoyens, Zaour Dadaïev, principal suspect dans l'assassinat de Boris Nemtsov. Emprisonné avec quatre autres Russes originaires du Caucase, Dadaïev a fort opportunément avoué le meurtre de l'opposant. Difficile cependant d'imaginer qu'il soit l'instigateur, le cerveau, d'un crime aussi minutieusement préparé. Pour Ramzan Kadyrov, les choses sont pourtant claires: Dadaïev est le tueur, mais il est surtout un véritable héros, «sincèrement dévoué à la Russie et prêt à donner sa vie pour la mère patrie», a déclaré l'homme fort de la Tchétchénie dimanche sur son compte Instagram.

Ramzan Kadyrov décrit aussi l'ancien officier des forces spéciales tchéchènes comme un musulman pieux, qui comme lui aurait été révélué par la marche en faveur de *Charlie Hebdo* et par le soutien que Boris Nemtsov avait affiché aux manifestants parisiens.

Un jour après ses démonstrations de ferveur patriotique et de soutien à un assassin présumé, Kadyrov se voit à nouveau récompensé par le Kremlin. Après avoir reçu presque toutes les décorations que les autorités russes décernent, il lui a été octroyé la plus haute distinction russe, celle de l'Ordre de l'honneur pour ses «réalisations exceptionnelles» et ses «activités sociales».

Aux côtés de Ramzan Kadyrov, des dizaines de personnalités russes ont ainsi été récompensées. Un autre nom retient l'attention: le député Andreï Lougovoï, ancien agent du KGB, et soupçonné d'avoir participé en 2006 au meurtre d'Alexandre Litvinenko, empoisonné au polonium à Londres. Son extradition est demandée par Londres, mais Moscou la refuse.

Ramzan Kadyrov dérange-t-il le maître du Kremlin? Vladimir Poutine aurait-il choisi de le distinguer pour ne pas avoir à le poignarder? Il semble que le pacte qui unit les deux hommes soit scellé dans le sang. **Boris Mabillard**

«La première langue étrangère sert de chasse-neige»

> Enseignement
Rosanna Margonis-Pasinetti, professeure de la Haute Ecole pédagogique de Lausanne, défend le maintien des deux langues en primaire

> La capacité d'apprentissage des enfants est énorme



Rosanna Margonis-Pasinetti, responsable de l'unité Didactique des langues à la HEP de Lausanne.

vigueur. Mais pour mon équipe et moi, l'essentiel est que les langues nationales et l'anglais aient leur place à l'école. Nous sommes formateurs, nous ne faisons pas de politique. Donc je ne vais pas vous dire: «Youpi, le français a gagné!»

– L'objectif d'HarmoS est d'enseigner deux langues au niveau primaire. Est-ce une grande ambition pédagogique ou le simple résultat d'un compromis politique?

– Je suis convaincue que c'est pédagogiquement valable. La surcharge dont les élèves souffriraient souffrir ou les inconvénients pour l'apprentissage de la première langue n'ont pas été démontrés. L'apprentissage des langues est un plus pour l'apprentissage tout court. Bien sûr, il faut une didactique adaptée aux enfants et c'est là-dessus que les diverses parties du pays devraient centrer leurs efforts.

– Certains relativisent aujourd'hui les mérites de l'apprentissage «précoce»...

– On apprend bien à tout âge, mais différemment. Il serait ridicule de dire qu'on ne peut rien faire plus tard, mais dans le système scolaire que nous connaissons il est important de commencer tôt. Cela permet de développer l'apprentissage harmonieusement. Ce qui est aussi une manière d'éviter la surcharge des élèves... en fin de scolarité. L'enseignement primaire donne beaucoup de place aux éléments ludiques. Il profite de la spontanéité des élèves. Adolescents, ceux-ci seront plus analytiques mais auront aussi plus de retenue ou de peur de s'exprimer. A la HEP vaudoise, nous avons trois types de formation pour l'enseignement des langues: pour le primaire, le secondaire I et le secondaire II.

– Enseigner les langues au primaire favorise-t-il l'égalité des chances?

– Je n'aime pas beaucoup cette expression, étant convaincue que tout le monde garde toujours sa chance. Disons qu'il y a une cohérence verticale de la scolarité. Ce qui est enseigné au primaire est un socle commun dont tout élève peut profiter quelle que soit son évolu-

tion ultérieure. C'est valable pour toutes les branches, on ne commence pas les mathématiques à 12 ans!

– L'accord intercantonal de 2004 prétend obtenir à la fin de la scolarité obligatoire le même niveau de maîtrise de deux langues «étrangères». Peut-on y arriver avec un enseignement dispensé sur plusieurs années de moins?

– Personne ne peut répondre à cette question! Le système harmonisé est toujours en cours de mise en place, nous ne disposons d'aucune mesure. Les standards nationaux sont en train d'être testés. Une idée pédagogique sous-tend cet objectif d'égalité de résultats: la première langue étrangère sert de chasse-neige pour l'autre. Dans le cas romand, l'apprentissage de l'anglais profitera du savoir-faire acquis avec l'allemand. Une langue, ce n'est pas que des connaissances en vocabulaire et en grammaire, mais tout un savoir-faire à acquérir dans une confrontation avec une autre réalité culturelle. Cela demande du temps. Les horaires scolaires offrant des possibilités très limitées d'aménagement, le mieux est de répartir la dotation en heures sur toute la scolarité.

– Enfant, au Tessin, vous parliez le dialecte à la maison. Le dialecte justifie-t-il en Suisse alémanique une façon différente de voir les choses?

– Pas fondamentalement, je crois. La langue de l'école est de toute manière une langue étrangère, ou disons un registre de langue autre que celui que l'on parle à la maison. Et il ne faut pas sous-estimer l'extraordinaire puissance d'apprentissage des enfants, si la pédagogie est adaptée. Les enfants n'abordent pas spontanément une langue sous le clivage «c'est facile» ou «c'est difficile», alors ne le leur mettons pas dans la tête.

– Ne serait-il pas souhaitable que Romands et Alémaniques se parlent davantage, même si c'est en anglais?

– Cela me paraît artificiel, cela nous fait sortir de ce que nous sommes. Il y a une solution bien meilleure: que chacun parle sa langue et s'efforce de comprendre celle de l'autre. Cette parité dans l'effort dynamise énormément l'apprentissage et fait bien fonctionner les groupes.

– L'enseignement du français est souvent perçu en Suisse alémanique – comme ici celui de l'allemand – comme trop formel et inhibant, par

rapport à celui de l'anglais. Est-ce justifié?

– Effectivement, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, la pédagogie et la didactique de ces deux langues étaient axées sur l'erreur et induisaient cette idée. C'est la pédagogie de l'anglais qui a amené une approche plus ludique, plus légère et plus valorisante dans la pédagogie de nos langues nationales, qui en ont beaucoup profité. Aujourd'hui, il y a certes toujours des enseignants formés à l'ancienne, mais je crois que nous avons aussi affaire à une représentation qui a la vie dure.

– Votre avis de didacticienne sur le débat sur les langues à l'école?

– Ecarter une difficulté lorsqu'elle se présente, c'est la solution de facilité. Reporter la seconde langue étrangère en secondaire, c'est refiler la patate chaude, en laissant encore moins de temps, ce qui est pire! Comme pédagogues nous devons nous entraider, profiter de l'expérience des autres et renforcer nos collaborations. Et pour améliorer nos échanges, commençons par la langue du voisin. Ceci est une remarque toute personnelle!

► Batailles des langues d'hier et d'aujourd'hui: page 10

Yelmarc Roulet

La controverse sur les langues à l'école s'est ravivée en Suisse alémanique. Les campagnes de votation, comme celle qui s'est conclue dimanche à Nidwald par le maintien du français au primaire, suscitent des affirmations catégoriques sur l'enseignement de ces disciplines. Quel regard les pédagogues portent-ils sur ces confrontations politiques? *Le Temps* a posé la question à Rosanna Margonis-Pasinetti, responsable de l'unité Didactique des langues et cultures à la Haute Ecole pédagogique (HEP) vaudoise.

Le Temps: Un résultat comme celui de Nidwald vous réjouit-il?

Rosanna Margonis-Pasinetti: Comme professeure dans un contexte francophone, je ne peux que me réjouir que notre langue continue à être enseignée selon les dispositions intercantionales en

Le SwissPass supplantera l'abonnement général

> Transports La nouvelle carte sera rouge

L'abonnement général, le demi-tarif ou l'abonnement Unireso blanc ont bientôt vécu. Ces titres de transport seront progressivement remplacés par le nouveau SwissPass de couleur rouge, mis au point par l'Union des transports publics (UTP), les CFF et les 240 entreprises de transport partenaires.

Le SwissPass est une transition en direction de la billetterie entièrement électronique, qui devrait venir plus tard. Mais c'est une étape significative, assure le directeur de l'UTP, Ueli Stückelberger. Sur ce document en forme de carte de crédit figurera un nombre très réduit d'informations: la photo du titulaire, son nom, sa date de naissance et un numéro de client. Toutes les autres indications figureront dans une banque de données à laquelle le contrôleur aura accès en scannant la puce du SwissPass. Il saura si l'abonnement est valable, de quel type de titre de transport il s'agit, quelle en est la validité.

Le talon d'Achille de ce changement sera la durée des contrôles. Il faudra deux à trois fois plus de temps pour vérifier le titre de transport et l'identité d'un passager, dont rien, sur la carte, n'indiquera d'ailleurs s'il est francophone ou germanophone. «Mais la qualité du contrôle sera meilleure», tempère Jeannine Pilloud, directrice de la division Voyageurs des CFF.

Unireso et Mobilis convertis

Les entreprises vont devoir remplacer l'équipement de contrôle. A bord des trains CFF, les lourds boîtiers rouges disparaîtront au profit de smartphones plus légers. Le changement coûtera 61 millions aux entreprises partenaires, 44 millions étant investis dans le développement du projet et le reste dans le changement des appareils de saisie.

Le projet a été soumis au Préposé fédéral à la protection des données et au conseil clientèle des CFF. Ces organes ont insisté pour que la localisation des passagers ainsi que les

lieux de départ et d'arrivée ne puissent être enregistrés ou utilisés à d'autres fins, explique Jeannine Pilloud.

Le système permettra de prolonger automatiquement un abonnement. Chaque usager sera cependant averti par courrier de l'échéance de son sésame afin qu'il puisse le modifier ou le résilier à temps s'il le souhaite.

Les premiers SwissPass seront livrés à des clients pilotes triés sur le volet à fin mai. La prévente publique débutera le 15 juin avec entrée en vigueur le 1er août. Dans un premier temps, l'abonnement général, le demi-tarif, les cartes Mobility et PubliBike ainsi que les abonnements de plusieurs sociétés de remontées mécaniques (Jungfrau, Engelberg Titlis, notamment) seront intégrés dans le SwissPass.

Petit à petit, les communautés tarifaires entreront à leur tour dans le système. Les réseaux genevois et vaudois Unireso et Mobilis seront les premiers à se convertir au SwissPass rouge, en principe au changement d'horaire de décembre 2016. «Le fait que le type d'abonnement n'apparaisse pas sur la carte offre une grande souplesse de choix à la clientèle. Chacun pourra facilement modifier son abonnement», confie au *Temps* Christoph Stucki, président du comité de gestion d'Unireso. «Le grand défi sera pour nous d'intégrer le RER franco-genevois dans le SwissPass», ajoute-t-il.

Techniquement, il serait déjà possible de passer à un système entièrement électronique. Mais il a fallu obtenir l'adhésion de la majorité des compagnies – «80% ont soutenu la solution retenue», relève Ueli Stückelberger. En outre, complète Christoph Stucki, la clientèle n'est sans doute pas encore totalement prête à faire ce saut. Enfin, le passage au tout-électronique nécessitera la pose de détecteurs d'entrée et de sortie sur les portes de tous les trains, de tous les bus et de tous les trams. **Bernard Wuthrich** BERNE

PUBLICITÉ



Professeur Ernst Baltensperger en dialogue avec la banque privée Notenstein

«La BNS frappe un grand coup – et après?»

Avec l'abandon du cours plancher, la Banque nationale suisse a fourni la preuve de son indépendance. Cependant, les taux négatifs placent les investisseurs et l'économie face à des défis plus grands encore. Dans le dernier *Dialogue avec Notenstein*, nous discutons de leurs conséquences avec le Professeur Ernst Baltensperger, spécialiste de la politique monétaire.

Nous affinons notre approche par scénarios en dialoguant avec des personnalités du monde économique et scientifique. Vous pouvez lire et commander l'ensemble des éditions du *Dialogue avec Notenstein* sur www.nostenstein.ch/dialogueavecnotenstein.



NOTENSTEIN
BANQUE PRIVÉE

Drogue et voyance au procès de deux gros trafiquants guinéens

> Genève
Les prévenus sont jugés en criminelle pour avoir organisé l'importation massive de cocaïne

> Le duo tente de minimiser son rôle

Devant la justice

Fati Mansour

Mario, de son surnom de grossiste en cocaïne, n'en mène pas large. Malgré les pouvoirs d'une fidèle voyante, censés lui éviter de sérieux ennuis, ce trafiquant de haut vol a fini sur le banc du Tribunal criminel de Genève. «Je demande profondément pardon à toute la société suisse», a déclaré le prévenu au premier jour de son procès. Non sans verser quelques larmes pour avoir gâché sa vie et accessoirement mis en danger celle des autres en organisant, selon l'accusation, l'importation d'environ 25 kilos de drogue. A ses côtés, Braima, le comparse, conteste avoir l'envergure d'un gros bonnet.

Les deux prévenus ont vu le jour

en Guinée-Bissau. Pour Mario, c'était il y a 38 ans. «On était beaucoup. Mon père a eu 40 enfants», explique-t-il. Lui-même en a deux au pays et il en fera deux autres en Espagne. En 1999, l'intéressé vient une première fois en Suisse pour demander l'asile. «Je suis resté trois mois mais je n'ai pas supporté le froid.»

De retour dans la péninsule Ibérique, Mario, couturier à l'origine, travaille dans un magasin de surf, comme moniteur de musculation et dans des bars. Pincé deux fois avec du haschisch, il est condamné à 3 et 4 ans de prison mais ses peines sont substituées en formation commerciale. Il apprendra vite. A nouveau sur les bords du Léman en 2012, pour échapper à la crise, il lance une entreprise autrement plus juteuse.

Braima, 32 ans, a quitté sa terre natale pour le Portugal alors qu'il était encore enfant. Apprenti dans le bâtiment, père de trois garçons, il gagne aussi la Suisse dans l'espoir d'améliorer son train de vie. «Des amis m'ont conseillé de demander l'asile.» Attribué au canton de Zurich, il préfère Genève où il se fait pincer avec de la cocaïne. Condamné à une peine avec sursis, il repart en Afrique avant de revenir, lui aussi, en 2012.

C'est durant cette même année que la police genevoise commence

à s'intéresser à une galaxie opérant entre le Portugal, la Suisse et le Brésil. Nom de code: «Opération Litos». La brigade des stupéfiants place toute une série de personnes sous écoute téléphonique et procède à une quinzaine d'arrestations.

Un certain Jeff, qui a accueilli Mario à son domicile de Begnins (VD) avant de se brouiller avec lui, échappe toutefois aux mailles du filet. L'avis de recherche lancé par le Ministère public ne donne rien. Il

«Le fournisseur n'aimait pas communiquer en créole. Et j'étais le seul à parler mandingue»

est aujourd'hui présumé mort, précise simplement l'acte d'accusation de la procureure Gaëlle Van Hove.

Le dossier sera finalement saucissonné en plusieurs procédures. Les mules sont jugées séparément. Parmi ces transporteurs, qui ont soit porté des valises, soit ingéré des quantités phénoménales de boulettes, figure un sexagénaire au chômage et édenté, qui vivait avec 150 euros par mois au Portugal. Ce voyage lui coûtera une peine de

3 ans de prison avec sursis partiel mais il repartira au moins avec un dentier. Quant au grand fournisseur de cocaïne, interrogé dans sa cellule brésilienne en commission rogatoire par les inspecteurs genevois, il fait l'objet d'une demande d'extradition restée sans nouvelles.

Considérés ici comme les protagonistes les plus importants de ce réseau, ceux qui recrutaient les mules, les instruisaient, leur fournissaient argent et billets, les logeaient à leur arrivée et qui vendaient ensuite la drogue ainsi acheminée à des demi-grossistes (10 des 25 kilos sont effectivement arrivés à Genève), Mario et Braima, défendus par Mes Jérôme Picot et Magali Buser, ont été renvoyés devant le tribunal criminel. Là où le Ministère public entend requérir des peines de plus de 10 ans.

Mario, longtemps écouté, suivi et arrêté en flagrant délit le 10 mars 2013 – la voyante ne lui avait pas déconseillé de sortir ce jour-là –, regrette beaucoup mais attribue le mauvais rôle principal à Jeff le mort. Comment se fait-il que c'est lui qu'on entend passer commande au Brésil? «Le fournisseur n'aimait pas communiquer en créole. Et j'étais le seul à parler la langue mandingue», explique le prévenu. Les juges ont jusqu'à la fin de la semaine pour décortiquer cette toile guinéenne.

Un libraire genevois lance le label «zéro MCG»

> Municipales Le commerçant s'indigne de l'absence de réactions face aux affiches du parti

Olivier Francey

Fondateur et patron de la librairie-café Les Recyclables, Frederik Sjollem a décidé de ne pas rester muet face à la campagne d'affichage du Mouvement Citoyens genevois (MCG) dans les rues d'Onex (LT du 25.02.2015). Le commerçant carougeois – qui dit avoir «halluciné» à la seule vision du slogan du parti contestataire («Onex, ville de progrès, commune zéro frontalière») – a répliqué mardi, en apposant sa propre affiche détournée sur la devanture de son magasin.

«Années sombres»

Au-delà de la teneur du message délivré par le MCG («qui rappelle des années sombres»), le libraire s'étonne toujours de l'absence de réactions dans les partis politiques et la société civile. «Il y a cinq ou dix ans, ce genre de visuel aurait suscité un tollé. Aujourd'hui, personne ne semble s'en offusquer», regrette Frederik Sjollem, prêt à lancer son propre autocollant «Ici, personne ne vote MCG», en référence à celui que voudrait imposer le parti aux commerçants qui n'emploient pas ou peu de personnel frontalier.

Dans les rues d'Onex, les affiches d'Eric Stauffer, candidat sortant à la mairie, ont également alimenté une nouvelle contre-at-



L'affiche persiflante sur la vitrine de la librairie Les Recyclables.

taque d'un escadron de militants du parti Solidarités qui les ont recouverts de leur propre tract. Le conseiller administratif ainsi que le MCG ont tous deux déposé une plainte pénale contre le parti d'extrême gauche et contre inconnu pour dommages à la propriété. «Nous respectons les opinions divergentes, mais pas de cette façon», commente Eric Stauffer, qui précise avoir investi une «vingtaine de milliers de francs sur les 70 000 francs» qu'a coûté la campagne d'affichage de son parti.

Regard

L'affaire Monnard, miroir de La Chaux-de-Fonds



Serge Jubin

Ce 11 mars, Pierre-André Monnard fête ses 58 ans, l'âge de la préretraite. En arrêt maladie depuis douze jours à la suite de sa mise au pilori pour ne pas avoir informé ses collègues du recul des rentrées fiscales et avoir comptabilisé à double l'impôt sur la fortune, l'élu PLR de La Chaux-de-Fonds devrait siéger, ce mercredi, avec l'exécutif. Il réfutera les accusations portées contre lui.

Peut-être annoncera-t-il une démission réclamée unanimement. Ainsi prendrait fin, immédiatement, dans dix jours (le PLR neuchâtelois désigne ses candidats aux élections fédérales le 21 mars et tout indique qu'il ne

voudra plus de Pierre-André Monnard) ou dans quelques mois, la carrière d'un *nobody* politique, deuxième viennent-ensuite lors de son élection en 2008.

L'affaire ternit encore un peu plus l'image d'institutions neuchâteloises à la peine avec les affaires Garbani, Hainard, Legrix, Perrin, Béguelin et les renvois de ministres. Y aurait-il une malédiction politique neuchâteloise?

Certainement pas. Il suffit de voir l'action et la détermination du nouveau gouvernement cantonal. Avec ses leaders Laurent Kurth et Jean-Nat Karakash, il redonne ses lettres de noblesse à l'action publique décidée et courageuse.

Tout le contraire de l'exécutif de La Chaux-de-Fonds, troisième ville de Suisse romande avec 39 000 habitants. Le siècle de domination de la gauche a généré des clans, des acointances, du conservatisme, de la jalousie. On pleure la perte d'acquis et on se chamaille plus qu'on imagine un avenir à la ville.

Loin des figures charismatiques qu'étaient Francis Matthey, Charles Augsburg, Didier Berberat ou Laurent Kurth, le personnel politique actuel manque d'envergure et se regarde en chiens de faïence.

L'exécutif chaux-de-fonnier s'est encoublé dans l'affaire Legrix. Depuis lors, il a fonctionné, mais pas gouverné. Il aurait fallu une introspection, il n'y a eu que rancœur et frustration.

Faire porter le chapeau au seul Pierre-André Monnard, c'est faire peu de cas de la collégialité et de la coresponsabilité. Les quatre autres élus professionnels (la Verte Nathalie Schallenberger, le socialiste Théo Huguenin-Elie, le popiste Jean-Pierre Veya et l'UDC Jean-Charles Legrix) sont eux aussi emportés par la débâcle.

Comment le méticuleux comptable Jean-Charles Legrix, qui auscultait jusqu'au dernier centime les comptes de la ville lorsqu'il siégeait au législatif – c'était à son honneur –, ne s'est-il pas inquiété

de ne plus recevoir les tableaux de bord financiers trimestriels?

Pierre-André Monnard est fébrile, peine à donner le change, ses efforts sont souvent maladroits pour être à la hauteur. Il est parfois absent pour se reposer. Il se donne de la peine et en a. Comment un collègue professionnel, appuyé par une administration, n'a-t-il pas vu venir la catastrophe?

L'incapacité à prendre du recul et de la hauteur dans le dossier hospitalier est symptomatique. Les magistrats professionnels ont crié avec les loups, sans vouloir comprendre que la politique hospitalière suisse a changé et qu'il est préférable de se profiler dans la réadaptation plutôt que de réclamer une maternité.

Comme l'a fait le corps électoral cantonal en mai 2013 en changeant l'entier du Conseil d'Etat, celui de La Chaux-de-Fonds pourrait aussi donner un grand coup de balai lors des élections du printemps 2016.

Les sénateurs acceptent le compromis de Vera Weber

> Résidences secondaires Loi quasi sous toit

Après le Conseil national la semaine dernière, le Conseil des Etats s'est rangé à la raison. Afin d'éviter un référendum sur la loi sur les résidences secondaires et de mettre fin à des années d'incertitudes pour les régions touristiques, il a approuvé le compromis signé entre Vera Weber, présidente d'Helvetia Nostra, et les chefs de groupe PLR et UDC. Même une partie du PDC a rejoint la majorité. Quelques divergences subsistent mais elles ne devraient pas empêcher de clore ce dossier durant cette session.

Les sénateurs acceptent ainsi de biffer la possibilité de construire des logements mis en location sur des plateformes internet de type Airbnb. Les hôtels de plus de vingt-cinq ans pourront être transformés pour moitié en résidences secondaires s'ils ne sont plus rentables. Enfin, la transformation de bâtiments protégés ou caractéristiques du site sera

autorisée. Les propositions de René Imoberdorf (PDC/VS) pour assouplir le compromis ont été rejetées.

Agrandissements litigieux

Le Conseil des Etats a également rejoint le Conseil national sur un autre point. Les logements construits avant l'acceptation de l'initiative en mars 2012 pourront être agrandis à hauteur de 30%. Didier Berberat (PS/NE) a tenté d'en rester à un agrandissement de 30 m². En vain. La conseillère fédérale Doris Leuthard a averti que cette souplesse accordée aux propriétaires était contraire à la Constitution. L'initiative stipule en effet que les résidences secondaires constituent au maximum 20% du parc des logements et de la surface brute au sol habitable de chaque commune. Les tribunaux devront probablement trancher cette question.

Magalie Goumaz BERNE

Psychodrame lémanique à Berne

> Péréquation Un succès et un autogoal pour Vaud et Genève

Les cantons riches, et parmi eux Genève et Vaud, ont gagné une manche mardi au Conseil national. La Chambre du peuple a suivi le Conseil fédéral et accordé aux cantons donateurs un «rabais» sur la facture de la péréquation financière (RPT). La somme dont ils doivent s'acquitter diminuera de 134 millions de francs (sur 1,5 milliard) pour les quatre prochaines années. Economie pour Genève: 30 millions. Pour Vaud: 7 millions.

Zizanies en milieu urbain

La Confédération diminuera sa propre contribution de 196 millions (sur 2 milliards de francs). En revanche, le Conseil national n'a pas voulu que ces 196 millions non versés par la Confédération soient réaffectés à la compensation des «charges socio-démographiques»,

ce dont profiteraient les cantons urbains (GE, VD, ZH et BS), qui en ont fait une revendication prioritaire. «On ne peut pas tout avoir», a estimé en substance le Conseil national.

Mais cette seconde décision n'a été prise qu'à une seule voix de majorité, ce qui a enflammé les esprits. Les représentants des cantons urbains dénoncent les absents dans leurs rangs. Chez les Genevois, les couteaux sont tirés. Le PLR Christian Lüscher s'en prend à ses collègues Carlo Sommaruga (PS) et Yves Nidegger (UDC): «Occupés à parader, ils font perdre 60 millions de francs au canton de Genève», s'indigne-t-il dans un communiqué. Le premier visé participait à une rencontre avec la délégation palestinienne, le second tenait conférence de presse avec Christoph Blocher.

Entre Vaudois, l'agressivité semble d'abord moindre. Jusqu'à ce que le socialiste Jean Christophe Schwaab s'en prenne à son tour à deux UDC, Guy Parmelin et Pierre-François Veillon, qui étaient dans la salle mais ont voté «contre les intérêts du canton». Le PDC Jacques Neirynek a de la chance: son absence passe inaperçue. Le conseiller d'Etat Pascal Broulis, qui n'est pas élu à Berne, se tenait, lui, dans la salle des pas perdus. Assimilée à du lobbyisme inopportuniste le jour du vote, sa présence met en colère Christian Levrat, président du PSS.

Les cantons bénéficiaires de la RPT, dont les subsides ont été revus à la baisse, sont les perdants du jour. La cause retourne cette semaine aux Etats, qui se sont prononcés nettement en décembre pour le statu quo. **Yelmarc Roulet**

Voile à l'école, argument électoral

> Valais Le PDC propose d'interdire le voile, l'UDC veut des «têtes nues»

Le PDC valaisan veut couper l'herbe sous le pied de l'UDC. Mardi matin, le parlement valaisan a accepté par 90 voix la motion proposée par deux PDC sur le port du voile à l'école.

Alors que l'UDC venait de lancer une initiative populaire «pour des têtes nues dans les écoles», le PDC dit viser une «solution pragmatique». «Sous prétexte d'une soi-disant «islamisation rampante» de notre société, des propositions dogmatiques nous amèneraient à bafouer les fondements de notre Etat de droit en permettant une atteinte massive et disproportionnée à l'une de nos libertés fondamentales, la liberté religieuse», critique-t-il dans sa motion. Quelques lignes plus loin, il admet pourtant: «Il n'est pas acceptable que le port du voile com-

promette l'intégration de l'enfant ou que ce symbole soit utilisé à des fins de provocation, de prosélytisme ou de propagande. Dans ces cas particuliers, des mesures doivent pouvoir être prises par les directions d'école, allant, en dernier ressort, jusqu'à une interdiction.»

«Brèches légales»

Pour le PDC valaisan, tout l'enjeu de cette motion est de montrer qu'il répond aux préoccupations de son électorat, largement courtois par l'UDC, sans commettre les excès de son rival. En mars 2014, ce dernier avait déjà présenté une motion «pour des élèves têtes nues dans les écoles valaisannes», refusée par 63 voix contre 56. Le texte avait remporté l'adhésion d'une partie du PDC. La voie médiane proposée mardi remporte,

elle, une large majorité. «Ce texte ne sert à rien», critique Jérôme Desmeules, coprésident de l'UDC Valais romand. «Le Tribunal fédéral a estimé dans un arrêt récent que sans base légale, un directeur d'école ne peut pas interdire le port du voile.» Reste que la motion PDC et l'initiative UDC demandent toutes deux à l'exécutif cantonal de proposer des bases législatives pour rendre cette interdiction possible. «Le problème de cette proposition, c'est qu'elle demande la possibilité d'interdire certains voiles mais pas tous. C'est la porte ouverte à des brèches légales et à une certaine discrimination. Alors que nous proposons des têtes nues dans les écoles, quels que soient les couvre-chefs», réplique Jérôme Desmeules.

Marie Parvex

Un président à l'épreuve de l'humiliation

> **Echec** Après la gifle de dimanche, Christophe Darbellay donne déjà le change

> La défaite souligne l'inexpérience du PDC, qui n'avait plus lancé d'initiative depuis 80 ans

Pierre-Emmanuel Buss BERNE

Pour Christophe Darbellay et le PDC, l'apprentissage est douloureux. Le président et son parti ont subi une humiliation dimanche avec le net rejet (75,4%) de leur initiative populaire sur la défiscalisation des allocations familiales. Avec le refus plus net encore de l'initiative des Vert'libéraux, le centre est affaibli alors que se profilent les élections fédérales.

«Nous nous attendions à un score plus serré, admet Christophe Darbellay. Personne ne l'a vu venir. Ni vous, ni nous, ni nos adversaires, ni les sondages. Les chiffres rouges des finances publiques, l'incertitude qui pèse sur l'emploi mais également une certaine lassitude face aux initiatives populaires ont plombé notre texte.»

Sonné dimanche, le président du PDC s'est vite remis en selle. Lundi, debout dans la salle des Pas perdus, il dédramatise la défaite en la rationalisant. «Le PS n'a pas voulu nous faire de cadeau en année électorale alors qu'il a voté trois fois pour des textes identiques au parlement, peste-t-il. L'UDC nous a soutenus sur le tard, du bout des lèvres, sans mettre un franc dans la campagne.»

Le double échec souligne néanmoins la difficulté à maîtriser un discours clair de la part d'un centre habitué au compromis. Le PDC, qui n'avait plus lancé d'initiative populaire depuis 80 ans, n'est parvenu à trouver ni les mots ni les alliances nécessaires. Et son texte, qui avait la sympathie de la gauche, a finale-

ment été soutenu par la droite populiste.

L'initiative a donc souffert de ce profil flou que Christian Levrat, le président du Parti socialiste, explique par une ambition «exclusivement marketing». Lancée en 2011, elle avait joué le rôle de support de la campagne du PDC lors des dernières élections fédérales. «Ils ont voulu rester seuls pour imposer le message «Familles = PDC», juge Christian Levrat. La preuve, ils n'ont même pas ouvert le comité d'initiative aux évangéliques. Et s'ils avaient vraiment voulu obtenir le soutien de la gauche, ils auraient dû le faire au parlement en entrant en matière sur l'idée d'un plafonnement des déductions.»

«Le Conseil d'Etat demeure ma première priorité, sans fermer les portes de Berne ou de l'économie privée»

Un coup à gauche, un coup à droite. Contraint de nouer des alliances, le PDC est parfois difficile à suivre. Hyperactif depuis son arrivée à la présidence du parti en 2006, Christophe Darbellay a souvent été critiqué pour sa propension à changer d'avis en fonction des circonstances. Quitte à prendre parfois son parti de vitesse. «Il va dans le sens du vent, résume le conseiller national Hans Fehr (UDC/ZH). Un PDC reste un PDC. Ils ont de la peine à avoir des positions claires.»



Christophe Darbellay: «Le PS n'a pas voulu nous faire de cadeau en année électorale alors qu'il a voté trois fois pour des textes identiques au parlement.» ARCHIVES

Après le vote anti-minarets de l'automne 2009, le Valaisan avait proposé d'interdire la burqa, parmi d'autres mesures d'intégration des musulmans. De quoi susciter de nombreuses critiques l'accusant «de prendre le train en marche»; entre 2006 et 2007, il avait changé à plusieurs reprises d'avis sur une hausse des tarifs CFF, donnant l'image d'un président pressé et trop spontané. A la décharge de son homologue, Christian Levrat juge pourtant que le Valaisan est devenu moins «imprévisible» avec le temps.

La semaine dernière, le PDC a pourtant réalisé un revirement spectaculaire avec son initiative pour mettre un terme à la discrimination fiscale des couples mariés (LT du 05.03.2015). Au Conseil des Etats, le parti a tenté de supprimer le point le plus critiqué de son texte, soit la définition du mariage comme étant «l'union durable et réglementée d'un homme et d'une femme». Sans succès, certains séna-

teurs PDC refusant de suivre la direction du parti.

Mais Christophe Darbellay refuse de parler d'échec. «Nous avons tendu la main à nos adversaires pour supprimer une fois pour toutes la discrimination fiscale des couples mariés et des partenaires enregistrés. Le Conseil fédéral a répété à l'envi que le contre-projet ne résolvait rien. Il est compréhensible que nos sénateurs n'aient pas suivi si nos adversaires ont refusé la main qui leur était tendue.»

Le PDC est parfois déchiré entre son aile conservatrice et son aile plus urbaine, comme le montrent les divisions sur le diagnostic préimplantatoire ou l'adoption par des couples homosexuels. Christophe Darbellay incarne ce clivage. Souvent ouvert sur les sujets de société, l'ancien chrétien-social reste un défenseur acharné des régions de montagne. Au point d'être plus valaisan que président du PDC? «C'est un faux procès qu'on me fait sou-

vent, en particulier depuis que j'ai annoncé ma candidature au Conseil d'Etat pour les élections de 2017. Je suis très engagé sur tous les grands sujets nationaux mais il est évident que le sort des régions de montagne me tient à cœur.»

Son combat contre la loi sur l'aménagement du territoire, alors que le PDC soutenait la réforme portée par Doris Leuthard, est l'exemple emblématique des conflits qui peuvent surgir ponctuellement. «C'est un dossier sur lequel je me suis retrouvé en porte-à-faux avec mon parti, précise le conseiller national. Le PDC a combattu l'initiative. Les rôles d'un parti et d'une conseillère fédérale sont différents. Même rares, des divergences de vue font partie de la vie politique.»

Valaisan, Christophe Darbellay espère le redevenir pleinement en étant élu au Conseil d'Etat en 2017, une année après avoir remis les clés du parti suisse. Pour cela, il faudra qu'il se défasse de l'actuel ministre

Maurice Tornay, qui l'avait battu lors des primaires en 2008. «Le Conseil d'Etat valaisan demeure ma première priorité, sans fermer les portes de Berne ou de l'économie privée.» Il évite de tirer sur son collègue de parti mis à mal dans le cadre de l'affaire Giroud. Quand on l'interroge sur sa préférence pour le Département de l'éducation, comme le prétend le rumeur, il répond, sourire en coin, qu'il est prêt à reprendre «n'importe quel département».

Avant de penser au Valais, reste à mener la campagne des élections fédérales. Christophe Darbellay ne pense pas que la nette défaite de dimanche constitue un mauvais présage pour le premier parti du centre: «Nous avons mobilisé notre base comme jamais, dans ce sens l'expérience a été très positive.» Le PDC visera 14% des suffrages, contre 12,3% en 2011. Histoire de renforcer son rôle «de faiseur de majorités» et de maintenir les deux sièges du centre au Conseil fédéral.

L'armée entamera sa cure d'amaigrissement

> **Défense** Sénateurs en soutien d'Ueli Maurer

Est-ce l'effet des conflits en Irak, en Syrie ou en Ukraine, de la montée du discours autoritaire ou du climat général d'insécurité en Europe face à la menace terroriste, toujours est-il qu'Ueli Maurer et l'armée ont vécu un moment de grâce au Conseil des Etats, mardi. Même les deux sénateurs vaudois, Luc Recordon (Verts) et Géraldine Savary (PS), habituellement plus critiques sur le manque d'adaptation de la défense face aux nouvelles menaces, ont dû reconnaître certaines qualités au Plan de développement de l'armée (DEVA).

Par 33 voix contre 3, le Conseil des Etats est entré en matière. Toutefois, les détails, nombre de jours de service, organisation, ne seront débattus qu'à la fin de la session, la semaine prochaine.

Les grandes lignes du projet du ministre de la Défense devaient être maintenues: effectifs réels ramenés à 100 000 hommes, au lieu de 200 000 aujourd'hui, durée de service raccourcie de 260 à 225 jours, école de recrues de 18 semaines et enveloppe quadriennale de 19,5 milliards de francs.

De plus, le nombre d'unités, bataillons ou groupes devrait être ramené à 106 et les anciennes régions territoriales transformées en divisions territoriales renforcées par des bataillons d'infanterie. Plutôt que deux brigades mécanisées, la commission propose d'en conserver

trois. Plus flexible, l'armée devrait être capable de mobiliser quelque 35 000 hommes en moins de dix jours en cas de crise grave et pour soutenir les autorités civiles.

Contrairement au projet, une nette majorité de la commission préfère cinq cours de trois semaines plutôt que six de deux semaines. La réforme prévoit que l'obtention des grades «se paie» à nouveau par l'accomplissement d'une école de recrues complète. Un des points critiqués à gauche concerne la différence entre effectifs réglementaires, 100 000 hommes, et effectifs réels, 140 000 hommes. Un volant destiné à faire face aux absences de Suisse, vacances ou autres indisponibilités.

La paix et les renvois

Face aux «menaces asymétriques dans lesquelles l'Etat agresseur ne dit pas son nom», déstabilisations par des groupes armés ou attaques cybernétiques, Géraldine Savary et Luc Recordon estiment que les missions des Forces terrestres devraient être revues. Il faudrait, selon le sénateur vaudois, affecter davantage de moyens et de spécialistes au Service de renseignement de la Confédération (SRC). Ueli Maurer a encore assuré à Géraldine Savary qu'il étudiait d'achat d'un avion de transport pour les missions de paix... et le renvoi de requérants d'asile.

Yves Petignat BERNE

Un discours d'avocat inaugure l'attaque contre les juges étrangers

> **Initiative** L'UDC a lancé son offensive pour la primauté du droit suisse

Lancée officiellement mardi, l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers» ne serait pas dirigée contre les droits de l'homme. Mais, à en croire son auteur, le professeur de droit zurichois Hans-Ueli Vogt, «contre la domination des fonctionnaires et juges internationaux», contre l'influence jugée croissante d'organisations comme l'ONU, ou la Cour européenne des droits de l'homme. Strict, concret, loin de l'emphase passionnée de son voisin de pupitre, le vieux lion de la droite nationale Christoph Blocher, Hans-Ueli Vogt a développé une argumentation serrée, motivée comme un mémoire d'avocat pour commenter «son» initiative.

Le discours du juriste zurichois, qui sera candidat cet automne au Conseil des Etats, promet déjà des débats politiques très argumentés et sans concessions. Alors que, parallèlement, le président de l'UDC Toni Brunner promet une campagne de sensibilisation haute en couleurs et en moyens médiatiques pour récolter les 100 000 signatures avant le délai du 9 septembre 2016. L'UDC distribuera son journal à 4,1 millions d'exemplaires.

Face au front uni de l'ensemble des autres partis politiques et d'une cinquantaine d'ONG qui dénoncent «une attaque frontale contre les droits humains incompatible avec

l'Etat de droit», le juriste et professeur zurichois tient un discours qui se veut modéré, mais sans rien lâcher sur le fond. «Non, dit Hans-Ueli Vogt, l'acceptation de l'initiative ne conduira pas automatiquement à la dénonciation de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Ce n'est qu'en cas de conflit entre un arrêt de la Cour européenne à Strasbourg et la Constitution suisse que le Conseil fédéral pourrait être amené à dénoncer la convention.»

Selon lui, l'initiative vise à garantir la marge d'autodétermination du souverain suisse, privé peu à peu de pouvoir sur sa propre législation. Le texte de l'initiative évite d'ailleurs l'erreur de rejeter catégoriquement et unilatéralement le droit international, comme les adversaires de l'UDC auraient pu l'espérer. Plus subtilement, un alinéa prévoit explicitement que «des règles impératives du droit international sont réservées».

Alinéa important

Le texte rappelle ainsi, à l'article 5, que «la Constitution est la source suprême du droit de la Confédération suisse. La Confédération et les cantons respectent le droit international. La Constitution fédérale est placée au-dessus du droit international et prime celui-ci, sous réserve des règles impératives du droit in-

ternational». Mais, a admis le professeur Vogt, les initiateurs ont finalement renoncé à définir les limites exactes du droit impératif international, de crainte qu'une partie du texte ne soit invalidée par le Conseil fédéral et les Chambres.

Dès lors, selon lui, ce sera au parlement de débattre lui-même, lors de projets législatifs ou constitutionnels, si ceux-ci enfreignent le droit international supérieur, comme l'interdiction de la torture, le non-refoulement de personnes en danger, etc. «La décision sera donc éminemment politique.»

Pour l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher qui a fait de la lutte contre un rapprochement de la Suisse vers l'UE son grand combat, l'initiative de l'UDC «pour l'autodétermination empêcherait les manœuvres sournoises pour amener la Suisse à une adhésion insidieuse à l'UE». Il s'agit, selon lui, d'empêcher que via un accord-cadre la Suisse soit amenée à reprendre automatiquement le droit de l'UE. Christoph Blocher admet aussi que, lorsque son propre parti l'UDC a accepté la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme, il y a 40 ans, «nul ne pouvait prévoir l'évolution de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg». Car c'est bien elle, avec son interprétation extensive du droit, qui est dans le viseur. **Y. P.**

Panorama

Suisse

Ethique des lobbyistes

La Société suisse de public affairs, faitière des lobbyistes actifs au Palais fédéral, se dote d'une commission d'éthique chargée de contrôler le respect des règles de transparence. Ses cinq membres ont été désignés mardi. Son président est Thomas Säggerer (canton de Zoug). Les autres membres sont la chancelière genevoise Anja Wyden Guelpa, le politologue Oscar Mazzoleni (Université de Lausanne), l'ancien secrétaire de l'Assemblée fédérale Christoph Lanz et Claudia Schoch, juriste à la NZZ. (LT)

Valais

Robinet fermé à Collombey

Le robinet d'arrivée de pétrole brut a été fermé à la raffinerie de Collombey. L'ensemble des installations est mis à l'arrêt, une procédure qui dure plusieurs jours. Cet arrêt était prévu depuis plusieurs mois dans le cadre des arrêts de maintenance qui ont lieu tous les cinq ans. Celui-ci risque d'être le dernier. (ATS)

Vaud

Déçu, le comité d'Impressum régional démissionne

Le comité d'Impressum Vaud a démissionné en bloc mardi. Il reproche au secrétariat central son manque de combativité et un dialogue impossible. Un intérim est assuré jusqu'à l'élection d'un nouveau comité. (ATS)

L'avis de l'expert

Comment l'EI ronge le patrimoine du Moyen-Orient

La vidéo montrant la destruction de statues du musée archéologique de Mossoul, suivie de l'annonce du saccage d'une cité antique, a scandalisé le monde. Entre les démonstrations filmées et le trafic plus discret et lucratif, l'Etat islamique fait preuve d'une stratégie bien rodée

Rendre compte de l'état du patrimoine matériel de l'Irak et de la Syrie alors que des milliers de civils meurent ou prennent le chemin de l'exil n'est peut-être pas une priorité. Toutefois, l'opinion occidentale reste scandalisée par la destruction de statues à Mossoul et des ruines de la cité antique de Nimrud par l'Etat islamique (EI): après les vidéos de décapitation, voilà que ses soldats détruisent le passé de l'humanité.

La destruction du taureau ailé à tête humaine de la porte de Nergal de l'antique Ninive, capitale de l'Empire néo-assyrien (dès le VII^e siècle av. J.-C.), a été rapidement comparée à celle des Bouddhas de Bamiyan par les talibans afghans en 2001. Cette vidéo publiée le 27 février daterait en fait de l'été 2014, peu après la prise de Mossoul par les soldats de l'EI. Des habitants de Mossoul avaient déjà rapporté à cette époque la destruction du taureau ailé.

Un tel document vidéo participe d'une stratégie de communication bien rodée des dirigeants de l'EI, car la faire paraître maintenant permet de continuer à occuper l'espace médiatique. La réponse des adversaires de l'EI n'a pas tardé: le Musée de Bagdad a rouvert ses portes au public dimanche passé, plus tôt que prévu, après douze ans de fermeture. On se souvient de l'indignation qu'avait provoquée le pillage de cette institution en 2003, quand environ 15 000 objets furent volés alors que les soldats américains occupaient déjà la ville. Les autorités irakiennes n'ayant pu en récupérer qu'environ 4300, plus de 10 000 témoins de l'antique Mésopotamie, berceau de notre civilisation, ont ainsi été perdus. Le taureau ailé n'est donc pas un cas isolé. Cette région connaît en effet de nombreux actes de déprédations ou de pillage depuis la première guerre du Golfe, lesquels n'ont fait que s'accroître avec le début de la guerre civile en Syrie.

La vidéo de l'EI montre également la destruction de plusieurs statues, dont on a dit qu'il s'agissait de moulages ou de copies modernes en



Grégoire Nicolet

Doctorant en langues et civilisation de la Mésopotamie, Université de Genève

plâtre d'originaux, conservés soit à Bagdad soit dans des musées européens. Cela est surtout vrai pour les reliefs et statues datant de l'époque néo-assyrienne. Par contre, les statues provenant de la ville de Hatra, située dans l'actuelle province de Ninive en Irak et datant du début de notre ère, étaient pour la plupart des originaux.

La statue de ce royaume vassal de l'Empire Parthe, dont Hatra constituait la capitale, est unique, puisqu'elle est le fruit de différentes traditions occidentales et orientales, mais n'a été que très peu étudiée. Autant dire qu'elle ne sera sans doute jamais. Enfin, ce que la vidéo ne montre pas, ce sont tous les objets qui étaient entreposés dans ce musée, parmi lesquels des centaines de tablettes cunéiformes, supports de la plus ancienne écriture au monde, dont on ne sait si elles sont toujours au musée ou si elles ont été vendues sur le marché noir des antiquités.

Et c'est là que réside un problème central. Le modèle économique de l'EI est essentiellement basé sur la vente du pétrole, mais la vente d'objets d'art en fait aussi partie, même si les montants que génère cette activité restent inconnus. Prenons l'exemple de l'incendie partiel de la bibliothèque centrale de Mossoul il y a quinze jours, où avaient été entreposés plusieurs milliers de manuscrits, livres et journaux légués par des familles locales, rappelant les heures les plus sombres de l'histoire européenne. En réalité, seule une partie aurait été brûlée et nous ignorons ce qu'il est advenu du reste de cette archive. Au vu du pillage des autres bibliothèques de Mossoul où aucun incendie n'a été signalé, on peut supposer que le reste a été vendu ou stocké ailleurs en attendant de trouver un acheteur. En effet, ces biens sont, à la différence du taureau ailé ou des statues, faciles à transporter et à cacher.

Les véritables destructions visent donc avant tout les monuments visibles et imposants, surtout chiites, voire chrétiens. La démo-

lition à l'explosif d'une mosquée abritant la tombe du prophète Jonas en juillet qui avait, selon la Bible, converti au christianisme la ville de Ninive est parmi les actes les plus à même de marquer l'imaginaire occidental. Pourtant, au vu du nombre de mosquées et de sanctuaires chiites détruits, surtout dans la ville de Tal Afar, cet épisode paraît presque anecdotique.

Pour en revenir aux vestiges de l'ancienne Mésopotamie, souvent peu encombrants et facilement transportables, leur trafic a connu un véritable essor depuis la mainmise de l'EI sur l'est de la Syrie et le nord de l'Irak. Ses soldats ne fouillent pas eux-mêmes les sites archéologiques à la recherche d'artefacts, mais chargent la population locale ou des bandes organisées, déjà bien entraînées à ce genre d'opération dans le sud de l'Irak, d'effectuer ce travail. L'EI prélève ensuite un impôt sur leurs découvertes. Outre Nimrud, l'un des plus célèbres de ces sites archéologiques vandalisés est celui de la ville de

Le trafic des vestiges de l'ancienne Mésopotamie, souvent peu encombrants et facilement transportables, a connu un véritable essor depuis la mainmise de l'EI sur ces régions

Mari, centre économique fondé au III^e millénaire et situé sur l'Euphrate à la frontière syro-irakienne. Cette ville avait été fouillée pratiquement sans interruption depuis 1927 par les Français puis, depuis 2003, avec le concours de l'Université de Genève et du Fonds national suisse. Les photographies satellite prises récemment montrent un site au paysage lunaire et les excavations ont été entreprises le plus souvent directement au bulldozer.

Avec l'Etat islamique, le pillage des sites de l'antique Mésopotamie a probablement atteint son paroxysme. La communauté internationale devra donc agir au plus vite si elle souhaite endiguer ce fléau avant que ne disparaisse tout un pan de notre histoire universelle, mais nos moyens d'actions sont regrettamment limités. On rappellera ici que la Suisse avait eu un rôle important dans le sauvetage des biens culturels afghans avec la création du «musée afghan en exil» de Bubendorf, où quelque 1400 objets d'une valeur de plus de 20 millions de francs y étaient entreposés avant de retourner dans leur pays d'origine huit ans plus tard. Faut-il transposer cette expérience à ces régions? Quelle est la faisabilité d'un tel projet?

Plus concrètement, il faut saluer l'effort d'une poignée d'archéologues qui, à la frontière syro-turque, forment des Syriens dont la mission est de rendre compte des dégradations, voire de protéger certains vestiges en les enterrant ailleurs, tout en ayant noté leurs coordonnées GPS. Ces Syriens se sont eux-mêmes nommés les *Monuments Men*, en référence à ce groupe de scientifiques qui devaient aider à récupérer les biens volés par les nazis. Reste que ces efforts semblent malheureusement dérisoires face à l'immensité du territoire géographique à couvrir...

Dans ce contexte, les rencontres* qui se tiendront en Suisse en juin prochain en présence des acteurs concernés (archéologues, assyriologues et responsables officiels du patrimoine des pays touchés) se profilent comme une note d'espoir.

* Durant la 61^e Rencontre assyriologique internationale qui aura lieu aux Universités de Genève et Berne, deux sessions ouvertes au public seront consacrées à la sauvegarde du patrimoine irakien et syrien (25 et 26 juin à Berne). <http://rai.unibe.ch/gb/>

Vainqueur à Stans, le français gagnera-t-il la guerre des langues?



Christophe Büchi

Le petit canton de Nidwald, au sud du lac des Quatre-Cantons, ne se trouve pas souvent sous les feux de l'actualité. Mais à deux reprises, il a marqué l'histoire suisse. Une première fois en 1481, lorsque la «Longue Diète» qui siégeait dans le chef-lieu nidwaldien Stans, finit par admettre Soleure et surtout Fribourg dans la Confédération - date qui marque la naissance de la Suisse romande. On dit que cette décision ne fut possible que grâce à la médiation de l'ermite Nicolas de Flüe, car, à l'époque, le conflit entre les cantons ruraux et les cantons-villes était vif. Et l'admission de deux villes dans l'alliance avait suscité l'opposition notamment des Confédérés de Suisse centrale.

C'est en 1798, lors de l'invasion de la Suisse par les troupes de Napoléon Bonaparte, que Nidwald joua pour la deuxième fois un rôle historique, en opposant une résistance farouche à l'occupant venu de l'ouest. On connaît l'image fameuse du pédagogue Pestalozzi s'occupant des enfants de Stans, devenu orphelins à la suite de cette guerre (ou guérilla). Et ce ne fut qu'après l'éradication de la résistance nidwaldienne que la République helvétique, «une et indivisible», put être fondée. Basée sur le modèle centralisateur français, elle ne dura que cinq ans.

Dans un registre moins héroïque, dimanche passé, les Nidwaldiens et Nidwaldiennes ont de nouveau fait parler d'eux. En rejetant une initiative cantonale de

l'UDC qui demandait la suppression de l'enseignement du français dans les écoles primaires cantonales, et ce plutôt sèchement; les citoyens de ce petit canton (remarquons au passage que la nouvelle Constitution fédérale ne parle plus de «demi-cantons») ont apporté une contribution à la paix confédérale. Ce vote est d'autant plus remarquable que l'initiative en question était soutenue non seulement par le directeur cantonal de l'Instruction publique, l'UDC Res Schmid, mais également par le gouvernement cantonal *in corpore*.

Les Nidwaldiens n'avaient pas envie de jouer les Winkelried, pour parler d'un de leurs illustres ancêtres, face à la Confédération

Autre singularité: alors que, dans d'autres cantons alémaniques, la majorité des enseignants est plutôt opposée à l'enseignement de deux langues «étrangères» (à savoir l'anglais et le français) à l'école primaire, les enseignants nidwaldiens se sont déclarés contre la suppression du français, se distinguant ainsi de leurs collègues dans les cantons voisins. Cette décision à première vue surprenante s'explique peut-être, en partie du moins, par le fait que le Département nidwaldien de l'Instruction publique était favorable à la suppression du français - alors que dans les autres cantons, les autorités politiques veulent garder l'enseignement du français et de l'anglais, ce qui renforce en retour l'opposition au français du corps enseignant... Un

chassé-croisé inextricable. Mais le canton où les enseignants et le Département de l'Instruction publique s'entendent n'a pas encore été inventé!

Toujours est-il que l'opposition des enseignants nidwaldiens à l'initiative a sans doute été une des raisons majeures de l'échec de l'UDC. Une autre raison tient indéniablement au fait que les Nidwaldiens n'avaient pas envie de jouer les Winkelried, pour parler d'un de leurs illustres ancêtres. En d'autres termes, ils ne se sentaient pas appelés à battre en brèche la fragile «modèle 3/5» de la CDIP (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique), qui prévoit que les cantons font débiter l'enseignement de la première langue «étrangère» en 3^e classe primaire (respectivement en 5^e HarmoS), et la deuxième langue en 5^e primaire (7^e HarmoS). Et peut-être ne voulaient-ils pas provoquer l'ire du conseiller fédéral Alain Berset qui avait annoncé l'intervention de la Confédération dans le cas où un canton allait définitivement bannir l'enseignement d'une deuxième langue nationale des écoles primaires.

Mais quelles que soient les raisons de la «victoire de Stans», ne boudons pas notre plaisir: ce oui à la langue française fait du bien, aux défenseurs des langues nationales autant qu'à la Suisse. Après cette décision, les défenseurs des langues nationales dans les cantons alémaniques, si malmenés au cours des dernières années, respirent mieux. Mais rappelons tout de même que si cette victoire est un signal important aussi pour les autres cantons alémaniques, la «guerre des langues», pour utiliser ce terme courant quelque peu caricatural, n'est de loin pas encore gagnée.

Ces prochaines semaines, le maintien de l'anglais et du français va de nouveau être discuté, en particulier dans les cantons de Thurgovie, de Lucerne et des Grisons. Et il n'est pas certain que tous suivront les sages Nidwaldiens.

Mais il y a un point plus important. Dans les cantons alémaniques, la suppression du français, aussi antipathique soit-elle du point de vue de la bonne entente confédérale, est demandée au nom d'arguments dont tous ne sont pas à écarter d'un revers de la main. Alléger dans les écoles primaires le poids des langues étrangères au profit d'autres matières comme l'allemand, les mathématiques ou les branches artistiques et manuelles, est une revendication qui mérite au moins le débat.

Et puis, l'argument selon lequel il vaudrait peut-être mieux commencer le français plus tard pour ensuite «mettre le paquet», mérite lui aussi un débat sans préjugés. Ce débat pédagogique doit avoir lieu. Les élèves ont-ils vraiment de meilleures connaissances des langues étrangères depuis que l'on a avancé le début de l'enseignement? La question est posée. Ce n'est qu'un oui clair et net à cette question qui peut terminer la «guerre des langues» et sauver, à la longue, l'enseignement du français dans les écoles primaires alémaniques.

Correspondant romand de la «NZZ» de 2001 à 2014, Christophe Büchi est journaliste, traducteur et auteur. Son livre «Mariage de raison» sur l'histoire des relations entre Romands et Alémaniques sera republié en avril aux Editions Zoé à Genève-Carouge, dans une version actualisée et augmentée

Vous et nous

Vous écrivez



Pommes de terre OGM: une critique qui rate sa cible

Pierre Clavel, Berne

L'article de Luigi D'Andrea à propos des essais d'Agroscope sur des pommes de terre OGM (LT du 12.02.2015, p. 14) critique vertement ces derniers, entre autres pour leur coût qu'il juge élevé, et le fait que les méthodes traditionnelles donneraient de meilleurs résultats.

Dans ce cas cependant, Monsieur D'Andrea s'est pratiquement tiré une balle dans le pied. En effet, la pomme de terre n'est reproduite que végétativement, c'est-à-dire par replantation d'un tubercule issu de la saison précédente, et non par une graine, fécondée par du pollen et reprise d'un fruit. Cela signifie qu'un gène modifié n'a aucune chance de s'échapper à cause du cycle cultural. La pomme de terre est de plus assez inefficace en termes de reproduction sexuée: certaines variétés (mais certes pas forcément celles évoquées dans l'article) ne produisent carrément plus de fleurs, et d'autres, des fleurs qui ne fructifient jamais. De fait, si des tubercules oubliés en bordure d'un champ peuvent bien redonner une plante (au patrimoine génétique inchangé, naturellement), qui a déjà vu dans la nature de notre pays des pommes de terre issues de graines? Plusieurs références scientifiques indiquent en effet que ces graines sont très fragiles. En milieu naturel, la pomme de terre est également peu compétitive face aux plantes locales et ne peut pas non plus s'hybrider avec elles, même celles du même genre (*Solanum*).

La conséquence de cet état de fait est double: d'une part, des pommes de terre OGM ne présenteraient pas de risque intrinsèque dans l'environnement, vu que leur patrimoine génétique modifié n'a aucune chance de s'en échapper; d'autre part, la «faiblesse sexuelle» des variétés actuellement cultivées rend difficile, et même impossible pour certaines variétés aux propriétés pourtant intéressantes, la sélection traditionnelle que préconise Monsieur D'Andrea. A moins de repartir de zéro avec des variétés sexuellement actives parce que presque sauvages, le génie génétique est probablement quand même l'avenir du développement de la patate! Stop-OGM a néanmoins encore à faire: certaines modifications génétiques réalisées ailleurs ou envisagées ici peuvent se révéler de vraies catastrophes, et loin de moi l'idée de dénigrer son rôle ou son action, mais dans ce cas-là, elle a juste manqué sa cible.



Un blindé léger de l'armée nigérienne escorte des civils. Plusieurs milliers de personnes ont été tuées l'année dernière.
CHIBOK, 5 MARS 2015

Le rapprochement entre Boko Haram et l'Etat islamique survient alors qu'une vaste offensive de l'armée nigérienne et des pays voisins, le Tchad, le Niger et le Cameroun, s'amorce contre le mouvement djihadiste

Allégeance à hauts risques

Jean-Philippe Rémy
JOHANNESBURG

Est-ce le triomphe historique de Boko Haram, l'irruption d'un petit groupe armé d'une violence extrême, mais au fond provincial, dans la cour des grands du djihadisme global, ou la recette de sa destruction prochaine? En proclamant, samedi soir dernier, sa *bay'ah* – l'allégeance de son groupe – au calife Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'Etat islamique (EI), Abou-bakar Shekau, le chef «officiel» ou le porte-parole du groupe djihadiste nigérien Boko Haram, a franchi une frontière.

Ce n'est pas la première: tout au long de l'année écoulée, Boko Haram a intensifié toutes ses activités, y compris ses massacres. Plusieurs milliers de personnes, peut-être près de 10 000, ont été tuées. La zone d'action de Boko Haram s'est étendue. Cette allégeance dans l'univers djihadiste prend d'abord un air de consécration.

Samedi, c'est sous le vrai nom de son groupe, Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad – le groupe de gens engagés dans la propaga-

tion des enseignements du Prophète et du djihad –, qu'Abou-bakar Shekau a formulé cette allégeance «au calife Ibrahim Ibn Awad Ibn Ibrahim al-Husseini al-Qurachi», alias Abou Bakr al-Baghdadi.

Dans la foulée, Boko Haram devrait annoncer la création d'une wilaya, c'est-à-dire une province du califat, comme l'ont fait en février les groupes se réclamant de la même organisation, en Libye. Cette offre d'allégeance n'a pas encore été formellement acceptée, mais il y a des chances qu'un certain flou sur la question vaille forme de validation. Cette déclaration n'est pas arrivée, en effet, par surprise.

Dans le passé, la brutalité de Boko Haram, n'épargnant rien ni personne, sans distinction de sexe, d'âge ou de religion, avait empêché le groupe d'être «franchisé» par Al-Qaïda, en dépit de vagues encouragements. L'une de ses factions, plus économe de la vie des musulmans, passait toutefois pour être le canal du commandement central d'Al-Qaïda au sein de la galaxie djihadiste ultraviolente nigérienne. Il est trop tôt pour savoir si cela sera la source, bientôt, de possibles dissensions. Car courant 2014, la création du califat de l'EI, à cheval entre l'Irak et la Syrie, avait poussé Abou-bakar Shekau à «féliciter» Al-Baghdadi, puis à s'offrir un rapprochement par mimétisme, pour commencer.

En août, le chef de Boko Haram avait déclaré créer à son tour son propre califat, un acte complexe, exigeant de nombreuses reconnaissances et conditions, dont il s'était affranchi, n'étant sauvé du

ridicule que par les flots de sang versés par ses hommes. Comme capitale, il avait choisi Gwoza, une petite bourgade dans la zone frontalière entre le Nigeria et le Cameroun, avec des souvenirs très vifs de la période du djihad des troupes d'Ousmane Dan Fodio, au début du XIXe siècle, qui avait abouti à la création du califat de Sokoto.

Surtout, Gwoza, au pied des monts Mandara, était bien placée pour organiser la politique d'ex-

semblait désormais débridée. Vers la fin 2014, et tout spécialement depuis le mois de février, des sources au Nigeria mais aussi dans la région d'origine de l'EI, nous indiquaient que des discussions avaient lieu par émissaires interposés, pour évoquer une allégeance de Boko Haram au calife Al-Baghdadi.

De cette hypothèse de rapprochement, il existait des signes visibles: les observateurs ont relevé

«maison mère» de l'EI, en difficulté. Daech, pour atténuer l'effet dévastateur sur le recrutement de ses éventuels revers en Irak, a tout intérêt à apparaître comme un califat en expansion mondiale. Si on ajoute, sur une carte, comme les responsables de la propagande du mouvement adorent le faire, des zones «noires» pour signifier le territoire supposé du califat – le vrai, celui d'Al-Baghdadi, pas sa copie dénaturée de Gwoza –, il y a désormais des taches en Libye et dans le nord du Nigeria. Mais cette impression de puissance est une double illusion.

D'abord, elle n'existe à ce stade que sur le papier ou sur Twitter. De plus, elle contribue à renforcer la réponse internationale contre Boko Haram, demeuré longtemps un groupe négligé en dépit de ses atrocités, aussi bien par les pays occidentaux, les voisins du Nigeria, que le pouvoir central nigérien.

Une alliance régionale Nigeria-Tchad-Niger-Cameroun a fini par voir le jour, et devrait être complétée, dans une seconde phase, par le Bénin. Derrière cette force africaine, des pays occidentaux, comme la France, déjà présente à travers l'opération «Barkhane» au Niger et au Tchad en particulier, sont aussi impliqués dans la lutte contre un mouvement lié désormais de plus près à un vaste conflit éclaté sur plusieurs continents.

Moins de vingt-quatre heures après la *bay'ah* de Shekau, le Niger, le Tchad et le Nigeria ont annoncé dimanche qu'ils lançaient une offensive conjointe contre Boko Haram. Quatre jours plus tôt, le président tchadien, Idriss Déby,

Boko Haram espère sans doute participer à un «effet de masse» souhaité par la «maison mère» de l'EI, en difficulté

pansion territoriale de Boko Haram, à la fois à l'intérieur du Nigeria et au Cameroun. Parallèlement, d'autres unités djihadistes faisaient de même au Niger, infiltrant des hommes et préparant des attaques.

Pour toute la région, il devenait alors enfin clair que Boko Haram n'était pas seulement le bourreau de trois Etats du nord-est du Nigeria, mais menaçait la stabilité de plusieurs nations, dont certaines, comme le Cameroun, étaient déjà en guerre. L'ambition du groupe

que les vidéos de Boko Haram, jusqu'ici très sommaires techniquement, avaient pris la même allure sophistiquée que les productions de l'EI entre Tigre et Euphrate. De plus, certains communiqués de Boko Haram avaient été diffusés par des comptes Twitter proches de Daech (acronyme arabe de l'EI).

Autre élément déclencheur, sans doute: début 2014, des groupes ont annoncé leur *bay'ah* depuis la Libye. Dans la foulée, Boko Haram espère sans doute participer à un «effet de masse» souhaité par la

déclarait que Shekau avait «intérêt à se rendre» et ajoutait: «Nous savons où il est. S'il refuse de se rendre, il va subir le même sort que ses camarades.» Les forces tchadiennes venaient de pousser à l'intérieur du Nigeria, atteignant et prenant la ville de Dikwa, et affirmant – mais les bilans de ces opérations ne sont pas vérifiés – y avoir tué plusieurs centaines de combattants.

Depuis près d'un mois, l'armée nigérienne de son côté est supposée monter une grande opération pour pousser jusqu'à Gwoza, qui ne se trouvait encore les jours derniers qu'à moins de 100 kilomètres de ses positions les plus avancées dans le sud de l'Etat de Borno. D'autres éléments loyalistes ont repris Buni Yadi, une petite localité dans l'Etat voisin de Yobe qui commande un nœud routier crucial. En substance, l'armée nigérienne, notamment la septième division, basée à Maiduguri, est en train de reprendre une partie du terrain perdu. La réponse de Boko Haram est malheureusement facile à prévoir: samedi, 58 personnes sont mortes et 139 autres ont été blessées dans trois attentats à Maiduguri, fief historique de Boko Haram.

Le Monde

Crise humanitaire «généralisée»

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est inquiété mardi d'une «crise humanitaire généralisée» dans la région du lac Tchad, où des centaines de milliers de déplacés ont fui les attaques du groupe islamiste Boko Haram. «La violence qui sévit au Nigeria tue et force des centaines de milliers de personnes à fuir leur pays. De plus, elle déborde dans les pays voisins, le Tchad, le Niger et le Cameroun, où la situation humanitaire se détériore également», a indiqué le CICR. Au fil du conflit, des centaines de milliers de Nigériens ont trouvé refuge dans les grandes villes du nord-est du Nigeria, dont Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno. Hier, sept personnes y sont mortes dans une explosion survenue dans un marché. AFP



Scanner

Libre et en bonne santé



Bertrand Kiefer*

La connaissance est la clé de la liberté. Oui, mais peut-on encore connaître ce qui importe pour sa santé? La médecine évolue comme un univers en expansion et même en explosion. Les nouvelles connaissances bousculent sans cesse les anciennes, tout est mouvant, jusqu'à la structure même de l'édifice médical. L'individu moderne, s'il veut participer à son époque, doit savoir, au moins vaguement, ce que sont les gènes, les cellules souches et les IRM, à quoi ressemble une nourriture saine, en quoi un virus se distingue d'une bactérie, comment se transmet le sida. Il doit faire la part des rumeurs qui courent dans les médias sociaux, comprendre pourquoi un vaccin est utile tout en n'étant pas efficace à 100%. Il doit aussi saisir des notions d'épistémologie, admettre que le savoir change, et parfois du tout au tout, au fil de la recherche. Il lui faut concevoir, et accepter, que la science ne soit pas un discours vrai, mais réfutable. D'où sa fragilité comparée aux slogans et aux affirmations qui reposent sur des croyances. Surtout, s'il se veut libre, l'individu contemporain doit sans cesse exercer son esprit critique: saisir que le savoir médical est le lieu d'une intense activité marketing, où quantité d'intérêts commerciaux construisent de fausses preuves, créent des mondes où la

réalité est travestie en simulacres et apparences. Une fois les yeux bien ouverts, il verra les luttes de petits ou grands pouvoirs cherchant à capter la compréhension qu'il a de sa santé. Pour ensuite lui vendre un bien-être virtualisé et une normalité de pacotille.

Il n'y a pas que la connaissance. Il faut aussi apprendre à vivre sa santé dans un environnement de probabilité et de choix. Tout individu doit désormais se situer dans l'échelle devenue floue qui indique ce qui est important et ce qui ne l'est pas, ce qui représente un risque particulier pour lui ou au contraire une probabilité négligeable. Finie, donc, l'impression d'être en pleine santé: chacun se trouve confronté à une réduction de santé théorique, faite de facteurs de risque, de caractéristiques génétiques et de prédictions statistiques. Sur ce chemin, il lui faut trouver des options, adapter à ses valeurs ce qui est éventuellement efficace. Manger mieux par exemple, alors que le mieux qui correspond à sa culture et à ses plaisirs peut s'avérer l'exact envers de l'idéal que la médecine a découvert dans ses recherches. Sauf que – paradoxe central – lui aussi, le plaisir est un déterminant de bonne santé.

Voilà la grande difficulté: se faire à l'idée que la santé parfaite est un leurre. Qu'en santé, rien de solide n'existe. Qu'il faut se contenter de normalités partielles, de pathologies latentes et, pour les prévenir, d'approches tâtonnantes, d'incertitudes. Et que la santé, justement, consiste à construire malgré – et avec – cela une existence libre.

* Rédacteur en chef de la «Revue médicale suisse»

Les couleurs du caméléon expliquées par la physique

> **Biologie** Des chercheurs genevois ont percé le secret des changements de couleur du reptile

> **Un processus similaire permet à l'animal de rester au soleil sans souffrir de la chaleur**

Denis Delbecq

Au repos, le caméléon présente une belle couleur verte qui lui permet de se cacher dans la végétation. Mais face à une femelle ou à un mâle adulte susceptible de le concurrencer, le mâle adulte doit en imposer. Il se pare donc de véritables couleurs chatoyantes, là où d'autres animaux se contentent de changer de nuance (du clair au foncé). Les mécanismes de ces changements spectaculaires viennent d'être élucidés par un groupe dirigé par le biologiste Michel Milinkovitch, du Laboratoire d'évolution naturelle et artificielle, et le physicien Dirk van der Marel, du Département de la matière quantique, tous deux à l'Université de Genève. Leurs travaux, publiés dans la revue *Nature Communications*, démontrent de manière très convaincante que la couleur du caméléon provient de deux couches de cellules, dont l'une peut changer de propriétés vis-à-vis de la lumière.

La plupart des couleurs naturelles sont associées à des pigments: ce sont des composés qui absorbent certaines couleurs. Un pigment qui absorbe le rouge et le vert paraît bleu. Mais il existe aussi d'autres couleurs, dites structurales, qui expliquent la beauté de certains papillons et des ornements de plumes de paon. Dans ce cas, il n'y a plus un pigment qui absorbe, mais des

structures géométriques qui se comportent comme un miroir sélectif, capable de ne réfléchir qu'une seule couleur.

«Il n'existe pas de pigment vert chez les vertébrés», constate Michel Milinkovitch. Cette couleur est produite soit à l'aide d'un vert structural, soit par l'association de pigments jaunes et d'un bleu structural. C'est cette dernière combinaison qu'on retrouve chez le caméléon. Les couleurs structurales chez les lézards – dont font partie les caméléons – sont produites par des cellules appe-

lées iridophores» Les chercheurs suisses montrent que chez le caméléon mâle, la couche de cellules structurales est plus développée que chez la femelle et les juvéniles et, surtout, leur organisation géométrique est modifiable, conduisant à des changements de couleur: ainsi, le vert (pigment jaune + bleu structural) peut virer à l'orange vif (pigment jaune + rouge structural), voire au rouge quand il y a peu de pigments jaunes.

Cette sélectivité des couleurs est associée à la manière dont des nano-cristaux d'une substance baptisée guanine sont organisés à l'intérieur de cellules dites «iridophores». Quand le mâle est vert, ces cristaux sont proches les uns des autres, à une distance analogue à la longueur d'onde associée au bleu. La couche structurelle affiche donc du bleu, verdi par les pigments

jaunes. Quand le mâle s'excite, ces cristaux s'éloignent, et ce sont les couleurs de plus grande longueur d'onde qui sont réfléchies (jaune ou rouge): la peau du caméléon peut prendre toute une gamme de couleurs, du jaune au rouge.

Pour le démontrer, les chercheurs ont filmé des caméléons, mais aussi observé de petits fragments de peau: ils sont même parvenus à provoquer des changements de couleur

dophores qui permet au caméléon de se montrer de la plus belle manière.

Au passage, les chercheurs ont découvert un autre groupe de cellules, les «d-iridophores», plus profondément enfouies dans la peau, qui offrent à tous les caméléons – sans distinction d'âge ni de sexe cette fois – un réflecteur contre les rayons infrarouges. A l'inverse des mammifères et des oiseaux qui peuvent réguler leur température, les reptiles contrôlent leur température en s'exposant au soleil de manière contrôlée: une trop longue exposition peut être néfaste. Mais ces d-iridophores uniques en leur genre – les autres lézards n'en ont pas – ont une capacité de réfléchir le rayonnement infrarouge. «Dans ces cellules les cristaux de guanine sont



La peau du caméléon contient des cellules spécialisées, appelées iridophores, à l'origine de ses couleurs chatoyantes. ARCHIVES

des cellules de peau en culture: en présence de sel, celles-ci perdent de l'eau, ce qui rapproche les nano-cristaux et produit du bleu. Le groupe multidisciplinaire a aussi conçu un modèle informatique, reprenant l'organisation des cristaux, pour vé-

riifier que la sélectivité des couleurs qu'ils observent correspond bien aux lois de la physique. L'ensemble de ces observations et la comparaison avec le modèle permettent d'affirmer avec certitude que c'est ce changement géométrique des iri-

plus grands et désorganisés», explique Michel Milinkovitch. Comme il n'y a plus une distance caractéristique entre les nano-cristaux mais toute une gamme de distances, c'est toute une gamme de couleurs qui est réfléchie. «Elle se trouve dans la partie infrarouge du rayonnement solaire. Grâce à ces cellules spécialisées, le caméléon réduit de 45% l'énergie absorbée par son corps.» Un sérié atout pour la survie qui n'a pu être découvert qu'en associant physiciens et biologistes. «Cela montre à quel point le décloisonnement des disciplines de recherche peut être fructueux.»

Agenda

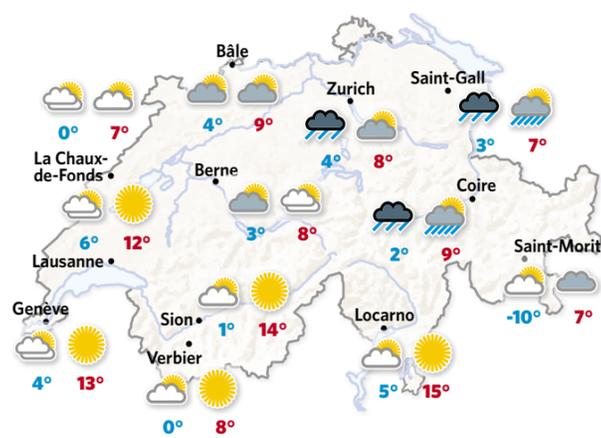
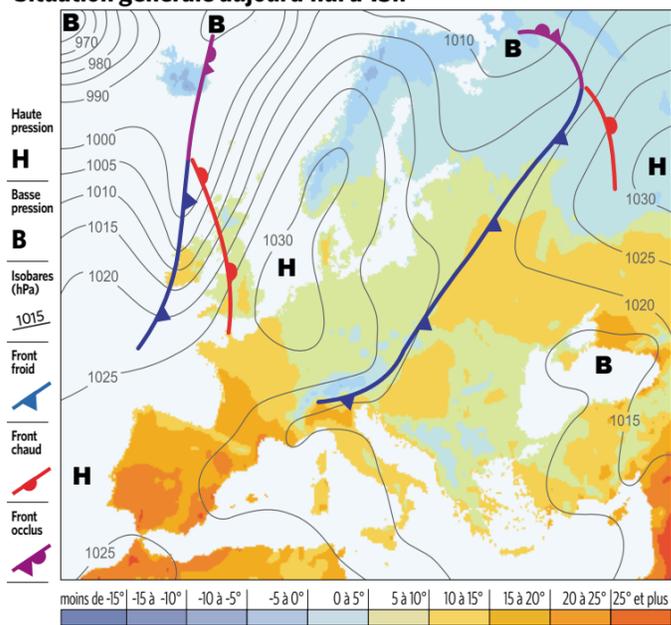
Le nouveau projet de collisionneur du CERN

Les scientifiques du CERN étudient la matière grâce à des accélérateurs de particules comme le grand collisionneur de hadrons (LHC). Frédéric Bordry présente le projet futur du CERN d'un nouvel accélérateur de 100 kilomètres de long atteignant une énergie sans précédent.

«Le CERN prépare son avenir à long terme: un collisionneur circulaire de 100 km peut-il succéder au LHC vers le milieu du siècle?» par Frédéric Bordry. Mercredi 11 mars à 18h30 au CERN (GE). Réservation obligatoire.

Météo

Situation générale aujourd'hui à 13h



Une faible perturbation a traversé le nord des Alpes la nuit dernière. Le ciel sera encore bien nuageux ce matin. Il se dégagera de plus en plus cet après-midi et le soleil s'imposera partout d'ici à ce soir. Une faible bise soufflera sur le Plateau et maintiendra les températures un peu plus fraîches que ces derniers jours. Jeudi et vendredi seront des journées ensoleillées accompagnées de températures printanières. Le temps de la fin de la semaine semble lui encore très incertain.

Ephéméride

Mercredi 11 mars 2015

Soleil
lever: 06h56
coucher: 18h35
3 minutes de soleil en plus

Lune
lever: ---
coucher: 09h39
Lune: décroissante
taux de remplissage: 74%

Prévisions à cinq jours

Jour/degré de fiabilité:	Judi	80%	Vendredi	90%	Samedi	60%	Dimanche	50%	Lundi	40%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	1°	11°	0°	11°	0°	7°	-1°	10°	-1°	11°
Limite des chutes de neige:										
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	1°	13°	-2°	13°	-3°	10°	-1°	12°	-2°	13°
Suisse centrale et orientale	0°	9°	-1°	7°	-2°	7°	-2°	8°	-2°	8°
Sud des Alpes	4°	14°	4°	14°	4°	10°	4°	8°	3°	8°
					700 m	700 m	700 m	900 m		

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse
tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 3.- l'appel, fr. 1,50 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

Panorama

Archéologie

Sur la trace des esclaves

Des scientifiques ont utilisé une nouvelle approche pour analyser des traces d'ADN trouvées dans les os de trois esclaves africains du XVIIe siècle découverts sur l'île de Saint-Martin, dans les Caraïbes. Elle a permis de déterminer pour la première fois leur pays d'origine, soit des régions qui appartiennent aujourd'hui au Cameroun, au Ghana et au Nigeria. L'étude a été publiée lundi dans le journal américain *PNAS*. (ATS)

Découverte à Louxor

Des archéologues américains ont découvert dans la ville égyptienne de Louxor une tombe pharaonique vieille de plus de 3000 ans avec des peintures murales en très bon état montrant des scènes de la vie quotidienne et de célébrations, a annoncé mardi le Ministère des antiquités. (AFP)

Santé

Une app contre les tiques

Une nouvelle application développée par la Haute Ecole zurichoise des sciences appliquées (ZHAW) aide à prévenir et traiter correctement les piqûres de tiques. Elle contient notamment une carte des dangers ainsi qu'un suivi des symptômes. Elle est disponible pour iPhone et iPad. L'activité des tiques débute en mars. (ATS)

Neurosciences

Narcissisme des bambins

Les enfants à qui leurs parents disent qu'ils sont spéciaux ont davantage tendance à devenir narcissiques, selon une étude publiée lundi dans la revue *PNAS* et destinée à découvrir les origines de l'égoïsme extrême. Les scientifiques ont observé les comportements de 565 enfants aux Pays-Bas durant une année et demie et décortiqué les habitudes de leurs parents. (AFP)

Découverte récompensée

«The Brain Prize», doté d'un million de francs, a été attribué aux quatre inventeurs d'une technique révolutionnaire, la microscopie à deux photons, permettant d'observer les tissus cérébraux vivants. Il s'agit du prix le mieux doté en neurosciences. (ATS)

Animaux

Le lion d'Ethiopie menacé

Le lion d'Abyssinie (région d'Ethiopie), célèbre pour sa crière noire, est aujourd'hui menacé par la destruction de son habitat et chassé par la pression démographique d'une population qui augmente de quelque deux millions d'habitants tous les ans. (AFP)



Chocolat

Lindt & Sprüngli s'inquiète pour son approvisionnement en cacao Page 16



Banque

Face au franc fort, Lombard Odier va continuer à investir à l'étranger Page 17

SMI
9023,71 -0,26%
Dollar/franc **0,9965** ↑Euro/franc **1,0680** ↓Baril Brent/dollar **56,61** ↓Once d'or/dollar **1162** ↓

«La fin du secret bancaire pousse à être innovant»

> **Banque Ariane de Rothschild a repris la direction de la banque Edmond de Rothschild**

> **Elle poursuivra la transformation de l'établissement basé à Genève**

Propos recueillis par **Stéphane Benoit-Godet et Mathilde Farine**

En fonction depuis début février, Ariane de Rothschild détaille la stratégie du groupe Edmond de Rothschild et analyse les perspectives de la place financière suisse. L'établissement basé à Genève publiait mardi soir ses résultats pour l'année 2014.

Le Temps: Vous êtes entrée en fonction comme présidente du comité exécutif du groupe au début du mois de février. Pourquoi ce changement?

Ariane de Rothschild: J'ai été longtemps vice-présidente du conseil d'administration et j'étais déjà proche de la banque par goût et par ma formation dans la finance. C'est le rôle d'un actionnaire familial d'être proche de son cœur d'activité. Avec les transformations en cours dans la banque et sur la place financière, nous avons ressenti, avec mon époux Benjamin, le besoin de nous rapprocher encore davantage. Cela donne des signaux forts de stabilité de l'entreprise et d'engagement de l'actionnaire. C'est important aussi de montrer aux équipes que nous sommes présents à leurs côtés.

– La banque avait lancé un plan stratégique 2013-2016. Qu'en est-il aujourd'hui?

– Le plan, qui consistait à organiser nos différentes banques en un groupe cohérent et instaurer des



Ariane de Rothschild: «Toutes les banques se trouvent face à des défis importants.» ARCHIVES

systèmes de contrôle de risque plus sûrs encore, est en grande partie abouti. Il est évident que lorsque l'on regroupe des entités qui ont l'habitude d'être très indépendantes, cela n'est pas toujours simple. Aujourd'hui, nous dépassons ces questions d'organisation et nous amorçons une nouvelle phase de développement du groupe Edmond de Rothschild.

– Vous remplacez Christophe de Backer, qui avait lancé les transfor-

mations de la banque. Est-ce que ce travail est achevé? D'où son départ?

– Toutes les banques se trouvent face à des défis importants. Et je ne parle pas que des établissements suisses. Il ne s'agit pas seulement des enjeux réglementaires, mais aussi de l'évolution de la relation avec le client ou de la révolution numérique. Les transformations peuvent déstabiliser les équipes, il faut être à leurs côtés. Nous avons beaucoup investi dans quelques grands chantiers, comme l'infor-

matique, qui n'est pas qu'une question de support et qui est fondamentale pour déterminer l'approche que nous privilégions avec les clients. Prenez les nouvelles générations, à l'évidence, elles ne fonctionnent qu'avec Internet et sur mobile.

– Ce départ a surpris et beaucoup de démissions ont été enregistrées, les changements ont-ils été mal perçus? Etes-vous intervenue pour stabiliser la situation?

– Comme toujours, les changements sont agréables pour une moitié de la population et désagréables pour l'autre. Il faut être capable de s'adapter et de se remettre en question. Nous faisons aujourd'hui partie d'un monde où changer vite est une nécessité. Ici, la place financière vit un changement culturel très important et elle doit achever sa conversion à la transparence.

– Où en êtes-vous dans la régularisation de vos clients?

– S'agissant de la nouvelle clientèle, il n'est évidemment plus concevable d'accepter des clients qui ne seraient pas en règle mais c'est déjà vrai depuis plusieurs années. L'échange automatique d'informations qui entrera en vigueur pour la Suisse en 2018, et dès 2017 pour d'autres entités du groupe, ainsi que les programmes d'amnistie fiscale nous permettent d'accompagner nos éventuels clients existants qui en auraient besoin dans leur processus de régularisation.

– Qu'avez-vous pensé des révélations sur les pratiques de HSBC provenant des SwissLeaks?

– Ces révélations mélangent plusieurs aspects, notamment fiscaux, réglementaires mais également de blanchiment. Pour les premiers, on juge rétroactivement des pratiques qui n'étaient pas répréhensibles à ce moment-là. Cette façon de sortir les éléments de leur contexte pose problème. Cela dit, les cas de blanchiment, s'ils sont avérés, sont très étonnants.

– Comment voyez-vous l'évolution de la place suisse?

– Il faut aujourd'hui réinventer le modèle, parce que beaucoup de clients venaient en Suisse pour des raisons fiscales. Mais c'est une bonne chose de devoir changer. Le secret bancaire pouvait créer une panne intellectuelle car il était alors moins vital de savoir attirer les clients, de présenter des performances extraordinaires ou d'être créatifs dans les produits à offrir. Ces changements nous poussent à être innovants. Je viens d'un univers de salle de marché, où on est jugés sur nos performances, notre qualité, notre créativité. Je suis confiante en notre capacité, ici à Genève, à créer une nouvelle dynamique. Le secteur en est capable, mais un gros effort de remise en question est nécessaire.

– Vous mentionnez l'adaptation à l'ère digitale. Concrètement, qu'est-ce que cela signifie pour la banque?

– La technologie est un sujet prioritaire et nous y travaillons activement. Nous avons besoin d'un système informatique qui nous permette de nous adapter aux besoins des clients. Nous réfléchissons par exemple à ce que nous pourrions rationaliser. Il existe des acteurs efficaces dans ce domaine qui pourraient nous accompagner.

– Les excédents de fonds propres sont-ils déposés à la BNS?

– Oui, en partie, et l'impact des taux d'intérêt négatifs se fera sentir en 2015. Il y a un sentiment partagé par la majorité des banques privées suisses que cette mesure est injuste et n'affecte pas toutes les catégories de banques de la même manière. Ceci pourrait conduire vers une concurrence inéquitable dans notre pays. Et pourrait même mettre en péril une partie du modèle suisse de banque privée.

– Envisagez-vous des acquisitions?

– En Suisse, il n'y a plus tellement d'opportunités mais nous regardons cependant les possibilités ici ou à l'international parce que l'environnement est favorable et que nous avons un bilan sain et solide.

– Quelles sont les perspectives pour 2015?

– En 2015, le métier de gérant de fortune continuera à être confronté à un environnement très exigeant. Nous avons de grandes ambitions internationales, en Afrique et en Asie. A l'échelle du groupe, nous ouvrons un bureau à Pékin dans les prochaines semaines pour faire de la gestion d'actifs. Nous continuons d'ailleurs de développer ce segment dans toutes nos implantations, en Suisse, à Paris, à Londres et au Luxembourg.

Une année 2014 en «demi-teinte»

Mardi soir, la banque Edmond de Rothschild (Suisse) a publié un bénéfice net en baisse de 16% à 63,2 millions de francs pour l'année 2014, en raison «d'éléments exceptionnels». Pour Ariane de Rothschild, ces résultats sont «en demi-teinte». Elle s'est dite satisfaite, notamment de la hausse des actifs sous gestion de près de 1% à 109 milliards de francs. Sans une cession en Italie, la hausse aurait été de 4,3%. Elle souligne également l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et le maintien d'un dividende stable (56,25 millions de francs) «dans un contexte de transformation». En outre, notre groupe est solide, avec un ratio de fonds propres de 32%. Cela correspond à un excédent de fonds propres de 700 millions. Concernant les effectifs, la banque, qui emploie 2800 personnes, dit «continuer à recruter des gérants de fortune».

M.F. et S.B.-G.

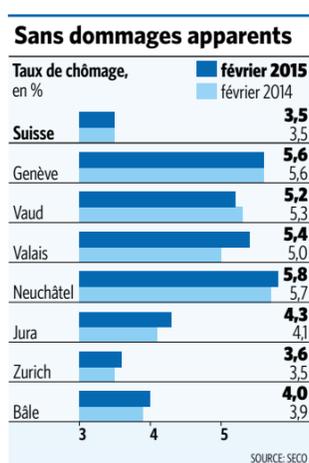
Le marché du travail résiste au franc fort

> **Emploi** Le chômage est stable et les intentions d'embauche progressent. Pour l'instant

La vague de licenciements n'a pas eu lieu. A en croire les chiffres du chômage publiés mardi par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), les entreprises suisses attendent de mieux connaître les conséquences de l'abandon du taux plancher, le 15 janvier dernier, et de l'envol du franc qui s'en est suivi, pour prendre d'éventuelles décisions sur l'emploi.

Il y a bien eu quelques annonces de suppressions de postes, chez Manor, EgoKiefer ou encore chez Straumann. Mais en moyenne suisse, le chômage stagne, à 3,5% en février. Le nombre de chômeurs a même diminué, passant sous la barre des 150 000 personnes. Cette stabilité n'est pas surprenante, selon Yves Flüchiger. «Les entreprises touchées par le renchérissement du franc ont vite réagi, en ayant recours au chômage partiel», analyse le professeur d'économie à l'Université de Genève, cité par l'ATS.

Par rapport à février 2014, par contre, les chômeurs sont plus nombreux, de 662 personnes exac-



tement. Soit une progression de 0,4%. Cette hausse annuelle, qui exclut les variations saisonnières, «peut montrer que la situation se détériore», ajoute Yves Flüchiger.

Le chômage partiel plébiscité

Credit Suisse note aussi des signes d'une pression à venir, à partir d'informations sur le chômage par-

tiel. Le Seco indique en effet que les réductions d'heures de travail (RHT) approuvées, donc non encore effectives, s'élèvent à 878 000 en février. Elles concernent 11 400 travailleurs. Ce sont quelque 150 000 heures de plus qu'en décembre qui pourraient ne pas être travaillées – et remboursées par l'assurance chômage. Et le chômage partiel pourrait concerner 4000 personnes de plus qu'il y a deux mois, lorsque le taux plancher prévalait encore.

Le recours aux dites RHT suffirait-il pour empêcher le chômage d'augmenter? Economiesuisse ne s'attend en tout cas pas à une hausse massive du nombre de chercheurs d'emploi. Pour l'ensemble de 2015, l'organisation s'attend à un chômage de 3,7%.

Le baromètre Manpower, également publié mardi, indique quant à lui que les perspectives d'embauche sont à nouveau positives. Sur les 750 employeurs interrogés entre le 14 et le 27 janvier, 11% prévoient une hausse de leurs effectifs, 5% une baisse et 82% n'envisagent

aucun changement. La prévision nette d'emploi, après correction des variations saisonnières, atteint +4%, soit une hausse de 6 points par rapport au trimestre précédent. «Sachant que l'enquête a été menée après l'abandon du taux plancher, il est particulièrement réjouissant de constater un tel optimisme», réagit Patrick Maier, le directeur général de Manpower Suisse, cité dans le communiqué. Mais il reste prudent. Et attend de voir les répercussions réelles du franc fort sur les affaires des entreprises.

Effets monétaires atténués

Mardi toujours, BAK Basel est lui aussi venu souffler un vent d'optimisme. L'institut conjoncturel bâlois a revu à la hausse ses prévisions pour l'économie suisse. En 2015, la croissance devrait atteindre 1%, alors qu'un recul de -0,2% avait été pronostiqué en début d'année. Grâce, notamment, à des effets monétaires favorables en zones euro et dollar, «le renforcement du franc aura un impact plus modéré que prévu.» **Servan Peca**

L'histoire

«Le patron a viré tout le monde, le personnel sort protester»

Ce ne devait être au départ qu'un «modeste» débrayage. Mais un signal clair de mécontentement lié à des mesures jugées drastiques pour contrer le franc fort (travail gratuit le samedi, soit un prolongement des horaires hebdomadaires de trois heures, paiement des salaires en euros et baisse généralisée des salaires de 10%), décidées par leur employeur. Un comportement illégal aux yeux des syndicats. Mais justifié, selon Mecalp Technology, sous-traitant automobile qui exporte 100% de sa production dans l'Union européenne.

Mardi, le conflit social annoncé la veille chez cette filiale genevoise du groupe français Bontaz-Centre, l'un des leaders européens du décolletage et de l'équipement pour voitures, a pris une dimension inattendue. «Le patron a viré tout le monde, le personnel sort protester», signale le matin même, via un texto, le syndicat Unia.

De simple pause d'avertissement, la grogne d'une quarantaine de salariés – sur un total de 50 collabo-

rateurs, en majorité des frontaliers – de cette unité genevoise s'est muée en première grève de Suisse romande liée à l'abandon du taux plancher.

Injoignable toute la journée de mardi, Mecalp Technology avait prévenu la semaine passée ses effectifs qu'en cas de refus d'adapter leurs contrats de travail aux nouvelles contraintes du marché, elle n'hésiterait pas à congédier tout le monde. Mesure extrême qu'elle n'a finalement pas mise en œuvre. Quoique l'entreprise sise à Meyrin ait tout de même licencié hier trois personnes. Avant de les réintégrer, sous la pression de sa base.

Autre effet de ce bras de fer: le retrait de tous les changements contractuels anti-franc fort souhaités, sauf les trois heures de travail supplémentaires par semaine. Les partenaires sociaux continuent de négocier. Unia évoque carrément l'usage d'un fonds d'aide cantonal (crédit temporaire ou cautionnement d'emprunts), encore en devenir. **Dejan Nikolic**

Innovation Forum veut soutenir les idées qui bouleversent les habitudes

> Conférence
L'association lance sa première antenne suisse à Lausanne

> Les prototypes des start-up Flatev et Nanolive pourraient générer des ventes conséquentes

Ghislaine Bloch

Plus de 300 participants ont assisté hier à la première conférence de l'Innovation Forum qui s'est tenue au Rolex Learning Center à l'EPFL. Cette association a annoncé le lancement de sa première antenne en Suisse. Fondée en 2012 à Cambridge, cette organisation en compte déjà 12 en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Elle regroupe des chercheurs et des entrepreneurs bénévoles. «Plus de 100 000 experts en font partie, précise Manuel Fankhauser, président de l'Innovation Forum Lausanne. Nous cherchons à promouvoir l'innovation en construisant des passerelles entre les start-up, les universités, les industries, les investisseurs et les décideurs politiques.»

L'association, qui s'adresse aux fondateurs de start-up mais également aux chercheurs, prend pied dans la capitale vaudoise avec pour ambition de renforcer davantage la position de Lausanne comme plaque tournante de l'innovation. Elle souhaite se démarquer des autres programmes de soutien aux jeunes entreprises. «Notre avantage est d'apporter un environnement neutre et une autonomie aux



Un appareil à tortillas, développé par la start-up zurichoise Flatev. Une capsule contenant une farine au choix est insérée dans une machine qui délivre en moins d'une minute une crêpe mexicaine. ARCHIVES

esprits innovants. En outre nous fournissons un accès à un réseau international», souligne Manuel Fankhauser, qui s'appuie sur une équipe de 12 personnes pour faciliter la vie des start-up. L'association peut également compter sur l'appui financier de Novartis ou encore de VenturLab.

Le réseau Innovation Forum cherche aussi à accélérer l'apparition d'innovations dites de rupture sur la scène mondiale, celles capables de créer de nouvelles habitudes de consommation et aptes à révolutionner un marché existant.

A l'exemple d'Airbnb dans l'hôtellerie, d'Uber pour les services de transport ou de l'iPhone dans la téléphonie mobile. Hier, à l'oc-

casée au thème de «l'innovation de rupture pour un avenir durable», deux start-up suisses ont été invitées: Nanolive et Flatev.

«La vraie innovation, c'est un état d'esprit que l'on doit encourager par l'éducation»

La société lausannoise Nanolive va commercialiser des microscopes novateurs, capables d'observer ce qui se passe à l'intérieur d'une cellule vivante avec une résolution de 70 nanomètres.

«Nous franchissons la limite théorique en matière de résolution, établie à 250 nanomètres», explique Yann Cotte, cofondateur de la start-up. Jusqu'à présent, il n'était pas possible d'observer, avec une telle résolution, une cellule vivante sans l'endommager. La start-up vise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs d'ici à cinq ans.

Tout autre type d'innovation de rupture, celle de Carlos Ruiz. Il s'est inspiré des machines Nespresso pour développer un appareil délivrant non pas du café mais des tortillas. Une capsule contenant une farine au choix est insérée dans une machine qui délivre en moins d'une minute une crêpe mexicaine. Pour mener à

bien son projet, il a créé la start-up zurichoise Flatev avec Louis Frachon et Jonas Müller. La société possède aujourd'hui un bureau dans le Delaware aux Etats-Unis. L'appareil, qui n'est pas encore commercialisé, devrait coûter aux environs de 290 dollars. Et chaque capsule sera vendue à 0,9 dollar, selon les informations données par la société de neuf personnes sur son site. «Nous avons déjà enregistré des précommandes», note Carlos Ruiz, dont le prototype vise un marché estimé à 10 milliards de dollars rien qu'aux Etats-Unis. Reste toutefois à trouver un distributeur.

«Pour déboucher sur une innovation de rupture qui aura un impact sur la société, il faut dépasser une vision de laboratoire, sortir de son cadre et s'entourer de personnes complémentaires, estime pour sa part Adrienne Corboud Fumagalli, vice-présidente de l'EPFL pour l'innovation et le transfert technologique. La vraie innovation, c'est un état d'esprit que l'on doit encourager par l'éducation de nos étudiants et chercheurs. Il s'agit de valoriser la prise de risque sans stigmatiser l'échec.»

La spécialiste de l'innovation cite comme exemple le système de reconnaissance vocal Siri, issu d'une recherche conjointe entre des chercheurs du Stanford Research Institute et de l'EPFL. Le système a été racheté par Apple en 2010. Elle évoque également le langage de programmation Scala, né dans les laboratoires de l'EPFL grâce à Martin Odersky, qui a fondé la start-up Typesafe. Aujourd'hui, Twitter, LinkedIn ou des sites de trading utilisent ce langage. «En Suisse, la peur de l'échec domine encore. Et lorsqu'une technologie rencontre un certain succès, elle est encore trop souvent rachetée», regrette Adrienne Corboud Fumagalli.

La famille Bertarelli investit dans l'IT

> Capital Waypoint injecte 150 millions dans SimpliVity

Marie-Laure Chapatte

Visiblement séduit par un produit implémenté à l'interne, Waypoint Capital a injecté 150 millions de dollars dans la société américaine SimpliVity. De son siège de Genève, l'organisme en charge des investissements de la famille Bertarelli a mené ce tour de financement, qui a permis une levée de fonds de 175 millions de dollars, a-t-il indiqué dans un communiqué de presse mardi. A ce jour, l'ensemble de l'investissement dans la start-up s'élève à 276 millions de dollars. En 2013, Swisscom Ventures avait déjà investi dans cet acteur qui se positionne sur l'hyper-convergence, visant à simplifier la gestion automatisée des infrastructures IT.

Valorisation de 1 milliard

Aujourd'hui, la société de Westborough, dans le Massachusetts, qui a lancé sa plateforme il y a moins de deux ans – en avril 2013 pour être précis – est évaluée à 1 milliard de dollars. L'an dernier, elle a vu ses revenus annuels progresser de plus de 500%.

Avec cet investissement, Waypoint Capital innove. En effet, la stratégie de la famille Bertarelli se concentrait sur les sciences de la vie et des actifs traditionnels, comme l'immobilier. Mais cela change, comme le confirme le responsable des opérations (COO), Stefan Meister: «La technologie représente un nouveau domaine pour Waypoint, mais cet investissement démontre avant tout que nous restons toujours ouverts à de nouvelles opportunités et faisons preuve d'esprit d'entreprise lorsque nous les saisissons. Cet investissement tire profit de certains talents et expériences que nous avons à disposition dans notre équipe.»

Bourses

Actions suisses

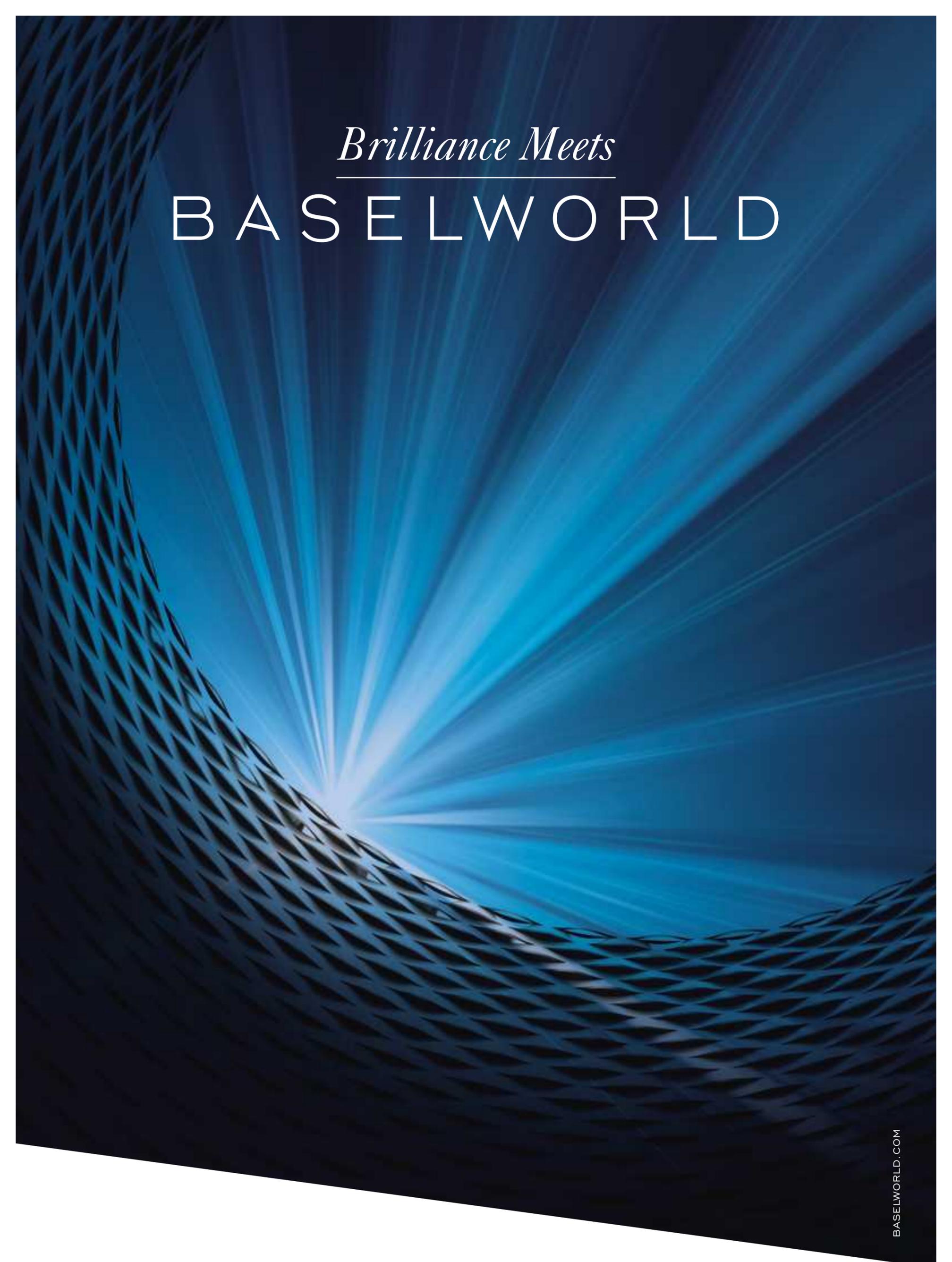
Titre	Cours clôture	Cours préc.	Vol.	Extrêmes 12 mois	Bas	Var. %
ABB LTD N	20.24	20.41	7390646	23.35	16.75	-4.2
ACTEUION N	110.3	111.1	674566	125.1	80.6	-4.3
ADDEX PHARMA N	3.18	3.3	302540	5.24	1.28	37.0
ADECCO N	75.55	74.85	990304	79.8	56.6	9.7
ADVAL TECH N	159.5m	179.1	—	218.7	163.6	-11.0
ADVANCED DIGITAL N	15.2	15.2	275	15.8	11	-1.6
AEVIS Holding	43.7	43.7	1243	45.05	30	-2.8
AFG ARBONIA N	17.55	18.25	62142	30.2	15.55	-28.8
AIREIS N	1.17	1.16	12100	1.8	1.05	-10.6
ALLREAL N	141.9	143.6	23552	150.2	120.2	3.5
ALPHA PET N	0.05	0.05	212500	0.18	0.04	-37.5
ALPIQ HOLD.	70	70	2256	129.5	57	-22.2
APG SGA N	367.75	367.75	769	369.75	269	26.8
ARVIZTA N	76.1	77.25	195668	88.65	64.4	-1.1
ASCOM N	16.1	16.25	136849	18.85	11.45	5.5
BACHEM N-B	46.7	47.6	1446	52.6	41.55	-4.6
BALOISE N	128.7	129.8	172641	131.2	101.6	0.7
BARRY CALLEBAUT N	951	967	8422	1250	857	-6.9
BASELAND KB BP	895	895	156	961	885	-0.0
BASILEA PHARMA N	114.1	119.6	170093	125.5	79.75	23.8
BASLER KB BP	69	69.5	5638	80.1	60	7.7
BB BIOTECH N	312.75	314.75	52905	320.5	132.1	32.4
BELIMO N	2191	2254	101	2540	1950	-5.1
BELL SA N	2339	2325	211	2575	1950	-4.4
BELLEVUE GROUP N	15.3	15.4	14423	16.45	11.65	6.9
BERNER KB N	203.9	203.9	2747	219.5	173.5	12.3
BC COOP P	42.15	43	7290	45.65	40	-1.0
BK LINTH N	527	530	111	533	455.5	3.0
BNS N	1034	1035	37	1150	980	-2.4
BOBST GROUP N	29.55	30.05	8686	47.4	26.55	-23.0
BONDPARTNERS P	777.5m	720	—	900	650	-2.8
BOQUE ROTHSCHILD P	13800	14000	8	16500	13495	-9.6
BOQUE CANT. GE P	230	230	303	231	208	7.4
BOQUE CANT. JU P	64	62	650	67.9	58	7.5
BOQUE CANT. VD N	540	543	6541	559	472.75	0.1
BUCHER N	234.2	241	32847	317	215.2	-5.9
BURKHARDT N	362.5	367	5203	487	266	-4.7
CAUIDA N	41.7	40.85	5826	41.75	30.6	13.1
CHARLES VOEGELE P	14	14.15	26882	18.9	10.25	11.1
CICOR TECH N	35.35	35.4	6504	38.9	31.55	-0.5
CIE FIN TRADITION P	45.3	46	3480	52	36	7.3
CLARIANT N	17.39	17.47	1447470	18.8	13.5	4.0
COMET N	680	690	798	717.5	463.5	5.2
CONZETTA P	3354	3380	175	3803	2251	-0.9
CPH CHEMIE&PAPIER	990	995	1	1265	925	-12.3
CS GROUP N	25	23.2	2650193	29.75	18.57	-0.3
CYTOS BIOTECH N	1.1	1.19	1845014	3.1	0.09	378.2
DAEWYLL P	131	130.5	10578	147.2	102	2.5
DUFRY N	130.8	134.7	292789	168	120.5	-12.2
EFEG INTL N	11.2	11.4	116620	11.95	8.61	-3.4
EMMI N	333.25	338	2955	390	274.25	-5.0
EMS-CHEMIE N	410	416	23714	426.5	314	1.5
ENERGIEDIENST N	28.4	28.4	2091	33.75	25.4	-8.2
EVOLVA N	1.67	1.69	8566745	1.77	1.07	26.5
FEINTOOL N	88.55	90	3509	108	74.25	-13.0

de cours sur www.letemps.ch

Titre	Cours clôture	Cours préc.	Vol.	Extrêmes 12 mois	Bas	Var. %
FISCHER N	693.5	701	15969	727.5	494.8	10.2
FLUGHAFEN ZUERICH N	682	685.5	8750	696.5	537.5	2.3
FORBO N	991	1010	2230	1082	758.5	-0.3
GALENICA N	817	832.5	49653	954	694	3.1
GAM N	18.55	18.65	489036	18.7	14.45	3.0
GATEGROUP N	30.65	30.65	158691	31.8	17.9	7.9
GEBERIT N	352.2	342.3	226603	362.2	271.7	4.0
GIVAUDAN N	1802	1803	29798	1948	1303	0.5
GOTTTEX FUND MAN	1.1	1.07	2904	2.38	0.97	-24.1
GRUBUEND KB BP	1499	1504	137	1552	1170	7.0
GRUPE MINOTERIES	320	322	70	380	297	-5.8
HELVETIA N	493.5	496.75	16632	505	402.5	4.1
HIAG IMMOBILIEN	90.5	90.5	950	80	75.4	8.4
HOLCIM N	73.6	75	1782722	86.05	56.5	3.1
HUBER+SUHNER N	44.45	43.5	34885	52.45	38.45	-6.2
HYPOBK LENZBURG N	4280	4300	13	4345	3980	2.8
IMPLENIA N	65.25	66.4	85534	68.35	47.3	12.9
INFRANOR P	—	16	—	35	15	0.0
INTERSHOP P	383.75	381.5	356	393	329.5	7.7
JULIUS BAER N	45.29	45.33	566278	46.56	33.77	-1.1
KABA N	663.5	574	15838	584.5	396.25	12.1
KUELSKI P	12.1	12.45	9151	16.7	10.05	0.0
KUEHN & NAGEL N	142.3	142.7	135727	144	113.2	5.1
KUONI N	346	347.75	11900	415	217.7	14.8
LECLANCHE N	4.09	4.22	5923	7.59	3.44	-15.3
LEM HOLDING N	781	781	127	827	626	5.8
LEONTIUM N	321.75	326.25	29796	328.25	146.51	34.0
LIECHT LANDESBK P	38.25	38.5	8116	43.5	35.25	-4.3
LINDT & SPRUN N	61695	63300	130	63710	49500	7.9
LINDT & SPRUN BP	5205	5340	2688	5375	4132	5.5
LOEB BP	190	188	30	192.5	163	4.1
LOGITECH N	13.45	13.5	952277	14.7	10.5	0.0
LONZA N	123.6	124.4	220560	125.8	81.25	10.1
LWZERNER KB N	352.5	354.25	1447	366	340.5	0.4
MCH GROUP N	65.9	65.95	628	69.05	58.25	1.6
METALL ZUG N	2461	2485	110	2700	2218	2.3
MEYER BURGER N	6.31	6.42	800731	18.8	4.44	-2.1
MICRONAS N	6.14	6.3	29538	8.2	5.4	8.0
MIKRON N	6.16	6.2	2075	9.9	6.12	-12.6
MOBILEZONE P	11.85	11.9	42408	12	8.65	12.3
MOBIMO N	218.5	216.6	12135	228.8	182	9.6
NATIONAL VERS N	82.1	82.5	98	90	55.5	-1.0
NESTLE N	75.3	75.9	5294836	76.3	63.85	3.2
NOBEL BIOCARE N	17.6	17.25	1996	18.45	11.85	2.9
NORINVEST N	2.89	2.9	550	4.2	1.76	3.5
NOVARTIS N	95.7	96.4	6413426	99.75	70.85	3.6
OC OERLIKON N	11.7	11.95	819475	15.4	10	-6.4
ORASCOM DEV N	14.25	14.5	19489	22.1	12.2	-21.0
ORELL FUSSLI N	86.5m	87	—	110	81	-6.7
PANALPINA N	136.2	136.8	49161	149.2	109.2	2.0
PARGESA P	70.45	71.15	47006	82.95	62.6	-8.5
PARTNERS GROUP N	290.25	291.5	63366	299	217	0.2
PERFECT N	0.08	0.08	38450	0.14	0.07	0.0
PERROT DUVAL P	63.5m	61	—	100	50.5	-16.4
PHOENIX P	484.75	478	1342	590.5	381.75	5.3

Plus

Titre	Cours clôture	Cours préc.	Vol.	Extrêmes 12 mois	Bas	Var. %
PRECIOUS WOODS N	—	3	—	6.66	1.76	0.0
PSP SWISS PROP N	90.65	91.8	155829	99.75	76.75	5.6
PUBLICGROUPE N	213m	212.1	—	225	103	1.0
REPOWER BP	71.05	73.35	129	104	67.7	-20.6
RICHEMONT P	82.5	83.35	1569936	94.75	68.8	-7.0
RIETER N	147.6	151	12235	229.8	117	-10.8
ROCHE BJ	259.2	259.5	2059692	295.8	238.8	-3.9
ROCHE P	259	262.25	44041	290</		



Brilliance Meets
BASELWORLD

Une fenêtre unique sur l'univers de l'horlogerie et de la bijouterie,
où les acteurs-clés de la branche dévoilent leurs dernières créations et innovations.
Vous aussi, laissez-vous immerger dans le monde de la passion, de la précision et de la perfection.

19 – 26 MARS 2015

Sous pression, Willemin-Macodel lance un nouveau centre d'usinage

> Machines-outils
Le fabricant jurassien doit améliorer ses marges suite à la fin du taux plancher

> Pour séduire les horlogers, il commercialisera un nouveau centre d'usinage à Bâle

Marie-Laure Chapatte

«C'est clair que nous ne serons pas en croissance cette année, mais pour l'heure, nous maintenons tous nos investissements dans les produits, marchés et les mesures d'améliorations structurelles.» Olivier Haegeli est déterminé. Il a repris l'entreprise familiale Willemin-Macodel, avec son frère Patrick, il y a quelques années. Aujourd'hui, ce financier apprend à vivre avec «un franc super-fort». Basé dans la zone industrielle de Delémont, le fabricant de machines-outils haut de gamme fait face au renchérissement brutal de la monnaie helvétique. «Il était déjà difficile de combattre en Europe face aux concurrents japonais et allemands, alors imaginez combien la pression s'est encore accentuée», souligne-t-il.

Concrètement, la bagarre se situe au niveau des prix. La spécificité des solutions d'usinage apportées aux clients permet de les défendre. Mais cela ne fait pas tout. Chaque société doit trouver ses recettes. Ainsi, les dirigeants de la PME delémontaise veulent flexibiliser le travail, voire augmenter – ne serait-ce que provisoirement – le temps passé à l'usine, actuellement de 40 heures par semaine. Car les commandes sont là.

Comme ces dernières années, l'entreprise compte bien livrer entre 130 et 150 machines cet exer-



Olivier Haegeli, directeur de l'entreprise familiale basée à Delémont, concède avoir accru les achats dans la zone euro pour amortir le choc de la force du franc. DELÉMONT, 25 FÉVRIER 2015

cice et réaliser un chiffre d'affaires de plus de 80 millions de francs [montant non confirmé par la société]. «Si la Chine constitue notre premier marché d'exportation, la Russie, notamment pour l'aéronautique, enregistre de beaux succès. Nous avons également des bons retours du marché américain en ce début d'année», détaille le directeur.

Pour faire face, sa recette passe principalement par l'innovation et le travail sur les marges. Et dans le domaine des machines-outils, la création se matérialise par un nom de machine un peu abscons pour le néophyte. Voici le centre d'usinage 3 axes 701S, qui sera présenté au Salon mondial de l'horlogerie Baselworld, dès le 19 mars. «C'est un investissement de plusieurs années et avec de nombreux zéros», indique Olivier Haegeli, en nous présentant la machine, dont l'emprise au sol dépasse à peine le mètre carré. «Son architecture parallèle

lui confère une dynamique très élevée pour l'usinage de pièces dans les tolérances du micron. Nous avons également réalisé le développement du soft [la commande pour piloter la machine] à l'interne afin d'accélérer la prise en mains.»

«Si la Chine constitue notre premier marché d'exportation, la Russie enregistre de beaux succès»

Sa consommation a également été réduite à l'utilisation d'un sèche-cheveux. Les performances de la machine permettent d'obtenir des qualités de surface très élevées, d'où l'intérêt pour l'horlogerie. «Ce secteur est déjà très bien équipé, note le directeur, donc il faut lui amener des solutions qui accrois-

sent vraiment sa productivité pour être entendu.» Pour montrer une partie de son potentiel, la 701S réalise une opération de perlage sur un cadran. Le comble? Pour réaliser une illusion parfaite, elle devrait être un peu moins précise, à l'image de ce que ferait la main d'un homme.

Forte de 220 collaborateurs dans la capitale jurassienne, dont une dizaine d'apprentis, et d'une soixantaine à l'étranger, cette PME familiale est toujours indépendante. Pour rester dans la course, elle veut encore améliorer ses marges. «Nous avons toujours fait de l'assemblage et c'est vrai qu'en termes d'approvisionnement, nous avons accru nos achats dans la zone euro», indique Olivier Haegeli. Un travail de réorganisation des flux dans l'usine est également en cours afin de gagner de précieux mètres carrés. Car il est clair que, pour l'heure, le projet d'extension est gelé.

Lindt & Sprüngli critique le gouvernement ghanéen

> Chocolat Le groupe zurichois dit payer son cacao à un prix «plus élevé que jamais»

Valère Gogniat KILCHBERG

Périodiquement, la question revient sur le devant de la scène: «Le monde est-il bientôt à cours de chocolat?» Probablement pas. En revanche, «le monde est bientôt à cours de cultivateurs de cacao», met en garde un rapport publié par différentes ONG en fin de semaine dernière («Baromètre 2015 du cacao»). Un problème dont le chocolatier zurichois Lindt & Sprüngli, qui présentait mardi ses résultats 2014, se dit «tout à fait conscient».

Les auteurs du document – la Déclaration de Berne (DB), Oxfam, etc. – prédisent que les jeunes générations des pays producteurs de cacao, Côte d'Ivoire et Ghana en tête, «ne sont plus intéressées à rejoindre cette industrie. Le salaire offert ne leur permet pas de vivre.» Selon leurs calculs, le salaire moyen perçu par un agriculteur est de 0,84 dollar par jour au Ghana et de 0,5 dollar en Côte d'Ivoire. La Banque mondiale fixe la limite du seuil de pauvreté à 2 dollars par jour.

Interpellé sur ces questions, le directeur financier de Lindt, Dieter Weisskopf (également chargé de l'approvisionnement), s'est dit «parfaitement conscient de ces problèmes» mais a indiqué que le groupe zurichois payait «des prix plus élevés que jamais» pour le cacao. «Un tiers part dans les poches du gouvernement ghanéen, a-t-il

regretté. Dans un marché parfaitement libéralisé, les jeunes seraient bien davantage tentés d'entrer dans cette industrie.»

La DB juge pour sa part «normal» que le gouvernement perçoive une taxe sur le cacao. «Ce qui n'est pas logique, c'est que la taxe soit payée par les paysans. Les entreprises qui achètent le cacao auraient largement les moyens de s'en acquitter», réagissait Andrea Hüssler. En saluant tout de même le programme de développement durable mis en place par Lindt en 2013 et jugé «crédible».

Création d'emplois en Suisse

En marge de la présentation des résultats (voir ci-dessous), et contrairement aux discours d'autres entreprises, chez Lindt l'abandon du taux plancher n'a pas suscité de longs commentaires. «Il faut dire que notre dépendance à l'euro est moindre, a noté le patron, Ernst Tanner. Et nous, nous ne sommes pas comme ces politiciens qui, depuis un certain temps, répètent sans arrêt qu'il faut optimiser la production et baisser les coûts. Ici, nous le faisons en permanence.» Le chocolatier, qui emploie 1000 personnes en Suisse, n'entend pas baisser les salaires ni augmenter le temps de travail. Au contraire, «nous allons engager entre 40 et 50 personnes en Suisse en 2015», a-t-il promis.

Résultats record, action en recul

«Résultats stupéfiants», «croissance phénoménale»... Mardi, les analystes rivalisaient d'éloges pour qualifier les résultats annuels de Lindt & Sprüngli. Le bénéfice net du chocolatier zurichois a bondi de 13% à 342,6 millions de francs. Malgré les charges liées à la reprise de l'américain Russel Stover (RS), le résultat d'exploitation a décollé de 17,4%, à 474,3 millions de francs. Les ventes ont progressé de 17,4% sur un an pour

atteindre 3,38 milliards de francs (+9,8% en excluant Russel Stover). Malgré ces records et une hausse du dividende de 11,5% à 725 francs, l'action la plus chère de la bourse suisse a terminé la journée en baisse de 2,54% à 61 695 francs. «Le marché est en baisse et il s'agit certainement d'une petite prise de bénéfice. Pas de quoi s'inquiéter», estimait Jean-Philippe Bertschy, de la banque Vontobel. **V. G.**

Panorama

Entreprises suisses

Profit record pour Geberit
Malgré un environnement économique difficile, Geberit a affiché une rentabilité record au terme de l'exercice 2014. Avec des ventes en hausse, le spécialiste saint-gallois des techniques sanitaires a dégagé un bénéfice net de 498,6 millions de francs, 14,4% de plus qu'un an auparavant. Le résultat net est le meilleur jamais réalisé depuis que Geberit est entrée en bourse, en 1999, souligne mardi l'entreprise établie à Rapperswil-Jona (SG) dans un communiqué. (ATS)

Huber + Suhner a fait bondir son bénéfice

Le bénéfice net du spécialiste allemand de la connectivité électrique, Huber + Suhner, s'est amélioré de 82%, à 59,2 millions de francs. Le bénéfice opérationnel, au niveau EBIT, a lui progressé de 34% à 69 millions de francs, a-t-il indiqué mardi. Le chiffre d'affaires, publié en janvier, a lui progressé de 4% sur un an à 749 millions de francs. (ATS)

Peach Property dans les chiffres rouges

Peach Property Holding a plongé dans les chiffres rouges l'an der-

nier. La société immobilière zurichoise a essuyé une perte nette de 10,4 millions de francs, contre un bénéfice de 1,4 million en 2013. Dans son rapport d'activité publié mardi, le groupe explique cette perte par des effets exceptionnels à hauteur de 16 millions dans le cadre de projets luxueux importants arrivant à échéance. (ATS)

Goldbach Group a renoué avec les bénéfices

Goldbach Group a renoué avec les bénéfices en 2014. Le groupe zurichois actif dans le courtage publicitaire a enregistré l'an

dernier un bénéfice net de 2,55 millions de francs, contre une perte nette de 16,1 millions un an plus tôt. La direction s'attend à une amélioration «substantielle» du bénéfice en 2015. (ATS)

Aevis progresse grâce à une acquisition

Aevis a fait bondir son chiffre d'affaires en 2014 grâce à l'intégration du groupe hôtelier de luxe Victoria-Jungfrau Collection. La holding fribourgeoise, qui regroupe notamment les cliniques Genolier, a accru ses revenus de 19,1% sur un an à 541,4 millions de francs. (ATS)

Galenica s'offre une énième progression

Galenica a accru l'an dernier son bénéfice pour la 19e fois consécutive. Le groupe bernois actif dans la santé a vu son bénéfice net après minoritaires progresser de 10,4% à 284,5 millions de francs. Avant déduction des intérêts minoritaires, le bénéfice ressort à 312 millions de francs, en hausse de 5,3%, a indiqué mardi Galenica. Au niveau opérationnel, le résultat avant intérêts et impôts (EBIT) a augmenté de 0,7% à 370,2 millions. Le chiffre d'affaires s'est étoffé de 1,7% pour atteindre 3,42 milliards. (ATS)

La banque danoise Jyske Bank quitte le marché suisse

La banque danoise Jyske Bank ferme sa filiale en Suisse. Trentehuit collaborateurs sont concernés par cette décision qui sera effective en 2016. Jyske Bank (Suisse) a son siège à Zurich. Une partie des collaborateurs en Suisse se verra attribuer un poste au sein du groupe, a indiqué mardi la banque sur son site internet dans un communiqué repris par la *Neue Zürcher Zeitung*. Il n'est plus rentable d'exploiter des activités internationales de banque privée depuis plusieurs sites, selon elle. (ATS)

PUBLICITÉ

LES TERRASES DU LAC - La Neuveville
nous vendons des appartements en terrasses exclusifs, vue sur les alpes & lac

appartement 4.5 attique / 7 pièces

projet avec trois appartements en haute classe de qualité supérieure

prix de vente: dès CHF 1'450'000.--

PS Immobilien AG/SA
Neumarkstrasse 9
Rue du Marché-neuf 9
2500 Biel/Bienne 3
T:032 325 25 20 F:032 325 25 21
www.psimmo.ch info@psimmo.ch

IMMOBILIEN AG

Divers



Existe-t-il des coffre-forts à la fois élégants et sûrs?

...Oui, chez WALDIS!

Avec 20 ans de garantie contre l'effraction!

www.coffrefort.ch
WALDIS

Ils résistent, c'est garanti!

WALDIS Tresore AG | 1170 Aubonne | Tél. 021 / 807 02 63 | info@coffrefort.ch

«Il y a trop de banques en Europe»

Yves Mersch. Le membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) s'est dit favorable mardi à une consolidation du secteur bancaire en Europe pour répondre aux défis auxquels il fait face. «Une manière pour les banques d'augmenter leurs profits sans cesser leurs investissements passe par des gains en matière d'efficacité. Dans ce contexte, je vois une solution simple qui est la consolidation du secteur. Selon la plupart des indicateurs, il y a trop de banques en Europe par rapport à la taille du marché», a souligné Yves Mersch lors d'une journée de débats organisée par *The Economist*. Selon lui, un tel mouvement est



plus facile à réaliser dans l'environnement actuel, avec notamment la mise en place d'un superviseur unique des banques en Europe. Car le risque, a souligné Yves Mersch, serait de voir les banques tenter de restaurer leur rentabilité en restreignant leur offre de crédit, notamment à l'égard des PME. **AFP**

Fonds de placement, opinions d'analystes, OPA du mois... Plus d'infos sur WWW.letemps.ch

SMI	Clôture: 9023,71	Stoxx Europe 600	Clôture: 389,66	S&P 500	18h00: 2052,54	Topix (Tokyo)	Clôture: 1524,75	Obligations, taux à 10 ans	Taux de change
Performance sur 3 mois	+0,03%	Performance sur 3 mois	+14,84%	Performance sur 3 mois	+0,25%	Performance sur 3 mois	+8,38%	Etats-Unis: 2,135% Europe (Bund): 0,233% Suisse (Conf): -0,081%	En francs: 1,0680 Euro: 0,9965 Dollar: 0,9965

«On abandonne un certain luxe pour éviter d'autres mesures»

> Résultats Lombard Odier a enregistré un bénéfice de 120 millions en 2014

> Deux associés évoquent l'avenir de la banque, l'ère des taux négatifs mais aussi la consolidation en cours



Patrick Odier: «Les sorties nettes s'élèvent à 2,5 milliards de francs.»



Hugo Bänziger: «Profiter de la croissance où elle est la plus forte.»

– Dans quelle mesure l'abandon du taux plancher vous affecte-t-il?

P.O.: Le franc fort touche toute l'industrie. Nous devons donc continuer à améliorer l'efficacité opérationnelle et chercher à aligner les coûts et les revenus. Cela signifie que nous allons continuer à investir dans nos implantations à l'étranger. Nous avons une plateforme en Europe, nous devons en profiter. **Hugo Bänziger:** Nous devons repositionner la banque pour profiter de la croissance là où elle est la plus dynamique, et ce n'est pas toujours en Suisse. Dans la gestion d'actifs, nous avons enregistré une croissance rapide ces cinq dernières années, nous avons plus que doublé notre taille. Et 2014 a été la première année où la gestion d'actifs a contribué au bénéfice du groupe.

– Vous avez décidé de répercuter les taux d'intérêt négatifs de la BNS sur vos clients, comment ont-ils réagi?

P.O.: Nous avons choisi de les appliquer à nos clients qui ne sont pas sous mandat, soit ceux qui ont choisi eux-mêmes de rester investis en argent liquide. Cela ne représente qu'une faible proportion car la grande majorité de nos clients, qu'ils soient privés ou institutionnels, viennent chez nous pour investir et non pour déposer leurs liquidités. **H.B.:** Dès que la BNS a pris sa décision, nous avons tout de suite développé des produits pour permettre à nos clients de ne pas rester en cash. Nous avons aujourd'hui cinq solutions d'investissement à leur disposition. Notre métier est de les aider à repositionner au mieux leur portefeuille.

161 milliards de francs sous gestion

Lombard Odier, société anonyme depuis 2014, a publié mardi ses résultats annuels pour la première fois. Sur l'année, l'établissement a dégagé un bénéfice net de 120 millions de francs. Les actifs sous gestion se sont élevés quant à eux à 161 milliards de francs, soit 8,6 milliards de plus qu'une année auparavant. Les revenus opérationnels ont atteint 1,03 milliard pour des charges de 838 millions de francs. «Le ratio charges/produits d'exploitation du groupe

s'élève à 80%, reflétant ainsi la poursuite d'investissements stratégiques continus, une utilisation très prudente du bilan et des volumes transactionnels de la clientèle en baisse», a souligné la banque dans un communiqué. A titre de comparaison, Pictet – autre établissement genevois à avoir changé de statut l'année dernière – a enregistré un bénéfice de 459 millions de francs en 2014 pour 435 milliards d'avoirs sous gestion (+44 milliards). **S. Du.**

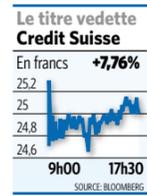
Le Temps: Comment jugez-vous vos résultats?

Patrick Odier: Ils sont conformes à nos attentes. Nous avons poursuivi nos investissements dans nos trois lignes d'activités: la clientèle privée, la gestion d'actifs et les services technologiques et bancaires. Elles sont toutes les trois bénéficiaires. Nous avons continué d'attirer des clients privés, nos produits ont montré de bonnes performances et notre pipeline de clients, intéressés à rejoindre notre plateforme de services bancaires, est encore bien rempli.

– Votre masse sous gestion a augmenté de 8,6 milliards. Que cela représente-t-il en termes d'argent frais?

P.O.: Nous avons eu des entrées nettes de fonds sur la clientèle privée mais des retraits pour ce qui concerne la clientèle institutionnelle. Il s'agit pour l'essentiel de mandats à faibles marges et de clients qui ont choisi de se retirer de fonds monétaires. Au final, les sorties nettes s'élèvent à 2,5 milliards de francs, soit 1% de la masse sous gestion pour l'ensemble de 2014.

La bourse suisse



Envolée de Credit Suisse

La bourse suisse a débuté la séance de mardi en légère hausse, 0,2% à 9063 points. L'ambiance s'est éclaircie depuis lundi, où le marché avait reculé en raison notamment de craintes sur un relèvement anticipé des taux d'intérêt aux Etats-Unis. La veille, Wall Street a rattrapé son retard en fin de séance, repassant du bon côté de la barre après la fermeture des places européennes. La Grèce constitue toujours un facteur d'incertitude, tandis que se tiendra mercredi un round de négociations avec les ministres des Finances de la zone euro. Le SMI a clôturé en baisse de 0,3% à 9023 points et le SPI de 0,4% à 9020 points. L'annonce du départ de Brady Dougan et son remplacement par Tidjane Thiam ont suscité l'enthousiasme des investisseurs. Largement en tête des gagnants du SMI, le titre **Credit Suisse** s'est envolé de 7,8% à 25 francs. La valeur a effacé d'un coup les pertes accumulées depuis le début de l'année et a affiché une performance comparable à celle d'**UBS** (+0,06% à 17,24 francs). Les analystes de Julius Baer ont estimé que c'était le moment de changer de directeur général. Le successeur est l'actuel patron de l'assureur britannique Prudential. Les analystes de la Banque Cantonale de Zurich ont ajouté que durant ses huit ans à la tête de Credit Suisse, Brady Dougan a dirigé l'institut avec succès dans un environnement de crise financière. **Geberit** (+2,9% à 352,20 francs) a également retenu l'attention le jour de la publication de ses résultats, qui ont dépassé les attentes des analystes. Pour sa part, **Adecco** a gagné 0,9% à 75,55 francs à la veille de ses chiffres. En revanche, **Swatch** a cédé 0,4% à 415,40 francs. **BCGE, Salle des marchés**

New York

En baisse

Wall Street a chuté mardi, prolongeant une évolution en dents de scie, les investisseurs choisissant de s'inquiéter de la force du dollar: vers 16h00 GMT, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average perdait 244,07 points à 17 751,65 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, 68,53 points à 4873,90 points. L'indice élargi S&P 500, jugé le plus représentatif par nombre d'investisseurs, reculait de 1,24%, soit 25,73 points, à 2053,70 points. **AFP**

Europe

En recul

La Grèce en manque de réforme, le pétrole de nouveau en dessous de 49 dollars ainsi que des chiffres économiques en France et en Italie plus que décevants plombaient quelque peu l'ambiance sur les marchés ce mardi. L'ensemble des places européennes flirtait avec le pour cent de baisse, avec comme mauvais élève Londres qui perdait 2,5%, malmenée par les valeurs minières et pétrolières. Dans les nouvelles du jour, on notait la baisse de Prudential Plc (-3,1%) qui présentait des chiffres corrects mais perdait son directeur général au profit de Credit Suisse. L'Euro Stoxx 50 terminait en baisse de 1,19% à 3567,25 points. **Bordier & Cie, Banquiers privés**

Vaste réorganisation en cours chez Notenstein

> Gouvernance La banque privée annonce la démission du directeur général adjoint

Raiffeisen, propriétaire de Notenstein Banque Privée, a indiqué mardi, dans un communiqué, qu'elle avait décidé de regrouper les activités similaires au sein de son groupe. La réorganisation est particulièrement importante, mais elle ne se traduit pas par une baisse des effectifs. Le groupe saint-gallois intégrera le service informatique de Notenstein en tant que secteur distinct au sein de ses services informatiques. L'établissement bancaire saint-gallois est présent dans 12 localités de Suisse, emploie près de 700 collaborateurs et gère des actifs à hauteur de 21 milliards (31 milliards filiales incluses).

Notenstein avait annoncé en octobre dernier sa séparation des activités de gestion d'actifs, pla-

cées au sein d'une nouvelle filiale du groupe Raiffeisen. Et cet hiver, elle surprenait la communauté financière en reprenant la banque privée bâloise La Roche & Co, forte de 6,5 milliards d'actifs sous gestion.

Une bonne partie du domaine opérations de Notenstein devra être incorporée au sein d'Arizon Sourcing SA, une entreprise commune de Raiffeisen et Avaloq en charge des opérations de Raiffeisen Suisse. En outre, certains domaines tels que le négoce clientèle et la distribution de produits structurés (*sell-side*) seront intégrés dans le département banque centrale de Raiffeisen, selon un communiqué.

Adrian Künzi siégera dans le nouvel organe du groupe Raiffeisen

«Coordination pilotage du groupe», dont l'objectif consistera à assurer la coordination générale et le pilotage des sociétés du groupe Raiffeisen.

Départ du responsable des produits

Cette réorganisation se traduit par le départ du directeur général adjoint Hanspeter Wohlwend et du responsable des produits et du négoce Oliver Widmer. Hanspeter Wohlwend avait été nommé directeur opérationnel de la banque en janvier 2012, après avoir été associé à responsabilité limitée de Wegelin & Co. Banquiers Privés. Le Saint-Gallois avait fait carrière dans cette dernière à la tête du secteur Opérations, après avoir été chargé du développement des

produits et du négoce ainsi que responsable du département méthode de placement et gestion de portefeuilles. Par ailleurs, Christoph Schwalm, actuel responsable informatique, dirigera le secteur IT de Notenstein au sein des services informatiques de Raiffeisen.

Adrian Künzi, président de la direction de la banque privée Notenstein, explique que «la focalisation et la croissance sont déterminantes pour la réussite d'une banque privée. Cette refonte permet de nous profiler encore davantage comme banque privée. Elle souligne également le rôle important joué par la banque privée Notenstein dans le cadre de la stratégie de diversification du groupe Raiffeisen.»

Emmanuel Garessus ZURICH

PUBLICITÉ

KOLLER



PAIRE DE TABLES DE JEU « À MÉCANISME », Louis XVI, Neuwied vers 1785.

Mobilier & sculptures

Ventes à Zurich le 26 mars 2015
Exposition du 18 au 22 mars 2015

www.kollerauctions.com
Koller Zurich
Tél. +41 44 445 63 63
office@kollerauctions.com

Koller Genève
Tél. +41 22 311 03 85
geneva@kollerauctions.com

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mardi, 10.03.2015, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2015 en %

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
Tél: +41 22 709 21 11
www.loim.com
contact@lombardodier.com



Fonds en instruments du marché monétaire

LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (CHF) I D	CHF 1/1	98.22	-0.0
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (EUR) I D	EUR 1/1	97.72	0.0
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (USD) I D	USD 1/1	97.63	0.0

Fonds en obligations

LO Selection - Vente 1500 (CHF) P A	CHF 1/1	10.38	1.9
LO Selection - Vente 1500 (USD) P A	USD 1/1	10.42	2.0
LOF - Abs. Return Bond (EUR) P A	EUR 2/1	12.16	-0.0
LOF - Convertible Bd Asia (CHF) P A	CHF 1/1	13.64	1.8
LOF - Euro Return Bond (EUR) P A	EUR 1/1	14.48	1.9
LOF - Convertible Bd Asia (USD) P A	USD 1/1	14.56	1.9
LOF - Convertible Bond P A	EUR 2/1	17.38	3.0
LOF - Convertible Bond S.H (CHF) PA	CHF 2/1	22.18	2.8
LOF - Convertible Bond S.H (USD) PA	USD 2/1	10.95	3.1
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (CHF) P A	CHF 1/1	8.98	-3.8
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (USD) P A	EUR 1/1	12.08	8.0
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. DH P A	CHF 1/1	9.10	-3.2
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. DH P A	CHF 1/1	8.18	-0.4
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (CHF) P A	CHF 2/1	16.09	1.5
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (EUR) P A	EUR 2/1	12.71	2.4
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (GBP) P A	GBP 2/1	11.19	2.3
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (USD) P A	USD 2/1	18.01	2.0
LOF - Euro Credit Bd P A	EUR 2/1	13.24	1.6
LOF - Euro Gov.Fdt P A	EUR 1/1	12.88	3.1
LOF - Euro Inflation-Lkd.Fdt. P A	EUR 1/1	12.35	3.6
LOF - Euro Resp.Corp.Fdt. P A	EUR 2/1	18.76	1.7
LOF - Fdmnt I Eq. L/S Sd (USD) PA	USD 1/1	10.59	3.2
LOF - Fdmnt I Eq. L/S SH Sd (EUR) PA	EUR 1/1	10.59	3.1
LOF - Gbl Aggr. High Conviction P A	USD 1/1	19.00	-1.0
LOF - Gbl.Bbl.BB.Fdt. (CHF) P A	CHF 1/1	10.66	-3.6
LOF - Gbl.Bbl.BB.Fdt. (EUR) P A	EUR 1/1	12.17	8.2
LOF - Gbl.Bbl.BB.Fdt. SH (CHF) PA	CHF 1/1	11.50	1.6
LOF - Gbl.Bbl.BB.Fdt. SH (EUR) PA	EUR 1/1	11.60	2.0
LOF - Gbl.Bbl.BB.Fdt. SH (USD) PA	USD 1/1	11.19	2.0
LOF - Gbl.Conv.Bd.Def.Dlt. Sd (EUR) PA	EUR 2/1	10.34	3.3
LOF - Gbl.Gov.Fdt. (CHF) PA	CHF 1/1	23.43	-6.0
LOF - Gbl.Gov.Fdt. (EUR) P A	EUR 1/1	19.02	5.6
LOF - Gbl.Gov.Fdt. SH (CHF) PA	CHF 1/1	27.10	-0.0
LOF - Swiss Franc Bd (Foreign) PA	CHF 1/1	23.95	0.9
LOF - Swiss Franc Cdt.Bd (Foreign) P A	CHF 2/1	13.79	1.4
LOF (CH) - SF High Grade Bond P D	CHF 1/1	120.92	0.8
LOF (CH) - Swiss Franc Bond P D	CHF 1/1	114.42	1.3
LOF (CH) - Swiss Franc Cdt.Bd. P D	CHF 1/1	120.41	1.3

Fonds en actions

LOF - Alpha Japan (CHF) P A	CHF 1/1	14.31	6.6
LOF - Alpha Japan (EUR) P A	EUR 1/1	11.41	6.8
LOF - Alpha Japan (JPY) P A	JPY 1/1	1351.00	6.7
LOF - Alpha Japan (USD) P A	USD 1/1	16.35	6.8
LOF - Asia Consumer (CHF) PA	CHF 1/1	10.80	2.5
LOF - Asia Consumer (EUR) PA	EUR 1/1	10.50	2.9
LOF - Asia Consumer (USD) PA	USD 1/1	10.30	2.8
LOF - Emerg. Eq Risk Ptry (EUR) PA	EUR 1/1	9.21	10.3
LOF - Emerg. Eq Risk Ptry (CHF) PA	CHF 1/1	6.98	-1.2
LOF - Emerging Consumer (USD) P A	USD 1/1	12.78	1.6
LOF - Emerging Consumer (EUR) P A	EUR 1/1	12.86	1.7
LOF - Emerging Consumer (USD) P A	USD 1/1	12.85	1.8
LOF - Europe High Conv. (EUR) PA	EUR 1/1	11.76	14.0
LOF - Europe High Conv. SH (USD) PA	USD 1/1	12.86	12.2
LOF - Eurozone S&M Caps. P A	EUR 1/1	50.04	13.8
LOF - Generation Global (CHF) P A	CHF 1/1	13.58	2.6
LOF - Generation Global (EUR) P A	EUR 1/1	20.90	15.1
LOF - Generation Global (USD) P A	USD 1/1	15.44	3.2
LOF - Global Energy P A	USD 1/1	8.56	-3.1
LOF - Golden Age (CHF) P A	CHF 2/1	22.39	5.6
LOF - Golden Age (EUR) P A	EUR 2/1	15.13	5.2
LOF - Golden Age (GBP) P A	GBP 2/1	12.08	5.3
LOF - Golden Age (USD) P A	USD 2/1	21.04	5.3
LOF - Swiss Equity (CHF) PA	CHF 1/1	10.59	2.9
LOF - Technology (EUR) P A	EUR 1/1	14.00	1.0
LOF - Technology (USD) P A	USD 1/1	21.24	0.9
LOF - World Gold Expert. (CHF) P A	CHF 2/1	11.11	-7.5
LOF - World Gold Expert. (EUR) P A	EUR 2/1	8.82	-6.6
LOF - World Gold Expert. (USD) P A	USD 2/1	11.57	-6.4
LOF (CH) - Com.Rsk.Parex-Agr. P D	CHF 2/1	90.62	-3.3
LOF (CH) - Com.Rsk.Parex-Agr. SH PD	CHF 2/1	62.53	-3.7
LOF (CH) - Gbl.Eq.Risk Parity D	CHF 2/1	135.55	15.0
LOF (CH) - Swiss Cap (ex-SMI) P D	CHF 1/1	457.88	1.6
LOF (CH) - Swiss Leaders P D	CHF 2/1	144.58	1.8
PriviEdge-Dlvr.US L Cap (USD) PA	USD 1/1	10.46	0.0
PriviEdge-Inc.Prt.RMB Db. (CNH) PA	CNH 1/1	99.98	-0.6
PriviEdge-Inc.Prt.RMB Db. (USD) PA	USD 1/1	9.93	-1.5
PriviEdge-Inc.Prt.RMB Db. SH (CHF) PA	CHF 1/1	9.87	-1.7
PriviEdge-Inc.Prt.RMB Db. SH (EUR) PA	EUR 1/1	9.89	-1.5
PriviEdge-Jenn.US Eq Opp. (USD) PA	USD 1/1	10.08	2.9
PriviEdge-Neuberger US (USD) PA	USD 1/1	14.71	1.0
PriviEdge-Sands US Gth. (USD) PA	USD 1/1	17.27	1.3
PriviEdge-Sands US Gth. SH (EUR) PA	EUR 1/1	14.27	1.1
PriviEdge-W.Blair Gb.Gth. (EUR) PA	EUR 1/1	16.47	14.9
PriviEdge-W.Blair Gb.Gth. (USD) P A	USD 1/1	13.33	3.0
PriviEdge-WellsCapUS Sel.Eq. PA	USD 1/1	9.87	-

Fonds d'allocation d'actifs

LOF - All Roads (CHF) PA	CHF 1/1	18.05	2.0
LOF - All Roads (EUR) PA	EUR 1/1	11.59	2.3
LOF - All Roads (GBP) PA	GBP 1/1	11.64	2.4
LOF - All Roads (USD) PA	USD 1/1	11.42	2.3
LOF - Comm.Risk Parity (CHF) P A	CHF 1/1	6.04	-5.9
LOF - Comm.Risk Parity (EUR) P A	EUR 1/1	6.09	-5.8
LOF - Comm.Risk Parity (USD) P A	USD 1/1	6.25	-5.6
LOF - Tactical Alpha (CHF) P A	CHF 1/1	10.35	-0.2
LOF - Tactical Alpha (EUR) P A	EUR 1/1	10.60	-0.0
LOF - Tactical Alpha (USD) P A	USD 1/1	15.20	0.0
LOF (CH) - Balanced Alloc. (CHF) D	CHF 1/1	99.43	0.9

Investissements alternatifs

LOF - Alternative Beta (CHF) P A	CHF 1/1	119.69	-0.3
LOF - Alternative Beta (EUR) P A	EUR 1/1	80.29	-0.2
LOF - Alternative Beta (USD) P A	USD 1/1	119.98	-0.1

c/o Trillium SA
Tél: 022 318 84 49
Fax: 022 318 84 48
www.manavest.ch

Fonds en obligations

Manavest - Global Bonds	EUR 1/1	104.13	2.0
-------------------------	---------	--------	-----

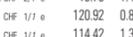
Fonds en actions

Manavest - Global Equity	CHF 3/3	135.89	-0.9
--------------------------	---------	--------	------

Fonds d'allocation d'actifs

Manavest - Global Opportunity	CHF 1/1	102.36	0.8
-------------------------------	---------	--------	-----

MFM Mirante Fund Management SA
Tél: +41 21 808 00 90
www.mirante.ch
info@mirante.ch



Fonds en actions

MFM Global Thematic L/S (CHF) I	CHF 4/4	102.00	-
MFM Global Thematic L/S (CHF) R	CHF 4/4	101.89	-
MFM Global Thematic L/S (EUR) R	EUR 4/4	102.15	-
MFM Global Thematic L/S (EUR) I	EUR 4/4	102.02	-
MFM Global Thematic L/S (USD) I	USD 4/4	102.25	-
MFM Global Thematic L/S (USD) R	USD 4/4	102.12	-
MFM QUANTENVOUR Europ Eq	EUR 1/1	114.19	3.2

Autres fonds

MFM Conv. Bonds Opport. (EUR) A	CHF 3/1	109.80	1.8
MFM Conv. Bonds Opport. (CHF) A	CHF 3/1	131.50	2.0
MFM Conv. Bonds Opport. (USD) A	USD 3/1	98.91	2.0
MFM Global Convertible Bonds (CHF) A	CHF 3/1	136.24	2.9
MFM Global Convertible Bonds (EUR) A	EUR 3/1	138.56	3.0
MFM Global Convertible Bonds (USD) A	USD 3/1	116.09	3.0

Service Line
0848 845 400
www.banquemigros.ch



Fonds en obligations

Mi-Fonds (CH) SwissFrancBond A	CHF 2/1	112.49	1.2
Mi-Fonds (Lux) InterBond A	CHF 2/1	78.78	-6.2
Mi-Fonds (Lux) InterBond B	CHF 2/1	149.71	-6.2

Fonds en actions

Mi-Fonds (CH) InterStock A	CHF 2/1	100.68	1.2
Mi-Fonds (CH) EuroStock A	CHF 2/1	76.08	2.4
Mi-Fonds (CH) SwissStock A	CHF 2/1	119.73	2.0
Mi-Fonds (Lux) InterStock A	CHF 2/1	95.79	1.9
Mi-Fonds (Lux) InterStock B	CHF 2/1	126.05	1.9
Mi-Fonds (Lux) SwissStock A	CHF 2/1	116.62	1.7
Mi-Fonds (Lux) SwissStock B	CHF 2/1	143.10	1.7

Fonds d'allocation d'actifs

Mi-Fonds (CH) 10 A	CHF 2/1	108.70	0.6
Mi-Fonds (CH) 10 V	CHF 2/1	110.38	0.7
Mi-Fonds (CH) 30 A	CHF 2/1	110.27	1.0
Mi-Fonds (CH) 30 V	CHF 2/1	111.06	1.1
Mi-Fonds (CH) 40 A	CHF 2/1	112.30	1.2
Mi-Fonds (CH) 40 V	CHF 2/1	112.56	1.3
Mi-Fonds (CH) 45 Sustainable A	CHF 2/1	125.97	1.6
Mi-Fonds (CH) 45 Sustainable V	CHF 2/1	126.21	1.7
Mi-Fonds (CH) 50 A	CHF 2/1	109.77	1.3
Mi-Fonds (Lux) 30 A	CHF 2/1	128.82	0.5
Mi-Fonds (Lux) 30 B	CHF 2/1	210.54	0.5
Mi-Fonds (Lux) 40 (EUR) A	EUR 2/1	122.31	7.9
Mi-Fonds (Lux) 40 (EUR) B	EUR 2/1	185.62	7.9
Mi-Fonds (Lux) 50 A	CHF 2/1	147.24	0.8
Mi-Fonds (Lux) 50 B	CHF 2/1	235.26	0.8

Fonds immobiliers

Mi-Fonds (CH) Swisslmmo A	CHF 2/1	130.18	8.3
---------------------------	---------	--------	-----

Mirabaud Asset Management
Tél: +41 58 816 20 20
www.mirabaud.com
marketing@mirabaud.com



Fonds en obligations

Mir. - Conv. Bonds Europe A EUR	EUR 4/4	136.82	6.8
Mir. - Conv. Bonds Global A USD	USD 4/4	116.34	4.1
Mir. - Gbl High Yield Bd A USD	USD 4/4	111.11	3.0
Mir. - Gbl High Yield Bd AH CHF	CHF 4/4	110.06	2.8
Mir. - Gbl High Yield Bd AH EUR	EUR 4/4	110.67	3.0
Mir. - Gbl High Yield Bd AH GBP	GBP 4/4	111.56	3.1
Mir. - Gbl Strt Bd A USD	USD 4/4	107.57	2.2

Fonds en actions

Mir. - Eq Asia ex Japan A USD	USD 3/1	186.61	3.5
Mir. - Eq Eurozone A Cap EUR	EUR 4/4	177.88	16.9
Mir. - Eq Global A USD	USD 4/4	131.03	3.3
Mir. - Eq Pan Europe A Cap EUR	EUR 2/2	122.02	14.2
Mir. - Eq Spain A Cap	EUR 3/3	28.06	12.2
Mir. - Eq Swiss Sm/Mid A CHF	CHF 4/4	311.23	4.6
Mir. - Eq UK A Cap	GBP 3/3	2.14	3.9
Mir. - Eq US A USD	USD 3/1	173.52	1.4
Mir. - Gbl Eq High Inc A Cap CHF	CHF 4/4	108.86	-0.1
Mir. - Gbl Eq High Inc A Cap EUR	EUR 4/4	124.03	12.1
Mir. - Gbl Eq High Inc A Cap GBP	GBP 4/4	109.54	3.8
Mir. - Gbl Eq High Inc A Cap USD	USD 4/4	104.78	0.5
Mirabaud Eq. Global Em.Mkts A Cap	GBP 4/4	97.09	3.9
Mirabaud Eq. Global Em.Mkts A Cap	USD 4/4	102.15	0.5
Mirabaud Fund (CH) Swiss Eq A Cap	CHF 1/1	169.55	3.4
Mirabaud Fund (CH) Swiss Eq I Cap	CHF 1/1	180.86	3.5
Mirabaud Swiss Equity Asymmetric A	CHF 2/2	130.18	2.2
Mirabaud Swiss Equity Asymmetric B	CHF 3/2	109.2	2.6
Mirabaud Swiss Equity Asymmetric C	CHF 3/2	11598.78	2.7
Mirabaud Swiss Equity Asymmetric Q	CHF 2/2	13718.66	2.2

Fonds d'allocation d'actifs

Mir. Dynamic All. A Cap EUR	EUR 4/4	113.67	7.2
Mirabaud Fd (CH) - LPP 25 -Z	CHF 2/4	123.40	-0.3
Mirabaud Fd (CH) - LPP 40 -Z	CHF 4/4	132.63	-0.1
Mirabaud Fd (CH) - LPP Preserv. -Z	CHF 4/4	100.19	0.1

Investissements alternatifs

MirAlt Sicav Diversified A USD	USD 1/1	112.65	-0.2
MirAlt Sicav Europe A EUR	EUR 1/1	72.57	4.4
MirAlt Sicav North America A USD	USD 1/1	164.97	1.0

La Mobilière Asset Management SA
info.am@mobi.ch
www.mobi-am.ch



Fonds d'allocation d'actifs

MobiFonds 3a	CHF 2/1	126.08	2.0
MobiFonds 3a Plus	CHF 2/1	112.97	2.7
MobiFonds Select 20	CHF 2/1	114.46	1.6
MobiFonds Select 50	CHF 2/1	119.07	2.4
MobiFonds Select 90	CHF 2/1	131.87	3.7

Fondations Pictet
Tél: 058/323 29 60



Fonds en obligations

FPLP-LPP/BVG-Bonds -P	CHF 3/3	147.27	1.2
FPLP-LPP/BVG-SMT Bonds -P	CHF 3/3	114.57	0.2
FPPI-LPP/BVG-Bonds -P	CHF 3/3	133.01	0.2
FPPI-LPP/BVG-SMT Bonds -P	CHF 3/3	114.64	0.2

Fonds d'allocation d'actifs

FPLP-LPP/BVG-25 -P	CHF 3/3	132.21	1.2
FPLP-LPP/BVG-40 -P	CHF 3/3	146.31	1.6
FPPI-LPP/BVG-25 -P	CHF 3/3	140.07	1.2
FPPI-LPP/BVG-40 -P	CHF 3/3	125.71	1.7

Pictet Funds S.A.
Tél: +41 (58) 323 3000
www.pictetfunds.com



Fonds en instruments du marché monétaire

PCH-Enhanced Liquidity CHF -P dy	CHF 2/2	931.48	-0.1
PCH-Enhanced Liquidity EUR -P dy	EUR 2/2	977.17	0.0
PCH-Enhanced Liquidity USD -P dy	USD 2/2	999.54	0.1
PCH-Short-Term MM CHF -P dy	CHF 2/2	943.37	-0.1
PCH-Short-Term MM EUR -P dy	EUR 2/2	988.35	-0.0
PCH-Short-Term MM GBP -P dy	GBP 2/2	1001.94	0.1
PCH-Short-Term MM USD -P dy	USD 2/2	984.39	0.0
PCH-Sov Short-Term MM CHF -P dy	CHF 1/1	963.36	-0.1
PCH-Sov Short-Term MM EUR -P dy	EUR 1/1	988.41	-0.0
PCH-Sov Short-Term MM USD -P dy	USD 1/1	984.42	0.0
Pictet-Short-Term MM CHF -P	CHF 2/2	124.04	-0.1
Pictet-Short-Term MM EUR -P	CHF 2/2	137.77	-0.0
Pictet-Short-Term MM JPY -P	JPY 1/1	1012	

«Montrer la violence à travers un regard innocent»

> **Drame** «Refugiado» de l'Argentin Diego Lerman aborde avec tact la question de la violence domestique

> Rencontre avec un fervent adepte du minimalisme pour en dire plus

Norbert Creutz

Quatre ans après le magnifique *L'Œil invisible* (*La mirada invisible*), parabole de la dictature dans un internat, l'Argentin Diego Lerman revient avec un film présenté à Cannes, à la Quinzaine des réalisateurs. Drame de la violence conjugale qui suit la longue fuite d'une mère et de son jeune fils, *Refugiado* est une nouvelle réussite de ce «minimalisme» latino dont on pensait les jours comptés après les succès des plus frappants *Carancho* (Pablo Trapero) ou *Les Nouveaux Sauvages* (Damian Szifron). Venu présenter son film à Genève en novembre au festival FilmAr, Diego Lerman, 38 ans, nous a réitéré son attachement à cette forme de récit. Repéré en 2002 à Locarno avec le road movie lesbien *Tan de repente*, celui qui est entre-temps devenu un jeune producteur et père de deux enfants cache une belle détermination derrière ses airs de doux rêveur décoiffé.

Le Temps: Vous abordez un grand thème à travers une histoire minuscule. Pourquoi cette approche?
Diego Lerman: Je préfère simplement ce type de films. La violence conjugale n'était pas un thème qui me préoccupait particulièrement. Mais un jour, j'ai été confronté à un drame qui s'est déroulé juste devant ma maison de production: une femme a été abattue par son ex-mari déguisé en vieillard! Elle a survécu, mais les médias se sont emparés de l'affaire, puis l'homme a été jugé et condamné. J'ai été si frappé que je me suis lancé dans des recherches pour comprendre, ce qui m'a mené dans des refuges pour femmes battues, à recueillir des témoignages et prendre toute la mesure du problème. Bref, c'est comme si ce film m'avait choisi.

- Cette violence masculine est-elle au moins combattue?
- Pas assez. En Argentine, c'est un vrai tabou social alors qu'en moyenne, une femme est tuée toutes les trente heures! Plutôt que de passer par des images trop explicites, j'ai eu l'idée d'évoquer cette violence à travers un regard innocent. Dans le film, le garçon est la victime collatérale, mais c'est aussi un futur homme. Plus tard, va-t-il perpétuer la violence paternelle? La fin reste ouverte...



Matías (Sebastián Molinaro) et Laura (Julieta Díaz). Un rare moment de détente et de complicité entre mère et fils traqués par un mari/père violent.

- Même si ce n'est pas votre histoire, y aurait-il du vécu?

- Sans doute qu'il y a une part d'identification. Le film se termine dans la province de Tigre où j'ai grandi, un peu à l'écart de Buenos Aires. Et à l'âge de 3 ans, j'ai traversé quelque chose de proche. Mes parents étaient des militants opposés à la dictature militaire et ils ont dû fuir, se cachant dans divers endroits. J'ai retrouvé ces vieilles sensations au fond de moi.

- Comment avez-vous trouvé des collaborateurs prêts à vous suivre sur un projet aussi «fragile»?

- Je n'ai pas caché la part de risque et tout le monde a dû me faire confiance. Le scénario n'avait pas de fin et je préférerais me lancer comme ça. On a tourné chronologiquement et un jour, peu avant de boucler, elle m'est apparue! J'aime qu'il y ait une part d'aventure et de découverte durant un tournage. C'est pour être libre de tourner ainsi que j'ai fondé ma propre compagnie, El Campo Cine, avec un ami, Nicolás Avruj.

- Le tournage avec des enfants ne simplifie pas les choses...

- Les journées étaient courtes, pas plus de six heures. Mais il fallait aussi faire vite pour pouvoir espérer aller à Cannes. Du coup, c'est le premier film que j'ai terminé plus tôt que prévu, en deux mois. Je montais au fur et à mesure. Seul le son a été plus compliqué, si bien qu'on l'a encore retravaillé après le festival.

- Vous avez dû chercher des visages que vous aimeriez filmer...

- Il m'a fallu un an pour trouver le garçon! Il avait quelque chose d'incontrôlable en lui qui m'a plu. En face, j'avais besoin d'une actrice accomplie qui s'investisse totalement. Julieta Díaz est surtout connue à la TV et au théâtre, mais

vous l'aurez vue dans *Les Lois de la famille* de Daniel Burman. J'avais envie de retravailler avec elle après l'avoir observée sur une série TV que j'ai écrite et produite. Pour les autres femmes croisées durant leur fuite, il s'agit surtout des non-professionnelles rencontrées durant mon enquête.

- Votre génération, apparue vers l'an 2000 durant la crise, tient encore bon quinze ans plus tard...

- On ne devient pas cinéaste du jour au lendemain. Notre génération a débuté sans la certitude qu'il y aurait jamais un deuxième film. Le mien, *Mientras tanto*, un film choral sur lequel j'ai dû faire trop

de compromis, m'a poussé à devenir mon propre producteur. Puis *L'Œil invisible* est né de ma rencontre avec un écrivain, Miguel Kohan, et je me suis mis à enseigner à l'université. Il faut s'accrocher pour survivre, mais aussi tenter de nouvelles choses. Le temps fait forcément le tri.

En fuite devant une menace invisible

> «Refugiado» séduit plus les sens que l'intellect

Un gamin dans un tunnel orange se retrouve bientôt au milieu d'une aire de jeux et une mer de balles bleues. Mais Matías, 7 ans, est inquiet: sa maman n'est pas revenue le chercher comme promis. Mère indigne? Non, mère battue, bientôt retrouvée à l'hôpital. Enceinte, Laura en a assez. Cette fois, elle ne rentrera plus auprès de ce mari incurable. Dirigée vers un foyer de femmes, elle rencontre des assistants sociaux et entame une procédure légale tandis que Matías se fait une amie. Mais malgré les

soutiens, la peur l'emporte et ils renouent la fuite. Jusqu'à ce que Fabián finisse par les rattraper?

Avec le regard de l'enfant comme fil conducteur et boussole morale, l'Argentin Diego Lerman signe un quatrième opus d'une simplicité déconcertante. Durant cette longue fuite largement nocturne, dans une capitale menaçante qui n'offre aucun véritable refuge, jamais ce père-ogre ne sera montré (on l'apercevra seulement lors d'une formidable scène à suspense).

Judicieusement, le cinéaste choisit de filmer la peur plutôt que la violence, dont l'évocation suffit à créer un climat de tension. Et l'amour qui unit mère et fils, jusque

dans une splendide séquence dans un hôtel de passe. Pour finir, nos fuyards prendront la clé des champs pour se retrouver chez la grand-mère, dans une drôle de maison sur pilotis. Entre sa vieille mère et celui qu'elle a aimé, Laura doit à nouveau choisir. Matías aussi.

Dénonciation poétique

Avec sa photo à tomber (signée par un chef opérateur polonais!), sa lumière et ses sons naturels, sa musique discrète (d'un Espagnol), *Refugiado* est un film étrangement beau. On pense au *Gloria* de John Cassavetes et à *La Nuit du chasseur* de Charles Laughton avant d'entendre une fameuse phrase du *Voleur*

de bicyclette: «Il y a un remède pour tout, sauf la mort.» Pourtant, le film ne satisfait pas pleinement. A son point extrême (Lisandro Alonso), le minimalisme argentin a pu donner des résultats fascinants. Ici, malgré les excellents choix de mise en scène, quelque chose reste trop évident, qui fait qu'on s'ennuie un peu. Les sens sont plus sollicités que l'esprit, tandis que le sujet, la violence domestique, ne se prête pas vraiment au ravissement. **N. C.**

★ ★ *Refugiado*, de Diego Lerman (Argentine - Colombie - France - Pologne, 2014), avec Julieta Díaz, Sebastián Molinaro, Marta Lubos, Valentina Garcia Guerrero. 1h35.

Se vendre pour conserver

> Documentaire «Le Grand Musée» éclaire le dilemme du Musée d'histoire de l'art de Vienne

Année faste pour les musées? Alors que les cinémas se mettent à programmer des visites d'expositions «en direct», voici, sur les talons du *National Gallery* de Frederick Wiseman, un nouveau regard approfondi sur un grand musée d'art européen: le Kunsthistorisches Museum de Vienne. Comme son fameux confrère américain, le documentariste autrichien Johannes Holzhausen (qui n'en est qu'à son cinquième long-métrage) a passé de longs mois (quinze) dans l'institution, mais pour un résultat nettement plus court. Ce qui n'est pas sans avoir ses avantages.

L'héritage des Habsbourg

Lui-même formé en histoire de l'art, Holzhausen est à l'évidence dans son élément. Comme Wiseman, il dresse, sans commentaire ni musique ajoutée, un tableau impressionniste de la vie du musée, sautant en apparence du coq à l'âne, de la saisie d'un moment révélateur à une séquence soigneusement (re)mise en scène. Ne manque ici que le temps d'arrêt devant les

œuvres, avec les explications d'un expert. Ce que le cinéaste saisit par contre à merveille, c'est tout un travail d'équilibriste entre art et bureaucratie, exacerbé par l'époque.

«Comment conserver les trésors du passé?» se mue en effet insensiblement en «comment attirer le public actuel et faire du chiffre». Entre une restauration minutieuse et une réunion marketing, une chasse aux mites et une visite présidentielle, le départ à la retraite d'un conservateur «vieille école» et l'abattage de la directrice Sabine Haag, le film parvient à suggérer beaucoup sans avoir besoin de souligner. Qu'en auraient pensé les Habsbourg, fondateurs en 1891 de cet écrin à leurs collections impériales sur le fameux Ring viennois? En l'absence d'une «narration» univoque, on repart avec plus de questions que de réponses. Mais à coup sûr enrichi par ce regard toujours intelligent et même parfois amusant. **N. C.**

★ ★ *Le Grand Musée (Das grosse Museum)*, de Johannes Holzhausen (Autriche 2014). 1h34.

PUBLICITÉ

BARDONNEX
mars 2015

VEN 20 MARS | 20H30
Mozart, Ravel, Beethoven
SÉLIM MAZARI, piano

SAM 21 MARS | 20H30
Warlock, Chopin, Grieg, Brahms
CAMERATA DU LÉMAN
SÉLIM MAZARI, piano

DIM 22 MARS
11H00 | Puccini, Verdi, Mozart
Concert voix et orgue (entrée libre)
SAVIKA CORNU ZOZOR, soprano
MARCELO GIANNINI, orgue

17H00 | Caldara, Bach, Mozart
ENSEMBLE VOCAL & INSTRUMENTAL DE CAROUGE
Direction: MARIE-ISABELLE PERNOUD

Navettes gratuites depuis la Place Neuve

Tél. 079 637 23 28
www.lesmusicalesdecompesieres.ch
Billetterie: Service Culturel Migros

PUBLICITÉ

L'ORCHESTRE
DE CHAMBRE
DE GENÈVE
ARIE VAN BEEK
CONCERT DE
SOIRÉE N°6

CARTE
BLANCHE

MA 17 MARS 2015 ~ 20H ~ BFM
JEAN-JACQUES KANTOROW DIRECTION ~
ALEXANDRE KANTOROW PIANO
SIBELIUS ~ LISZT ~ SAINT-SAËNS

L'OCG +41 22 807 17 90 / BILLETTERIE@LOCCH.CH / WWW.LOCCH.CH / BILLETS DE CHF 10.- À CHF 50.-
STARTICKET.CH 0900 325 325 CH FÜR AMIN DER BUS UN POSTER FÜR
MANOR / HOTEL PLAN / GLOBUS / LA POSTE / COOP CITY

avec le soutien de: L'UNION GENEVOISE, GENEVE, 9ème Canton, etc.

Alice n'est presque plus ici

> **Drame** «Still Alice» chronique le naufrage d'une femme atteinte d'Alzheimer

Antoine Duplan

Ça commence par ces petits blancs dont nous sommes tous coutumiers, un trou de mémoire, un mot sur le bout de la langue. Ainsi, au milieu d'une conférence, Alice, professeure de linguistique à Columbia, bute sur le terme «vocabulaire». Elle attribue cette ridicule lacune à la fatigue.

Mais les absences se succèdent. Un jour, tandis qu'elle s'adonne au jogging, Alice ne sait plus où elle se trouve. Elle consulte un neurologue. Le diagnostic tombe, dévastateur: maladie d'Alzheimer, une forme précoce, Alice n'ayant que 50 ans. Son monde s'effondre. «C'est comme si le sol se dérobaît sous mes pas, comme si une partie de mon cerveau mourait.»

Rousse radieuse

Inutile de préciser que Julianne Moore est sublime dans le rôle de cette femme qui s'efface et sombre. Sa volonté de fer se brisant contre la fatalité biologique est bouleversante, comme le sourire perdu concluant le film sur le mot «amour». Fallait-il vraiment attendre que la rousse radieuse incarne une personne malade pour décrocher l'Oscar de la meilleure comédienne? Il est vrai que l'Académie adore les personnages diminués, elle l'a doublement démontré cette année en récompensant l'Alzheimer et la dystrophie musculaire (Eddie Redmayne dans *Une Merveilleuse Histoire du temps*).

Passé la performance de la Moore, *Still Alice*, réalisé en tandem par Wash Westmoreland & Richard Glatzer d'après le roman de Lisa Genova, accuse ses limites. Conçu pour émouvoir et édifier, ce produit bien ficelé dégage des relents moralistes: c'est d'un père alcoolique qu'Alice aurait hérité de la maladie.

Elle est aussi punie de sa réussite sociale, professionnelle et familiale: un appartement à Upper West Side, une maison sur la plage, un mari médecin (Alec

Baldwin), trois beaux enfants, dont deux font de brillantes études. Selon une logique matérialiste, cette femme qui perd la mémoire perd davantage qu'une personne moins nantie qu'elle. Par ailleurs la flamboyante linguiste a péché par orgueil. Diminuée, celle qui s'est «toujours définie par l'intellect» vient à résipiscence, et ironise sur «l'ancienne ambitieuse moi».

Piano romantique

Parfois, un dispositif intéressant se met en place. Par exemple, la malade, encore lucide, s'adresse à elle-même un message filmé, «Salut Alice, je suis toi», et lui donne des instructions pour en finir quand le temps sera venu. Malheureusement, les réalisateurs délaissent la piste du dialogue identitaire au profit de motifs plus faciles.

Ils égrènent quelques images tirées des archives familiales, classiques promenades sur la plage en super-8, voire une photo d'Alice enfant avec un dauphin! Ils déclinent une parabole assez naïve selon laquelle la vie du papillon est courte, mais intense, et transforment l'épreuve de la maladie en leçon d'espérance et de courage. Une partition pour piano romantique et violoncelle souligne la gravité du cas et fait le lien entre chaque scène.

Contrairement à Zabou Breitman qui, dans *Se souvenir des belles choses*, privilégiait la dimension humaine et métaphorique, les réalisateurs de *Still Alice* mettent l'accent sur le drame social et l'émotion.

En bonus, Kristen Stewart. Elle joue la fille cadette, le mouton noir de la famille, celle qui a choisi de faire théâtre plutôt que médecine. Tout en nuances, elle réussit à introduire une dissonance étrange dans le film trop lisse.

★ ★ *Still Alice*, de Wash Westmoreland & Richard Glatzer (Etats-Unis, 2014), avec Julianne Moore, Kristen Stewart, Alec Baldwin. 1h41.

La longue marche de Martin Luther King



Martin Luther King (David Oyelowo). Le pasteur, au centre, mène une manifestation devant le palais de justice de Selma, en Alabama. ARCHIVES

> **Drame** «Selma» retrace un épisode décisif de la lutte pour les droits civiques qui embrasa l'Amérique dans les années 60

> Le film perpétue la dignité de ce combat

Antoine Duplan

Le droit de vote est accordé aux Noirs américains en 1870. Mais certains Etats, notamment ceux du Sud, continuent de pratiquer la ségrégation. L'Alabama devient le point névralgique de la lutte pour les droits civiques.

En 1955, la population noire boycotte les bus de Montgomery dans lesquels elle n'a pas droit aux mêmes places assises que les Blancs. Cette action aboutit au Civil Rights Act de 1964, qui interdit tout acte discriminatoire. Pourtant, les greffiers locaux empêchent les

citoyens noirs de voter en les soumettant à des tests dégradants. A Selma, seuls 2% des citoyens noirs sont inscrits sur les listes électorales. Martin Luther King et la Southern Leadership Conference réagissent.

Bravement George Wallace, gouverneur de l'Alabama, et les policiers locaux, le pasteur organise des manifestations non violentes durement réprimées. Le 7 mars 1965, 600 manifestants entament une marche qui doit les mener de Selma à Montgomery, la capitale de l'Etat. Sur l'Edmund Pettus Bridge, ils sont gazés et battus par les forces de police. Le 21 mars, Martin Luther King mène une nouvelle marche. Ils sont 4000 au départ, 25 000 à l'arrivée. Le 6 août, le président Lyndon Johnson signe le Voting Rights Act.

Le film d'Ava DuVernay commence en deux temps: d'un côté, le pasteur Martin Luther King recevant le Prix Nobel de la paix; de l'autre, une ribambelle de fillettes déchiquetées dans un attentat raciste à la bombe. Ce contraste résume les tiraillements politiques que vivent les Etats-Unis.

Selma évite magistralement les écueils de la tentation hagiographique et du sentimentalisme fa-

miliat. Incarné avec une densité rare par David Oyelowo (*Lincoln*, *Le Majordome*, *Interstellar*...), le pasteur King n'est pas un saint, ni un mari parfait, mais un combattant, un visionnaire. Il peut connaître le doute (il interrompt la seconde marche), la tentation (au milieu de la nuit, il appelle Mahalia Jackson pour qu'elle lui donne la force en chantant le blues).

Il a fallu cinquante ans pour que cette grande figure de la non-violence accède au grand écran

Politicien brillant, il débat sans concessions avec le président Johnson (Tom Wilkinson, parfait en animal politique rusé). Film adulte, *Selma* n'entretient jamais l'illusion que la bonne volonté et le bon droit mènent à la victoire: passant par des dissensions et des moments d'abattement, elle est aussi le fruit d'après négociations.

La longue marche qui conduisit Martin Luther King de Selma à Montgomery, 80 kilomètres, en

précédait une plus longue encore: il a fallu cinquante ans pour que cette grande figure de la non-violence accède au grand écran. Droit de vote n'a pas rimé avec droit à la visibilité et rares sont les films qui évoquent la lutte contre la ségrégation aux Etats-Unis. On ne dénombre guère que *Dans la chaleur de la nuit*, de Norman Jewison (1967), *Mississippi Burning*, d'Alan Parker (1988) et *La Liberté au bout du chemin*, de Richard Pearce (1989). Et Malcolm X a été célébré par Spike Lee en 1992.

«Je trouve vraiment stupéfiant qu'aucun film n'ait été consacré à MLK depuis son assassinat. C'est à la fois étrange et malheureux», note Ava DuVernay. Venue de la publicité et du marketing, la réalisatrice a fait ses débuts derrière la caméra avec *This is Life*, un documentaire sur le hip-hop. Elle a signé deux fictions, *I Will Follow* et *Middle of Nowhere*. Fondatrice de l'African-American Film Festival Releasing Movement, elle remporte avec *Selma* un succès public qu'aucune réalisatrice africaine-américaine n'avait connu à ce jour.

★ ★ ★ *Selma*, d'Ava DuVernay (Etats-Unis, 2014), avec David Oyelowo, Tom Wilkinson, Carmen Ejogo, Giovanni Ribisi. 2h02.

Panorama

Cinéma

Le Lion d'or de Venise décerné à Bertrand Tavernier

Le réalisateur Bertrand Tavernier recevra un Lion d'or pour sa carrière lors de la 72e Mostra de Venise en septembre prochain, ont annoncé mardi les organisateurs. Il est l'un des grands maîtres du cinéma français. Le festival, qui se déroulera du 2 au 12 septembre, salue un «un auteur complet», au «courage éclectique». (ATS)

Musique

Une société veut utiliser son nom, Kraftwerk l'attaque

Le leader du groupe allemand de musique électronique Kraftwerk, Ralf Hütter, a attaqué en justice aux Etats-Unis une société qui utilise le nom du groupe pour commercialiser son nouveau chargeur d'appareils électroniques. Le musicien a indiqué que Kraftwerk, qui signifie centrale électrique en allemand, est directement relié au groupe. (AFP)

Le cinéma 4D, exclusivité genevoise

> **Films** L'Arena de la Praille s'est offert la technologie venue de Séoul

C'est la première salle obscure de Suisse à basculer dans la quatrième dimension: mouvement et odorat, en plus de la vue et de l'ouïe. Le cinéma Arena de la Praille, qui a ouvert ses portes à Genève l'été dernier, a inauguré mardi l'unique dispositif 4D «made in Seoul» du pays. Et d'Europe continentale de l'Ouest. Car sur le continent, seules la Grande-Bretagne (début janvier de cette année), la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Bulgarie, l'Ukraine et la Russie utilisent cette nouvelle technologie adoptée aux Etats-Unis il y a tout juste 9 mois.

Concept? L'immersion «totale». Soit vaporiser ou faire tomber des gouttelettes d'eau pour souligner l'action du crime. Faire vibrer et basculer les fauteuils dans toutes les directions pendant une course-poursuite. Mais aussi diffuser un épais brouillard afin de créer une ambiance d'épouvante.

L'invention, à vocation populaire, est censée réconcilier les 8-30 ans avec le spectacle sur grand écran. Elle est commercialisée depuis 2010 par le 5e plus gros conglomerat sud-coréen, CJ Group.

Odeurs de pet ou de rose

La 4D permet aussi d'imiter les éclairs pour sublimer les explosions de blockbusters. Et projeter de l'air comprimé derrière les oreilles afin de donner l'impression que des balles sifflent tout autour de soi. Mais l'encodage numérique offre également l'option d'inonder un cinéma de bulles de savon pour que les enfants apprécient mieux un happy end. Ou encore: diffuser des odeurs, de pet (senteur assez proche du chocolat) ou de rose, selon le propos. «Nous avons une dizaine de fragrances homologuées par Firmenich à Genève», précise Patrick Tavoli, cofondateur des cinémas Arena.

Effets sensoriels garantis. Mais à user avec modération (femmes enceintes, cardiaques, lombalgiques et épileptiques s'abstenir), afin de garantir l'effet de surprise. Et éviter que des scènes amplifiées par agitation continue des sièges ne s'accompagnent de nausées.

Prix du nouvel agencement genevois de 72 sièges: 900 000 francs. Ce qui se traduit par une majoration des entrées (tarif normal adulte: 16,90 francs, enfants: 8,90 francs) de 9 francs. L'Arena a signé un contrat d'exclusivité pour le marché helvétique avec la multinationale asiatique. Ses multiplexes de Zurich, et peut-être même de Fribourg, doivent prochainement en bénéficier. «La Suisse est notre tête de pont pour les pays européens voisins», résume, dans sa langue natale, Brandon Choi, directeur des ventes chez CJ 4DPLEX, filiale de la holding du même nom. **Dejan Nikolic**

L'Elysée revisite les Paléoclichés

> **Images** Le musée lausannois a donné une carte blanche à cinq photographes pour marquer les 40 ans du festival nyonnais

L'un fête ses 30 ans, l'autre ses 40. Tous deux ont envie d'élargir le spectre de leur public et de leur champ d'activité. L'an dernier, le Musée de l'Elysée a confié une carte blanche à cinq photographes afin qu'ils posent leur regard sur le Paléo Festival. Le résultat sera montré sur la plaine de l'Asse durant la prochaine édition, du 20 au 26 juillet 2015. «Nous voulons offrir des conditions les plus proches possibles d'une exposition... de campagne. Ce sera un écrin couvert, que l'on verra de loin. Pour le reste, surprise!» sourit Daniel Rossellat, président de la manifestation.

Les cinq photographes, locaux, ont été choisis pour leurs approches et leurs esthétiques variées. Leurs séries, en effet, s'inscrivent dans des démarches très différentes, tant par la forme que le sujet traité. Si les artistes sont les grands absents de ce portrait

chinois du Paléo, les autres composantes sont bien couvertes.

Les dessous des estrades

Dans cette sorte de Yalta du festival, Anne Golaz, connue pour son magnifique travail sur la chasse, a choisi de suivre les techniciens de la grande scène, dormant avec eux dans un hamac accroché sous l'estrade. Les portraits qu'elle livre dénotent cette attention particulière à la lumière. «On retrouve son esthétique singulière, entre réalisme fort et théâtralité», note la commissaire Pauline Martin. Elisa Larvego, elle, a promené son appareil dans le joyeux futoir du camping. Là, les tentes se font sculptures, les scènes de vie deviennent objets anthropologiques, les portraits jouent l'humour. Olivier Christinat a saisi la foule, en plan parfois très serré, amenant une touche

dramatique dans le rassemblement musical. Nicolas Haeni s'est penché sur la nourriture, élément identitaire des lieux, s'amusant de mises en scène et de manipulations. On sourit de cette bouteille de rouge plantée dans une baguette. On s'étonne de cette banane s'échappant de sa peau devenue minuscule, tel un serpent charmé. Claude Baechtold, enfin, promet un film photographique sur le thème d'Ulysse regagnant la plaine après quarante ans d'absence. «Des clichés de Paléo, il y en a des millions depuis 39 ans que nous accréditons des photographes. Sans compter les selfies et images du public. Mais cette fois, nous quittons le domaine de la presse pour une approche plus artistique», se réjouit Daniel Rossellat. A déguster cet été, entre une bière et un concert.

Caroline Stevan

Mais qu'allaient-ils donc faire dans cette galère?

> **Sport** Huit athlètes français participaient à un jeu télévisé en Argentine. Trois sont morts dans un crash d'hélicoptères

> Les sportifs actifs ou retraités sont légion dans la télé-réalité

Laurent Favre

Aux côtés des membres des équipes techniques de la société de production ALP et des deux pilotes, les personnes décédées lundi 9 mars dans l'accident d'hélicoptères de La Rioja (Argentine) sont trois sportifs de haut niveau: la navigatrice Florence Arthaud, la nageuse Camille Muffat et le boxeur Alexis Vastine. Cinq autres champions, qui n'étaient pas à bord, devaient également figurer au générique du jeu d'aventures *Dropped* que produisait TF1: l'ancien nageur Alain Bernard, la cycliste Jeannie Longo, l'ancien footballeur Sylvain Wiltord, l'ancien patineur Philippe Candeloro et la snowboardeuse romande Anne-Flore Marxer.

Au-delà de l'émotion légitime que ce genre d'accidents engendre, se pose la question de ces huit athlètes d'exception lâchés dans la pré-cordillère des Andes pour les besoins d'un programme de télé-réalité. Qu'allaient-ils donc faire dans cette galère? Et pourquoi tant de sportifs dans les émissions de divertissement?

Le phénomène n'est pas neuf. Souvenons-nous de *La tête et les jambes*, d'*Intervilles* ou des multiples avatars de ces shows confrontant des spécialistes de différentes disciplines. Mais le champion y était à sa place et livrait ce qu'il savait faire: une performance physique. Ces dernières années, les téléspectateurs américains ont pu voir l'ancien basketteur Shaquille O'Neal en motivateur d'ados en surpoids ou les boxeurs Ray Sugar Leonard et Evander Holyfield en apprentis danseurs. En Australie, Mark Philippousis – finaliste malheureux du premier Wimbledon remporté par Roger Federer – a participé au *Bachelor* en 2007. En France, le champion de taekwondo Pascal Gentil s'est re-

Christian Califano et Jackson Richardson.

Un ex-joueur de rugby et un ancien handballeur dans «Splash», l'émission de télé-réalité de TF1.

PARIS, 20 FÉVRIER 2013



trouvé en treillis militaire dans *Première compagnie*. *Danse avec les stars* a vu valser le footballeur David Ginola, l'escrimeuse Laura Flessel, le rugbyman Christophe Dominici.

«La réussite sportive offre une attention médiatique perçue comme une reconnaissance. Certains peuvent être amenés à confondre la réussite avec la notoriété qui l'accompagne», observe Alexandre Etter, psychologue du sport à Genève, qui met en garde contre toute généralisation. En septembre dernier, nous fûmes témoins d'une discussion entre les anciens patineurs Stéphane Lambiel et Nathalie Péchalat. S'il avoua suivre avec intérêt son amie dans *Danse avec les stars*, le Valaisan jura que participer à un tel show lui était inconcevable.

Pour les émissions de télé-réalité, les sportifs sont des candidats en or. Ils sont souvent connus du grand public, généralement à

l'aise devant les caméras, bien foutus, et sont rompus au stress, à la discipline et à la compétition. Epargné par le sort en Argentine, Philippe Candeloro est ce que l'on appelle «un bon client». Un habitué. L'ancien médaillé olympique de patinage est devenu un amateur public, qui fait rire autant

En faisant «Dropped», Camille Muffat voulait «être vue autrement qu'avec un bonnet et des lunettes»

pour ses blagues sexistes que pour son avarice assumée. En 2004, l'ancien gardien de but corse de l'Olympique de Marseille Pascal Olmeta s'est révélé sous son meilleur jour en se prenant d'affection pour Vincent McDoom dans *La ferme célébrités*. Le cycliste

Richard Virenque a pu redorer son image écornée par l'affaire Festina en remportant l'inénarrable *Je suis une célébrité, sortez-moi de là* en 2006.

En participant à *Dropped*, Camille Muffat espérait «être vue autrement qu'avec un bonnet et des lunettes». Elle souhaitait également enfin profiter de la vie. Mardi matin, l'ancienne skieuse freeride Francine Moreillon (trois fois championne du monde) a tremblé pour une autre participante, son amie Anne-Flore Marxer. Les images amateur de l'accident des deux hélicoptères lui ont rappelé un souvenir glaçant. «En 1999, j'ai doublé Sophie Marceau dans des scènes de ski pour un James Bond. Pour l'une d'elles, j'étais dans un hélicoptère, filmée depuis un autre hélicoptère qui volait juste à côté. J'étais terrifiée. Après le tournage, mon pilote m'a confirmé que c'était vraiment très risqué.»

Turner dans un 007 ou participer à *Fort Boyard*, comme elle le fit en 2000, furent pour Francine Moreillon des à-côtés très intéressants. «Je me souviens avoir hésité à faire le Bond. Et puis je me suis dit: «Ce genre d'expérience, ça ne se refuse pas.» Ce n'est pas une histoire d'argent. Regardez le nombre de sportifs qui s'inscrivent dans des grands raids ou sur des rallies automobiles! Ce que l'on cherche tous, c'est vivre des sensations fortes, rencontrer d'autres gens, découvrir de nouveaux horizons. Sur *Fort Boyard*, je me suis retrouvée avec Dieudonné, Isabelle Autissier et une athlète handisport.»

Sur *Dropped*, les profils étaient très différents. Anne-Flore Marxer est toujours en activité; Alain Bernard retraité. L'ancienne cycliste Jeannie Longo (56 ans) avait 32 ans de plus que Camille Muffat. Sylvain Wiltord est millionnaire quand le boxeur Alexis Vastine ti-

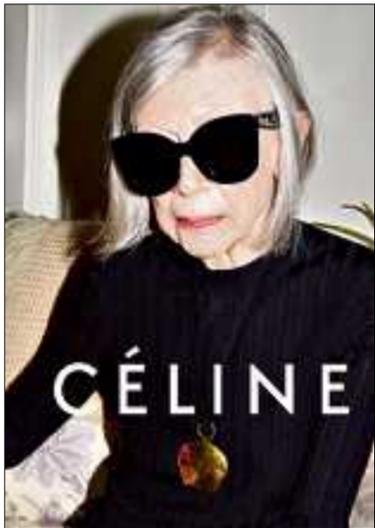
rait le diable par la queue. Pour travailler avec des sportifs d'élite venus d'une cinquantaine de disciplines, Alexandre Etter souligne que «la motivation financière ne doit pas être négligée» car il y a «beaucoup de sports où l'on survit plus qu'on ne vit». Mais Francine Moreillon juge l'argent secondaire. Et l'intérêt indirect. «Cela peut être intéressant d'être exposée médiatiquement. J'ai fait des choses bien plus difficiles dans ma carrière mais le James Bond, tout le monde m'en parle.»

En Suisse alémanique, l'ancien sélectionneur national Gilbert Gress est devenu une star de la télé à 73 ans. Mis à la retraite par le service des sports, il s'amuse comme jury de l'émission *La Suisse a un incroyable talent*. L'Alsacien, qui ne cache pas apprécier être un personnage public, retrouve sa popularité du temps où il était joueur du VfB Stuttgart.

Faut Voir

Mamie Moda

Dans un exemplaire du *Monde*, rubrique Planète, l'œil est agrippé par une publicité. C'est une nonna sicilienne, une belle jeune fille aux accessoires flamenco dans les bras. Pour sa campagne printemps-été, Dolce & Gabbana met en scène des grand-mères élégantes, mais marquées par le temps. Celle-ci a le ventre replet, les rides saillantes, un double menton, des cheveux gris et même une dent absente. Le tout couronné par un sourire franc et des yeux rieurs adressés à la descendante, laquelle fixe l'objectif d'un air légèrement figé. Est-ce pour dire: «Moi aussi j'ai été splendide comme toi, mais tu vois, désormais je m'en fiche et je suis bien»? La beauté passe, les vêtements – et les sacs – restent. Plus loin, dans le cahier Culture du même journal, une annonce pour la marque Céline. Cette fois,



la grand-mère, toujours vêtue de noir, a l'air revêche. Classe, mais revêche.

Evidemment, on peut s'interroger sur le bien-fondé de montrer des traits affaiblis alors que l'on vend du rêve et du glamour. Peut-être est-ce une manière de faire rebelle, quand l'essentiel des campagnes affichent des presque adolescentes. Mais si l'on croise

deux mamies icônes dans le même canard, le côté dissident s'étiole. Dolce & Gabbana est couturier des mises en scène familiales. La semaine dernière à Milan, des bébés ont défilé sur les podiums, dans les bras de leur prétendue mamma. Une façon, plutôt, de se positionner hors totale frivolité.

Caroline Stevan

Le marathon de Genève trouve son second souffle

> **Running** 16 000 coureurs attendus en mai

Le marathon de Genève aura lieu les 2 et 3 mai prochain. Si vous ne vous y êtes pas encore préparé, et bien que les inscriptions soient encore ouvertes, renoncez à vous lancer sans entraînement spécifique sur 42 kilomètres. En revanche, il est tout à fait possible de participer à l'une des sept autres distances et courses au menu de la manifestation genevoise.

Pour sa onzième édition, le marathon de Genève vise la barre des 16 000 inscrits. Ce serait 2000 de plus que l'an dernier. Mais l'épreuve a le vent en poupe. Avec une progression des inscriptions de 40% par an, elle s'impose un peu plus chaque année comme un événement incontournable du calendrier national. Ce n'était pas couru d'avance. A ses débuts, il ne semblait devoir être qu'une course de plus parmi une offre pléthorique.

Depuis 2010, Genève est toutefois parvenue à tirer son épingle du jeu, jusqu'à émerger parmi les destinations favorites des touristes du running. Le parcours, qui va

de la campagne genevoise jusqu'au cadre enchanteur de la Rade, offre une diversité bienvenue au milieu de tant de parcours 100% urbains. La course attire des sportifs de 110 nationalités, également réparties selon les sexes.

Entraînements collectifs

Surtout, Benjamin Chandelier et Rémi Duchemin, deux anciens d'ASO (organisateur du Tour de France, du Dakar et du marathon de Paris) ont su créer une ambiance attractive en multipliant des innovations incitatives: tests VMA, ateliers nutrition aux HUG, entraînements collectifs tous les jeudis au stade du Bout-du-Monde ainsi que des partenariats avec l'Unicef. Les organisateurs se soucient d'écologie et ont banni les bouteilles PET du site. La course a remporté en 2013 le Prix du développement durable. Le parcours, inversé par rapport aux éditions précédentes, est annoncé plus roulant. L'arrivée se fera sur le pont du Mont-Blanc, qui sera fermé pour l'occasion aux voitures. **L. Fe**

Dans la foulée

Deux minutes de prison pour le fils Del Curto?

Scène étonnante samedi sur la route de Davos. Le bus de Zoug a été victime de plusieurs queues de poisson l'obligeant à des freinages d'urgence, par une voiture qui s'est révélée être celle du fils d'Arno Del Curto, l'entraîneur du HC Davos. Il y a sûrement une façon plus intelligente d'aider papa à gagner les play-off que de jouer à zig-zag Zoug sur l'autoroute. (LT)

Le foot espagnol piraté

Le piratage en ligne des matches de Liga a représenté un montant de 509 millions d'euros en 2014, selon une étude de l'institut allemand GfK. L'organisme estime le manque à gagner à 227 millions pour le foot espagnol. (LT)

Simon Ammann en forme

Le quadruple médaillé d'or olympique surgit toujours quand on ne l'attend pas. Décevant aux championnats du monde, Simon Ammann a retrouvé la confiance à Kuopio (Finlande) en prenant la troisième place du concours remporté par l'Allemand Severin Freund. Derrière Ammann, Gregor Deschwanden (9e) signe le meilleur résultat de sa jeune carrière. (LT)

La dernière traversée

> Grande figure de la voile hauturière, Florence Arthaud a trouvé la mort lundi soir en Argentine lors du tournage d'une émission de télé-réalité

> Portrait d'une fiancée de l'Atlantique devenue une femme libre. Une éternelle amoureuse de la mer et de la vie

Isabelle Musy

Elle l'avait frôlée à plusieurs reprises mais lui avait tenu tête à chaque fois. Puisant dans ces alertes l'énergie et l'envie d'aller plus loin encore. «Cette nuit, le diable n'a pas voulu de moi», résume Florence Arthaud en posant enfin pied à terre le 29 octobre 2011. Elle vient de lutter trois heures dans la houle et la nuit noire après être tombée de son voilier, l'*Argade II*, au large de la Corse. Une envie pressante, une vague pernicieuse et là voilà larguée dans les flots avec le bateau qui se fait la malle. C'est son téléphone portable amphibie et un coup de fil à sa mère qui lui sauve la vie. «C'est un énorme moment de solitude, de violence, on se voit mourir tout seul», dira-t-elle encore.

lement convoité, le Grand Sud et ses océans tourmentés, n'est venu qu'une seule fois au rendez-vous. C'était en 1997, lors d'une transpacifique avec Bruno Peyron. Mais le voyage de noces, le vrai, autour du monde, à la barre d'un multicoque géant, n'a jamais eu lieu. Florence Arthaud est souvent restée à quai, faute de sponsor, faute de bateau. Alors, pour soigner son «mal de terre», pour assouvir ce besoin vital de symbiose avec la mer, elle est revenue régulièrement à la compétition. Sur des projets et des bateaux plus modestes.

Florence Arthaud, c'est une enfance parisienne dorée dans une famille bourgeoise, celle d'un grand éditeur. Une «bulle d'insouciance» pour un «garçon manqué dans une école de bonnes sœurs,

«La mer est une manière de me laver la tête, de me nettoyer les neurones, d'enlever tout ce qui pollue: idées idiotes, stress, bruit de fond»

Cette fois, elle n'était pas toute seule et n'aura pas eu le temps de la voir arriver. La mort de Florence Arthaud, 57 ans, a été brutale. Le coup d'envoi de sa dernière traversée a été donné sans prévenir. Dans une ultime quête de surpasement. Elle a quitté la vie comme elle l'a toujours vécue, avec ce besoin de tutoyer l'extrême.

A l'heure des hommages, on tente de redessiner les contours d'une existence hors norme. Dans tous les sens du terme. De se remémorer le tempérament entier de celle que la France a surnommée la «petite fiancée de l'Atlantique» mais qui fut en réalité une femme libre, navigatrice insoumise.

De la jeune femme qui éclôt sous les projecteurs de la renommée à 33 ans en remportant la Route du Rhum en multicoque, le temps a maintenu la personnalité déterminée ainsi que la chevelure de lionne et la silhouette de sirène. Sur son visage, les embruns et les excès ont laissé des traces. De 1990 à cette fin abrupte, la «fiancée de l'Atlantique» a eu le temps de convoler. De nombreuses autres traversées, et même un record à la clé, n'ont toutefois jamais réussi à la combler. L'époux initia-

championne des genoux écorchés», dit-elle. Son adolescence est «tumultueuse», marquée par un grave accident de voiture, à 17 ans, une sortie de route soldée par un coma et une paralysie. Pour mettre des mots sur ses maux, elle parle d'«une sorte de traversée en solitaire» qui, à l'arrivée, déboucha sur «un besoin de bouger, une volonté de s'affirmer, de vivre la liberté». Le processus était en marche. Or quoi de mieux que la mer pour assouvir ce désir d'autonomie? Après tout, elle côtoyait ceux dont son père publiait les récits. Les Tabarly, Kersauson et Riguidel.

La plus célèbre des navigatrices françaises n'est jamais vraiment parvenue à capitaliser sur son succès dans la Route du Rhum. La crise des années 90, un caractère indomptable et des frasques nocturnes trop souvent ébruitées ont eu raison de son talent auprès de partenaires potentiels. Celle qui s'est toujours définie comme une «aventurière à la vie de patachon» a raté un virage. Celui de la professionnalisation d'un sport qu'elle a connu bohème.

«A l'époque, la voile tenait encore de l'imaginaire et de l'aventure», racontera celle qui s'est en-



dettée pour s'acheter un premier bateau pour traverser l'Atlantique. «A l'arrivée, je n'avais qu'une envie: repartir. Ce jour-là, j'ai quitté les terriens. Je suis devenue marin.» S'ensuit une première participation à la Route du Rhum en 1978, avec une honorable 11^e place et, douze ans plus tard, le grand pas vers la notoriété: une victoire dans la plus courtisée des transats en solitaire, à la barbe de tous les grands navigateurs. «Homme ou femme, ce n'est pas la question, c'est d'abord un marin qui a gagné», dira Eric Tabarly. Les médias ne l'entendent pas de cette façon et portent aux nues la «fiancée de l'Atlantique», parce qu'elle est la première femme à remporter une grande course de voile. Et même si elle dit avoir plutôt puisé dans le registre des activités d'un

«garçon manqué», Florence Arthaud n'a jamais renié sa féminité et savait jouer les séductrices de ses compagnons de navigation.

Peut-être grisée par le succès de sa victoire, Florence Arthaud n'a pas réussi à confirmer. Après un chavirage en 1992 dans la Transat anglaise, elle s'est mise à naviguer sur les bateaux des autres. Et lorsqu'elle décide de refaire ses gammes, avec la Solitaire du Figaro, elle est contrainte, sans sponsor, de faire les fonds de tiroirs en vendant ses actions. La période d'opulence est derrière elle. Mais pas celle des abus. C'est ainsi qu'à Gijon (Espagne), à la veille du départ de la deuxième étape, alors que tous ses adversaires sont déjà couchés, elle se retrouve à faire les ordures d'un bar à la recherche de ses cartes marines. Quelques gin tonic

plus tôt, elle les avait laissées sur le comptoir... dans un sac-poubelle.

Franc-parler, forte tronche, Florence Arthaud regrettait les virées d'antan avec ses compagnons de navigation à refaire la course au bar et n'a pas su ni voulu se plier à la rigueur imposée par la nouvelle génération de marins. Peu importe. Elle a toujours trouvé l'occasion d'aller voguer sur ces flots qui la grisaient. «La mer est une manière de me laver la tête, de me nettoyer les neurones, d'enlever tout ce qui pollue: les idées idiotes, le stress, le bruit de fond.» La mer a failli la prendre, un soir d'octobre 2011. Mais c'est finalement l'appel d'une autre sirène, d'une émission de télé-réalité, qui l'a finalement privée de ce qu'elle aimait le plus au monde, la vie. Bon vent, Flo!

Un jour, une idée

Very important truffe au chocolat

Alexis Favre

De mémoire de bec sucré, rarement 81 truffes au chocolat auront suscité un tel déploiement sécuritaire. Une rue bouclée à la tombée de la nuit, une dizaine de berlines très foncées dans le bleu des gyrophares, des policiers genevois impressionnés et une petite armée d'hommes en noir, estampillés *secret service*. Le 14 janvier dernier, après une harassante journée de négociations sur le nucléaire iranien, John Kerry s'engouffrait en personne dans une minuscule échoppe de la rue de Rive: Auer Chocolatier. Il était 18 h et des poussières et le secrétaire d'Etat américain venait en toute simplicité chercher quelques douceurs pour Madame.

Revenait, plutôt, puisque le patron de la diplomatie mondiale avait déjà affolé le temple des amendes princesses en novembre 2013, dans la même configuration. Et reviendra, peut-être, sa prochaine escale

genevoise étant prévue pour le 15 mars. Kerry et la chocolaterie: mieux qu'un roman, une histoire d'amour 100% cacao. Comme on le comprend! Laissez la ganache dressée, roulée et trempée à la main d'une truffe Auer vous fondre sur la langue, et vous aussi vous succomberez. Comme John Kerry,



comme Nicolas Sarkozy aussi. Lequel, du temps de sa présidence, dépêcha une sienne estafette, chargée de lui rapporter, via l'ambassade, quelques grammes de bonheur, se souvient le maître des lieux, Philippe Auer, cinquième du nom. Impossible de résister, vous dit-on. Même Terminator, de passage à Genève en 2012, vint troquer sur place une liasse de dollars contre un peu d'or noir au lait. Mais Philippe Auer n'en dira pas plus. Ses prestigieux clients préférèrent-ils les griottes aux truffes? Ont-ils craqué pour un kilo d'amendes à 120 francs? Pour une plus grosse boîte encore? Mystère. Auer est une dynastie genevoise qui, à l'instar de ses banquiers voisins, cultive la discrétion. Et ce depuis 1939, année de l'ouverture du magasin de Rive par le grand-père Henri, fils de Gaspard, lui-même fils d'Henri, confiseur grison établi à Toulon.

Comme une poignée d'autres maisons créées - Arn ou Hautlé dans la Vieille-Ville,

Micheli aux Philosophes, Rohr à un jet de pierre - et bien avant les talentueux nouveaux venus - Pascoët ou Berger -, Auer a tout, pour la bonne société genevoise, du réflexe pavlovien. On passe y prendre une boîte de chocolats avant un dîner en ville comme on irait acheter ses cigares chez Davidoff ou ses fleurs chez Fleuriot. C'est comme ça. Lors de notre visite, mardi, les inflexions de la clientèle étaient levantines, mais les visons brillants, les brushings au cordeau et les sourires habitués. Rente de situation? Non. Plutôt un chic suranné qui rassure. Et assure une éternelle longueur d'avance. Symétrique à la boutique, la «cafétéria» est elle aussi entrée dans la légende, dès son ouverture dans les années 60. Tout aussi minuscule, on vient de partout s'y brûler les lèvres dans un chocolat chaud. A ce détail près que John Kerry l'ignore encore.

Auer Chocolatier, rue de Rive 4, Genève.

Qui a dit?

«Chose significative: ce n'est pas par la tête que les civilisations pourrissent. C'est d'abord par le cœur»

Réponse dans la prochaine édition du «Temps»

La phrase parue dans l'édition d'hier mardi, «Arriver dans la surface et ne pas pouvoir tirer au but, c'est comme danser avec sa sœur», est de Diego Maradona